HISTOMAG'44

La Seconde Guerre Mondiale par des passionnés pour des passionnés !

Il y a 80 ans

Les coulisses de l'ascension d'Hitler au pouvoir

Dossier dirigé par :

François DELPLA

Historien (HDR) du nazisme et de la Seconde Guerre Mondiale

Avec la participation de :

Clément Soubrouillard, Marie Levant, Eric Kerjean, Nicolas Moreau, Xavier Riaud, Jean Cotrez, ...

Numéro 81 - Janvier Février 2013

Sommaire

Numéro 81

Ligne éditoriale

Histomag'44 est produit par une équipe de bénévoles passionnés d'histoire.
À ce titre, ce magazine est le premier bimestriel historique imprimable et entièrement gratuit. Nos colonnes sont ouvertes à toute personne qui souhaite y publier un article, nous faire part d'informations, annoncer une manifestation.

Si vous êtes intéressé à devenir partenaire d'Histomag'44, veuillez contacter notre rédacteur en chef.

Contact : histomag@39-45.org

Rédaction

Responsable d'Édition : Prosper Vandenbroucke

Rédacteur en Chef : Vincent Dupont

Conseiller de rédaction : Patrick Babelaere (*Dynamo*),

Responsable communication et partenariats : Jean Cotrez (*Jumbo*)

Correction : Yvonnick Bobe (*Brehon*), Nathalie Mousnier (*Petit_Pas*)

Relecture et correction définitive : Vincent Dupont, Frédéric Bonnus

Infographie et Mise en pages : Frédéric Bonnus

Rubrique Commémoration : Yves Donjon - Marc Taffoureau

Responsable rubriques : Jean Cotrez (*jumbo*)

Informatique et publication : Pierre Chaput (*histoquiz*) et Frédéric Bonnus (*fbonnus*)

Contacts :

Forum : contact@39-45.org

Histomag : histomag@39-45.org

Web :

Forum : http://www.39-45.org

Histomag : http://www.39-45.org/histomag

Histomag'44 est une publication bimestrielle gratuite du Forum « Le Monde en Guerre » sous format pdf. Marque, logos, désign et contenus déposés et protégés. Toute reproduction sous quelque support que ce soit est interdite sans notre autorisation et/ou celle de l'auteur concerné. Le format « pdf » est une propriété d'Adobe inc.

3 **Editorial** (Vincent Dupont)

Le Dossier :
Il y a 80 ans : les coulisses de l'ascension de Hitler

4 **Présentation Générale** (François Delpla)

6 **Franz von Papen et l'arrivée au pouvoir de Hitler** (Clément Soubrouillard)

18 **Le Vatican et le Zentrum devant la montée du nazisme 1930-1933** (Marie Levant)

26 **Canaris et Heydrich le maître et l'élève** (Eric Kerjean)

31 **La prise du pouvoir par Hitler Nouvelles Approches** (François Delpla)

42 **Bombardements du pont ferroviaire de Sartrouville - Maisons Laffitte** (Philippe Mourand)

47 **L'évasion de Papago Park** (Nicolas Moreau)

50 **L'or dentaire nazi** (Xavier Riaud)

63 **Bêton : « Les perruques » de Maisy** (Jean Cotrez)

69 **Ceux qui restaurent une traction pour Jean Moulin** (Jean Cotrez)

77 **Le coin des lecteurs** (Vincent Dupont)

Editorial

par Vincent Dupont

Chers lectrices et lecteurs,

L'accession d'Hitler au pouvoir avec toutes les conséquences qu'elle a entrainé est un des thèmes majeurs de la Seconde Guerre mondiale, or les causes qui ont mené à cette accession sont souvent mal comprises. Presque 80 ans jour pour jour après sa nomination au poste de chancelier il est temps de traiter ces évènements de manière pragmatique car cette ascension le fut, méticuleusement préparée, faite de coups de poker politiques pareils à ceux qu'il mettra en place des années plus tard sur le plan militaire. Ce n'est pas seulement par l'aveuglement d'une partie de la population allemande durant les années 1930 que cet homme est monté jusqu'au pouvoir mais bel et bien par circonstances politiques, ces circonstances pouvant se rencontrer à nouveau un jour. Oui il est temps, il est temps de redécouvrir les coulisses oubliées d'une pièce que personne ne souhaite voir rejouée.

Aussi il nous a semblé important de traiter ce sujet avec des historiens professionnels.

En premier lieu François Delpla qui a accepté de diriger le dossier spécial que nous allons vous présenter. Il nous exposera, en écho à l'ouvrage qu'il va sortir prochainement, des aspects méconnus de la prise du pouvoir. Ce dossier nous introduit dans les arcanes du système politique allemand de l'entre-deux-guerres, système qui a permis l'accession d'Adolf Hitler au pouvoir, dont il sera question.

Aussi Clément Soubrouillard nous parlera du rôle tenu par Franz von Papen dans cette arrivée au pouvoir, et de la manière dont Hitler mit en confiance la classe politique qui dirigeait alors le pays. Le rôle de l'Eglise et des catholiques du Zentrum sera également abordé grâce à Marie Levant, pour mieux analyser comment la montée des nationaux-socialistes fut perçue par le Saint-Siège. Enfin Eric Kerjean nous révélera quelles étaient les relations entre Reinhard Heydrich et Wilhelm Canaris et de quelle manière ces deux têtes pensantes du renseignement pensèrent leur conception du futur régime à travers l'accession de Hitler à la Chancellerie.

La deuxième partie de votre magazine vous proposera comme de coutume des thématiques bien différentes et à travers une étude de Philippe Mourand sur les bombardements du pont ferroviaire de Sartrouville-Maisons Laffitte, vous verrez aussi quel destin attendait les pilotes de bombardiers abattus une fois leur parachute ouvert. Nicolas Moreau, que nos lecteurs commencent à connaître, nous présentera quant à lui une évasion peu connue, celle de Papago Park : des prisonniers allemands cherchant à s'évader de leur camp aux Etats-Unis ! Xavier Riaud que l'on ne présente plus nous parlera – quelque part en écho au système nazi sur le point de s'installer que vous verrez en première partie – de l'or dentaire rassemblé par le IIIème Reich et du système de financement auquel il aboutissait. Ce mois-ci Jean Cotrez vous parlera des « Perruques » de Maisy, batteries côtières allemandes en Normandie dans la rubrique béton. Sa rubrique consacrée à ceux qui restaurent sera particulière ce mois-ci puisque nous avons choisi de mettre en valeur une association dont nous suivons l'activité depuis quelques temps déjà, et qui restaure une Citroën Traction Avant ! Enfin nos lecteurs retrouveront, comme d'habitude, la présentation de quelques ouvrages que la rédaction a jugés bon de recommander, dont certaines références essentielles au sujet de l'ascension de Hitler jusqu'au pouvoir.

Toute la rédaction de l'Histomag'44 vous souhaite une excellente lecture ! Je rappelle que l'Histomag'44, fier de compter dans ses contributeurs des historiens professionnels et des passionnés avertis, ouvre ses colonnes à tous, y compris et surtout aux historiens de demain. Donc si vous avez une idée, un projet, n'hésitez pas ! Contactez la rédaction !

Hindenbourg et Hitler

Présentation Générale

par François Delpla

Historien (HDR) du nazisme et de la Seconde Guerre Mondiale

Souvent racontée dans des biographies du Führer ou des ouvrages sur le Troisième Reich, la prise du pouvoir par Hitler, vieille dans quelques jours de quatre-vingts ans, a fait l'objet d'assez peu de travaux spécifiques. On peut citer (voir bibliographie) un ouvrage de l'Allemand Bracher, un de l'Américain Turner et l'édition française ou francophone, pour une fois, ne se tient pas trop mal, avec les livres d'Alfred Grosser, Paul-Marie de La Gorce et Georges Goriely.

Si j'ai cru devoir ajouter mon grain de sel avec le livre qui va paraître chez Pascal Galodé, ou un article à venir dans *Commentaire,* et proposer puis diriger le présent dossier, c'est en raison d'un déficit historique plus ou moins prononcé dans toutes ces publications. Elles partent du principe que le nazisme, c'est mal. Les gens qui l'ont laissé prendre le pouvoir ou l'y ont aidé ont donc commis des fautes morales ; comme, la plupart du temps, on se refuse à les croire aussi malfaisants que les nazis eux-mêmes, on affirme aussi qu'ils se sont trompés et ont fait des erreurs de calcul, donc des fautes intellectuelles.

Il est temps de rompre avec cette approche, peu conforme à ce qu'on attend de l'histoire et à ce qu'elle doit être. Il ne s'agit pas de dire que le nazisme, c'est bien, ou que le fait de lui donner le pouvoir était un symptôme d'intelligence. Mais qu'il faut le regarder lui-même comme un acteur déployant une stratégie, et poussant les autres à la faute, plutôt que comme un fauve attendant que des méchants ou des sots le libèrent de sa cage ou lui fournissent des victimes.

Des sources publiées après la parution des classiques susmentionnés, comme le journal de Goebbels ou les mémoires de Wagener, vont nous guider dans ce renouvellement du regard.

L'un des préjugés les mieux enracinés veut que Hitler n'ait dû son accession au pouvoir qu'à la crise dite de 1929. Pour le remettre en cause, il suffit de remarquer que cette crise ne produit en Allemagne des effets dévastateurs qu'à partir de 1931, et que le premier succès électoral des nazis, qui oblige à compter avec eux, date du 14 septembre 1930, lorsqu'ils passent brusquement de 2 à 18% des voix et de 12 députés à 107. En fait, le parti nazi avait commencé à remonter la pente, après son résultat désastreux des législatives de 1928, à la faveur de l'adoption du plan Young sur les réparations, définitivement adopté le 7 juin 1929. Avant toute crise, donc, le départ spectaculaire de celle-ci se produisant avec le « jeudi noir » du 24 octobre suivant. L'ascension nazie commence aussi avant la mort du ministre Stresemann, symbolisant une Allemagne réaliste et résignée à exécuter le traité de Versailles, le 3 octobre de cette même année 1929. Il y avait donc bien, en Allemagne même et indépendamment de la conjoncture économique, une époque qui s'achevait. Une situation mûrissait, qui allait redonner leur chance aux forces nationalistes. Beaucoup de choses dépendraient de l'habileté de leurs dirigeants.

Adolf Hitler, âgé de trente ans au sortir de la Grande Guerre, s'était jeté à corps perdu dans la politique en refusant la défaite, en une démarche qu'on peut qualifier de folle : il se croyait mandaté par la Providence pour affronter un ennemi désigné comme « le Juif ». Il avait prospéré en Bavière après avoir mis la main sur un petit parti local d'extrême droite, baptisé « national-socialiste » ou, par abréviation, nazi, mais son élan s'était brisé dans un putsch prématuré, le 9 novembre 1923. Il avait profité d'une année de prison pour polir sa doctrine et sa stratégie, cependant que son procès lui donnait une audience nationale. A peine libéré à Noël 1924, il reconstruit méthodiquement son parti en proclamant qu'il ne vise plus qu'une arrivée « légale » au pouvoir. Il réactive cependant les SA, ces milices qui avaient lancé le putsch, et semble jouer sur les deux registres.

Inattendu de lui-même, le succès électoral de septembre 1930 lui donne, dans le système de la république dite de Weimar, une minorité de blocage dont il va faire grand usage. Le chancelier Brüning, chef du parti catholique Zentrum, essaye de s'entendre avec lui sans pour autant lui offrir des portefeuilles. Refusant son soutien, Hitler l'empêche de trouver une majorité et le gouvernement, jusqu'en 1933, n'en aura jamais plus : les cabinets « présidentiels », dépendant du bon vouloir du président de droite Hindenburg, remplacent les cabinets reposant sur une majorité parlementaire. En 1932, le mandat de Hindenburg vient à expiration et Hitler, qui l'affronte en avril dans l'élection présidentielle, frôle 37% des voix. C'est alors que se lève l'étoile du général Kurt von Schleicher, qui depuis 1925 exerçait à partir du ministère de la Défense une influence politique croissante. Il provoque la chute de Brüning et trouve pour le remplacer un dissident du Zentrum qu'il croit pouvoir contrôler, Franz von Papen. Hitler a participé à cette intrigue et laissé espérer sa participation gouvernementale, moyennant une dissolution du Reichstag. Mais les élections, le 31 juillet, lui offrent un tel triomphe (37,4%) qu'il réclame la chancellerie pour lui-même et n'en démordra plus.

C'est alors Hindenburg, surtout, qui fait de la résistance, en vieil aristocrate révulsé par le débraillé des nazis et de leurs SA. Il maintient Papen, lequel tente une nouvelle dissolution, avec un succès relatif : les nazis obtiennent 34% des suffrages et reculent pour la première fois ; beaucoup d'observateurs, dans le monde entier, croient leur effondrement inexorable. Mais justement cela les rend moins redoutables et Hitler, après un moment de doute, va en jouer à merveille. Comme sa minorité de blocage reste imposante, Papen se retrouve impuissant face aux problèmes économiques devenus gigantesques et Schleicher croit son heure venue. Il a un tel espoir d'embaucher les nazis dans son gouvernement, ou du moins de les diviser en débauchant l'un de leurs principaux dirigeants, Gregor Strasser, qu'il faut croire (même si la documentation manque) qu'il a été trompé. Hitler, manipulant Strasser, a pour le moins laissé entendre qu'une majorité parlementaire était en vue et le rusé Schleicher a trouvé son maître : en contraignant Hindenburg à se séparer de son favori Papen, et en échouant à trouver la solution promise, il a ruiné d'un coup son propre crédit.

Hitler n'a plus qu'à se rapprocher de Papen. Il amadoue Hindenburg par son intermédiaire, notamment en se contentant de très peu de postes ministériels : pourvu que Hitler soit chancelier, les nazis ne revendiquent que les ministères de l'Intérieur en Allemagne et en Prusse. Schleicher démissionne le 28 janvier. Au dernier moment, Hitler ajoute une exigence, celle de la dissolution du Reichstag. Hindenburg le nomme sans avoir statué sur ce point et finit par céder, le 1er février. C'est ce qui va permettre à Hitler de convertir sa chancellerie en une dictature, par le biais de l'incendie du Reichstag.

Hitler en 1929

Von Papen et Hitler

Franz von Papen
et l'arrivée au pouvoir de Hitler

par Clément Soubrouillard

Diplômé d'un mastère II recherche à l'Université de Bretagne Occidentale, ses recherches ont porté sur le procès de Nuremberg, principalement sur le cas de Franz von Papen. Il prépare actuellement les concours de l'enseignement (CAPES/Agrégation)

Hitler aurait été porté au pouvoir par l'élection au suffrage universel. Voilà pour la *communis opinio*, tenace parce qu'ancrée profondément dans la conscience populaire. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette malheureuse pérennité : méconnaissance du système institutionnel allemand de l'époque, sûrement ; assimilation trompeuse de la charge de chancelier outre Rhin à celle de notre président français, qui lui passe bel et bien par le suffrage universel, sans doute ; passage trop rapide sur la période qui voit Hitler devenir chancelier dans les programmes surchargés du secondaire, peut-être. Ce dossier a pour but, entre autres, de comprendre ce qu'il s'est réellement passé et, à défaut de dire le vrai, au moins d'enlever le faux.

Un personnage trop souvent oublié par ce préjugé est Franz von Papen (1879-1969). Né à Werl, en Westphalie, Papen est issu d'un ancien lignage aristocratique et catholique. Si sa famille d'origine n'était pas des plus riches, son mariage en 1905 avec Martha von Boch-Galhau changea diamétralement la donne : elle était une des héritières de la grande entreprise de faïence dirigée par le duo franco-allemand Villeroy et Boch. Au-delà de ces considérations pécuniaires, cette union symbolisait la profonde orientation sociale de Papen vers l'Ouest ; vers la France d'abord, mais aussi vers l'Angleterre.

Après une formation militaire dans la plus pure tradition prussienne, l'homme en question entra à l'état-major général, en 1911. En 1913, Papen – alors capitaine – est envoyé aux États-Unis pour occuper le poste d'attaché militaire à l'ambassade allemande de Washington et à la légation allemande de Mexico. Il passa ainsi une partie de la Première Guerre mondiale outre-Atlantique, à tremper de manière maladroite dans diverses affaires d'espionnage et de sabotage. Ses nombreuses bourdes furent employées par

la propagande alliée et débouchèrent sur un retour précipité, fin 1915, à Berlin. Si ces erreurs de jeunesse posèrent déjà problème pour la diplomatie allemande, elles eurent aussi pour effet sur le long terme de discréditer Papen en lui collant une étiquette d'intrigant, de fourbe, voire de terroriste.

Suite à ses aventures outre-Atlantique, il termina le premier conflit mondial sous le soleil turc, au sein de l'état-major du groupe d'armée Falkenhayn, après un passage par la Flandre à la tête d'un bataillon de réserve d'infanterie de la Garde

A son retour en Allemagne, en janvier 1919, Papen découvrit un pays changé. Le régime impérial incarné jusqu'alors par Guillaume II de Hohenzollern, régime que sa formation prussienne avait inscrit dans son esprit comme une chose immuable et sacrée, avait disparu. A la place tentait de survivre une République de Weimar à la tête de laquelle se trouvait le président socialiste Friedrich Ebert. Comme bon nombre d'Allemands d'obédience conservatrice et militariste, Papen ne pouvait tout simplement pas appréhender ce changement, ou le considérer du moins comme un état de fait légitime.

Von Papen en uniforme pendant le première guerre mondiale

La défaite allemande à laquelle se superposait un changement radical de régime politique a ainsi peut-être largement contribué à un traumatisme des élites traditionnelles allemandes, qu'elles fussent militaires ou politiques. Dans tous les cas, cette hypothèse permet d'éclairer sous un certain angle les événements qui précèdent la mise en place du Troisième Reich ; de comprendre quels ont été les liens entre Franz von Papen et Adolf Hitler.

Dans ce contexte de bouleversement politique, Papen donna sa démission à l'armée. Il se retira alors pendant un temps dans sa propriété familiale où il entama une carrière politique en tant que représentant de l'association des propriétaires terriens de Westphalie à la diète prussienne. Dès lors, il s'agissait pour lui de faire le choix de sa couleur politique : il opta pour le parti du Centre catholique (*Zentrum*). S'il fit ce choix, c'est à la fois par partage d'une même vision du politique, mais aussi par opportunisme : pourquoi ? Par opportunisme tout d'abord, parce que le Centre catholique était, à l'époque, le parti avec lequel il fallait obligatoirement s'allier pour obtenir une majorité parlementaire et, de ce fait, un des groupements politiques les plus influents de l'Allemagne de Weimar. Par partage d'une même vision politique aussi, puisqu'une partie de la pensée catholique présente dans le Centre accordait volontiers de l'importance aux valeurs conservatrices, maîtresses de vie pour Papen. Cependant sa vision politique lui mettait aussi un pied – voire deux – dans une autre formation plus à droite : le parti populaire national-allemand (*Deutschnationale Volkspartei*, DNVP). Ce parti ne reconnaissait aucune légitimité à la toute jeune République de Weimar et espérait un retour à la monarchie. Cette dualité de Papen apparaît clairement lors des élections présidentielles de 1925. Le Centre catholique disposait alors d'un candidat au poste de chef de l'État : Wilhelm Marx. Papen décida pourtant de voter pour le maréchal Hindenburg, héros de la Première Guerre mondiale, véritable parangon de l'esprit prussien conservateur, réactionnaire et opposé à la république.

Le maréchal Paul von Hindenburg, élu président de la République en 1925

Rapidement, les relations entre Papen et le *Zentrum* se distendirent au point que notre homme se vit attribuer l'étiquette de « brebis galeuse » du parti par ses collègues centristes.

Cependant, Papen semblait avoir plus d'un tour dans son sac puisqu'il était détenteur à hauteur de 47 % des actions de l'organe officiel du Centre, la *Germania*, ce qui faisait de lui l'actionnaire majoritaire de ce journal, influent parce que vitrine politique et idéologique d'un parti lui-même influent. Il apparaît que Papen, bien que seulement membre de la diète régionale prussienne (et pas du parlement national, le *Reichstag*), n'en demeurait pas moins un personnage important du fait de ses contacts, de sa fortune récemment acquise et de sa mainmise sur un organe de presse de stature nationale.

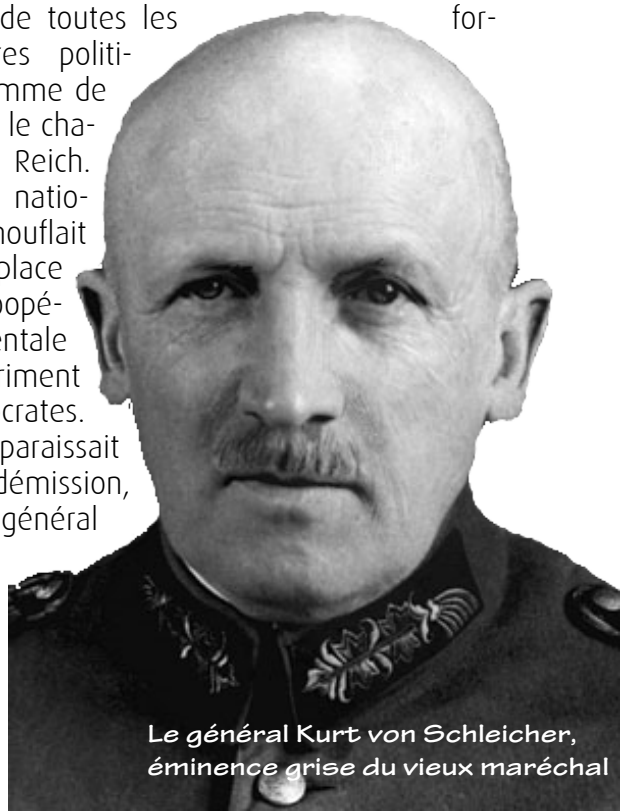
***

La venue au pouvoir de Papen à l'été 1932 survint dans un contexte de retournement politique. Le but de Hindenburg au début des années 1930 était clair : faire basculer le régime toujours plus à droite. Pour ce faire, il devait passer par une majorité habituelle, non plus de centre-gauche, composée du parti social-démocrate allemand ou *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (SPD) et du *Zentrum*, mais de centre-droit ; en somme, des catholiques du *Zentrum* aux nationaux-allemands. Le SPD demeurait toutefois un parti important et ce basculement du navire parlementaire à tribord était plus facile à dire qu'à faire.

Déjà, lors des élections de 1928 au Reichstag, Hindenburg s'était rendu compte de la nécessité de composer avec les socialistes. Cette nécessité se retrouvait toute entière incarnée dans le chancelier Hermann Müller, représentant de la majorité classique de Weimar, SPD-*Zentrum*-*Deutsche Volkspartei* (parti populaire allemand, DVP) et qui occupa le poste de 1928 à 1930.

C'est donc après cette expérience et dans la conjoncture de crise qui était celle de 1930, que le « Vieux monsieur » à la tête de l'Allemagne décida de virer plus clairement à droite. Là encore, le *Zentrum* était au cœur de la combine. Le président et son éminence grise du moment, le général Kurt von Schleicher, souhaitaient utiliser Heinrich Brüning, chef du Centre, pour parvenir à leurs fins. Chancelier à partir du 30 mars 1930, Brüning inaugura le recours compulsif à l'article 48 de la Constitution pour augmenter les pouvoirs de la charge présidentielle à grands coups de décrets-lois. Cette stratégie permettait notamment de n'avoir de comptes à rendre qu'au seul président du Reich et, en corollaire, d'isoler le *Reichstag*. Mais Brüning devait aussi faire face à la grande dépression de ce début d'années 1930. Il promulgua en ce sens plusieurs mesures que nous qualifierions aujourd'hui «d'austérité ». L'Allemagne comptait à ce moment six millions de chômeurs : un boulevard pour la propagande nazie. Pourtant, aux élections présidentielles de 1932, Brüning barra la route à Hitler en faisant le choix de Hindenburg qui fût réélu non pas par un électorat de droite – principalement tourné vers Hitler – mais par les socialistes et le *Zentrum*.

Le chancelier poursuivit son opposition au national-socialisme en prononçant, le 14 avril 1932, l'interdiction de la SA et de toutes les formations paramilitaires politisées – de gauche comme de droite – qui semaient le chaos dans les villes du Reich. Cette opposition au national-socialisme camouflait en réalité la mise en place d'une tentative de coopération gouvernementale avec Hitler, au détriment des sociaux-démocrates. Cette manœuvre apparaissait clairement avec la démission, le 12 mai 1932, du général Groener, ministre de la Défense, jusque là responsable de la réaction antinazie et,



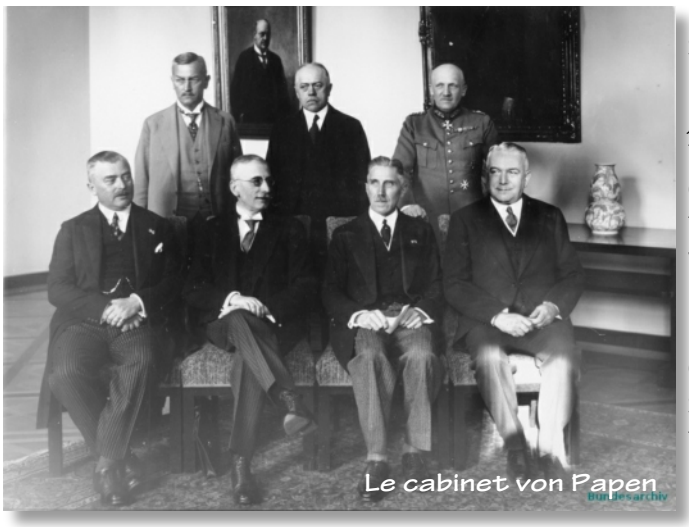
Le général Kurt von Schleicher, éminence grise du vieux maréchal

plus symboliquement encore, avec le remerciement du chancelier lui-même. Ce changement d'orientation répondait aux vœux de la direction de l'armée (la *Reichswehr*) et des grands propriétaires terriens. Ces deux groupes souhaitent s'associer aux nationaux-socialistes (dont l'influence ne cessait d'augmenter dans l'opinion publique et au sein même du *Reichstag*), en pensant pouvoir juguler leurs demandes les plus extrêmes. Brüning avait bien tenté une approche avec Hitler en 1931, mais ce dernier n'avait pas voulu jouer le jeu des catholiques, ce qui avait poussé le chancelier à faire, *nolens volens*, alliance avec le SPD pour tenter de sauvegarder son gouvernement, sans toutefois parvenir à obtenir une majorité parlementaire. Voyant l'échec de Brüning qui, pour le coup, embourbait une situation déjà bien enlisée, Hindenburg, sur le conseil intéressé du général von Schleicher, se sépara de son chancelier centriste et nomma à sa place Franz von Papen. Le récit de ces événements de 1928 à 1932 est là pour mettre en avant une chose : l'inexistence de Papen sur la scène politique nationale avant son élection à la chancellerie. On peut donc légitimement se demander pourquoi un homme comme Papen, qui ne faisait pas partie des grandes figures politiques du moment et qui n'avait même jamais siégé au Reichstag, fut choisi par Hindenburg pour le seconder dans la direction de l'État alors en crise. Force est d'admettre que la réponse se trouve dans la question : c'est justement parce qu'il n'était pas reconnu dans les hautes sphères politiques qu'il fut bombardé chancelier le 1er juin 1932. L'homme derrière cette nomination est sans conteste le général Kurt von Schleicher. C'est lui qui, au cours de ses discussions avec le président Hindenburg, proposa le nom de Papen. Ces trois personnages – Papen, Schleicher et Hindenburg – ayant servi sous les drapeaux de l'empereur Guillaume II, étaient liés en outre par une conscience de classe commune. Tous trois fréquentaient le *Herrenklub*, véritable synode aristocratique et, pour le coup, profondément conservateur. Cependant, en ce mois de juin 1932, c'est bien Schleicher qui dirigeait les opérations et qui espérait utiliser Papen pour établir ce que Brüning avait échoué à mettre en place : une majorité allant du *Zentrum* aux nazis. Le nouveau chancelier faisait alors figure de « chapeau » coiffant la « tête », le point névralgique du gouvernement du moment : Schleicher. Apparaissait un triangle composé de Papen et Hindenburg pour l'aspect public (médiatique dirions nous) et de Schleicher, véritable homme de l'ombre, influençant les deux premiers par un subtil jeu de marionnettiste. Mais, à ce triangle gouvernemental, il convient de rajouter Hitler. En effet, depuis le printemps 1932, Schleicher s'entretenait de manière plus ou moins officieuse avec le chef du NSDAP. Ainsi, le futur dictateur apprit le 28 avril que le général ne soutenait plus Brüning. Le 7 mai, une « discussion décisive » (pour reprendre les mots de Goebbels) se déroula entre Hitler et Schleicher : Hitler apprit à ce moment que Hindenburg allait retirer sa confiance au

Le chancelier Brüning qui tente d'endiguer la montée des nationaux-socialistes, en vain

Von Schleicher et von Papen

chancelier Brüning, qu'un cabinet présidentiel allait être mis en place, que le Reichstag serait dissous et que les lois sur l'interdiction des groupes paramilitaires seraient levées. Il s'agissait là du prix à payer pour que le gouvernement obtienne le soutien national-socialiste. Dans tous les cas, c'est à 52 ans et malgré l'incrédulité, voire les moqueries, que Franz von Papen, conservateur catholique résolu, accéda à la chancellerie de l'État le plus moderne du monde. C'est aussi à partir de ce moment que des liens avec Hitler se nouèrent.


Le cabinet von Papen

Suivant la logique gouvernementale de l'époque, le cabinet Papen était tout sauf parlementaire. Véritable « cabinet des barons » par sa composition largement aristocratique, il fut prestement vilipendé par le *Zentrum*, marquant la rupture définitive entre ce dernier et sa « brebis galeuse ». L'aile droite du parti catholique, animée par Mgr Kaas, préférait encore confier les rênes de l'État à Hitler et ses sbires qui étaient perçus comme un moindre mal. Cette réaction d'une bonne partie du *Zentrum*, qui demeurait un parti modéré, traduit parfaitement la mentalité politique de l'époque. En effet, le programme de Hitler était connu depuis presque dix ans déjà (la première publication de *Mein Kampf* datant de 1925).

Il y avait donc, dans les classes politiques allemandes une sorte de paradoxe autour de son auteur : on retenait volontiers la force de son parti, ses scores électoraux et sa volonté de changer les choses vers ce qui serait un mieux-être politique et social ; mais on balayait d'un revers de main l'idéologie qui sous-tendait la machine nationale-socialiste, précisément parce qu'elle semblait être le fruit de ce bouillonnement, de cette jeunesse et que, avec le temps, elle s'estomperait, se diluerait dans la confrontation avec la réalité du pouvoir.

Néanmoins, le cabinet Papen n'avait pas que des ennemis, il disposait du soutien de l'armée par l'intermédiaire de Schleicher (alors ministre de la *Reichswehr*), de celui des magnats de l'industrie allemande et, dans une certaine mesure, donc, de l'appui national-socialiste. Ce soutien de Hitler, comme nous l'avons vu ci-dessus, n'allait pas de soi. Le 4 juin 1932, le chancelier Papen prononça la dissolution du Reichstag et fixa de nouvelles élections législatives au 31 juillet ; il réalisa ainsi la deuxième clause de l'accord entre Schleicher et Hitler, la première étant le départ de Brüning. Le 13 juin, Papen rencontra Hitler pour la première fois. Le chef national-socialiste exigea la levée de l'interdiction de la SA et de la SS. Ce fut officiellement chose faite le 16 du même mois (officieusement, l'interdiction était déjà largement bafouée). Cette levée, qui survint en pleine semaine de manifestations antifascistes, amorça une augmentation significative des violences politiques (notamment le « dimanche sanglant » d'Altona, le 17 juillet), le tout dans une conjoncture de victoires électorales pour les nationaux-socialistes (en Prusse, en Bavière, au Wurtemberg, dans le Anhalt, à Hambourg et à Oldenburg). Les intérêts du cabinet Papen et du chef du NSDAP se rejoignaient ici clairement. La camarilla présidentielle, profondément conservatrice, ne voyait pas d'un bon œil les manifestations du parti communiste allemand (*Kommunistische Partei Deutschlands*, KPD). De son côté, Hitler ne disposait plus – jusqu'à la levée du 16 juin – de son bras armé (la SA et la SS) pour faire opposition à ces manifestations destinées à miner l'avancée de son parti. Avec cette levée, le chancelier obtint donc pour son gouvernement le consentement de Hitler au moins sur la forme, ainsi qu'une opposition musclée et non-affiliée à son cabinet à dresser face aux manifestants antifascistes. Ainsi, Papen, Schleicher et Hindenburg souhaitaient mettre fin au système républicain de Weimar pour instaurer un « nouvel État » et les nazis, eux, pensaient justement utiliser ces réactionnaires bon teint pour miner les positions démocratiques qui étaient celles de la République et ainsi préparer le terrain à leur arrivée ; une arrivée perçue sinon proche, du moins inéluctable.

L'affaire du « Coup de Prusse » est un autre exemple de ce jeu de dupes entre nazis et réactionnaires au pouvoir. Après les violences de l'été, la « junte d'ultraconservateurs » menée par Papen et Schleicher décida de mettre à exécution des mesures destinées à déposer le gouvernement du *Land* de Prusse. La Prusse faisait alors figure de dernier rempart du système républicain. Elle avait à sa tête un gouvernement modéré, dirigé par le social-démocrate Otto Braun. Du point de vue du cabinet des barons, la mise en place d'un « nouvel État » passait par le règlement de la question prussienne, tout simplement parce qu'il s'agissait du Land le plus important du Reich. En fait, la nomination de Papen à la chancellerie, la dissolution du *Reichstag*, la levée de l'interdiction qui frappait les SS et la SA, ainsi que le « Coup de Prusse » formaient un tout. Par les trois premières mesures, la camarilla présidentielle avec en tête Schleicher obtenait l'aval des nazis, nécessaire pour poursuivre leur œuvre de « révolution conservatrice ». Le 16 juillet, Papen obtint le feu vert du président pour démarrer le coup d'État de Prusse. Le 20 juillet, le cabinet présidentiel trouva comme prétexte à son action l'incapacité du gouvernement prussien à faire régner l'ordre sur ses terres. L'argument était des plus cyniques, puisque ces difficultés à faire régner la loi étaient nées, ou du moins avaient été aggravées par la levée de l'interdiction qui frappait les formations paramilitaires. Un décret extraordinaire signé de la main du président Hindenburg déposa le gouvernement du ministre-président prussien Otto Braun et le fit remplacer par des agents tout acquis à la cause du cabinet des barons (Papen étant affublé du titre de « commissaire du Reich pour la Prusse »). De nombreuses arrestations ciblèrent des éléments clés de la police prussienne et l'état de siège fut décrété à Berlin, capitale du Land. Le SPD resta étrangement passif, comme blasé par ce qui était en train de se dérouler sous leurs yeux. La direction du parti rejeta l'idée d'une grève générale (le fort taux de chômage rendant la chose vaine) ou d'une résistance par les armes (les nazis étant parvenus à infiltrer les associations de la police prussienne, rendant leurs membres plus favorables aux conservateurs qu'aux républicains). Cette situation est sans doute à mettre en relation avec le fait que, depuis les élections du 24 avril 1932, le SPD, duquel se réclamait Braun, avait perdu sa majorité parlementaire. Cette chute électorale voyait, *a contrario*, les nationaux-socialistes monter en flèche, sans pour autant obtenir eux-mêmes la majorité. Il y avait là clairement un contexte d'instabilité politique qui ne pouvait que pousser Papen et consorts à agir. L'affaire fut portée au tribunal constitutionnel de Leipzig par les dirigeants prussiens. En parallèle, ils décidèrent de placer leurs espoirs dans les prochaines élections, pensant qu'elles seraient un juste châtiment démocratique pour les conservateurs de l'entourage de Papen. Pour le procès, comme pour les élections, les républicains virent leurs espérances réduites à néant. Les nazis sortirent vainqueurs du scrutin national du 31 juillet 1932 et le tribunal constitutionnel rendit un verdict embarrassé : il rejeta l'accusation selon laquelle les autorités prussiennes auraient fait preuve de négligence dans l'exercice de leurs fonctions, mais il se garda bien de prononcer ce que les démocrates attendaient avec ferveur : une condamnation du coup d'État. Dans son journal, Goebbels montra bien à quel point les intérêts des conservateurs servaient ceux des nazis en exultant, à propos du coup de Prusse : « Bravo. Les porcs ne sont plus au pouvoir. Mais il faut maintenant s'imposer ». On ne peut plus clair.

Hitler et von Papen

Malgré toute cette agitation, la situation resta bloquée et les liens entre nazis et gouvernement bien ambigus. Le gouvernement Papen, suite aux élections législatives du 31 juillet qui virent les nazis obtenir 37,4% des suffrages, se rendit à l'évidence : une collaboration plus poussée avec les nationaux-socialistes devenait urgente.

Dans cette optique, Schleicher rencontra une nouvelle fois Hitler, le 6 août. Le second, gonflé par les scores électoraux de son parti, expliqua alors au premier qu'il était nécessaire pour lui d'obtenir la direction du gouvernement.

Il poursuivit en présentant la composition d'un nouveau cabinet ministériel, composition à laquelle Schleicher, alors ministre de la *Reichswehr*, sembla donner un accord de principe. Il y a bien là une évolution, car si Schleicher comprenait bien la nécessité d'obtenir l'appui des nationaux-socialistes pour gouverner, donner son accord pour un gouvernement Hitler constituait déjà en soi le franchissement d'une autre étape, d'un autre palier.

Le maréchal von Hindenburg aux côtés de Hitler et von Papen

Le 10, Papen s'entretint avec Hindenburg au sujet d'un éventuel cabinet Hitler. Au cours de cette entrevue, Hindenburg exprima son mépris et son refus de voir le chef du parti nazi, qu'un an plus tôt, déjà, il qualifiait de « caporal bohémien », accéder à la chancellerie. Le 13 du même mois, Röhm, le chef de l'état-major de la SA, puis Hitler, furent reçus dans l'intimité du bureau de Papen. Le chancelier leur fit savoir que le président Hindenburg était opposé à un cabinet Hitler mais demandait à celui-ci de participer au gouvernement actuel.

Hitler, suivant sa stratégie finement rodée refusa : la chancellerie ou rien. Durant la même journée, Hindenburg demanda à rencontrer Hitler. Les deux hommes campèrent sur leurs positions et la rencontre fut vite expédiée : c'était l'impasse. Le but de Hitler était désormais d'entrer dans les petits papiers du président et, pour ce faire, il devait passer par l'entourage de celui-ci, par sa camarilla, à la tête de laquelle se trouvaientt Papen et Schleicher. En effet, à l'époque déjà, il était admis que ce groupe en orbite autour du Vieux monsieur était la clé permettant l'accès à toutes les actions politiques significatives. En d'autres termes, pour Hitler, se faire bien voir par l'entourage de Hindenburg (en particulier par Papen et/ou Schleicher) était synonyme d'accès aux bonnes grâces du président, et *a fortiori* d'une augmentation exponentielle de ses chances d'atteindre le Graal tant espéré : la chancellerie. Manifestement, le collaborateur le plus apprécié d'Hindenburg était Papen. Ce dernier, par sa vivacité, ses bonnes manières, ses flatteries respectueuses et son enjouement semblait séduire le président vieillissant. Encore une fois, Goebbels, en notant dans son journal que « l'homme, c'est von Papen », nous montre bien que les dirigeants nazis, Hitler le premier, étaient parfaitement au courant de cette situation. Le chancelier était en fait la clé de toute cette affaire. C'est clair comme de l'eau de roche quand on voit, toujours chez Goebbels, qu'après l'échec de l'entrevue Hitler-Papen du 13 août, le chancelier fut considéré comme un traître. Il y a là un étrange parallèle à faire entre Hitler et Papen. Dans les deux cas, il s'agit de personnages sous-estimés par le reste du monde politique. Pourtant, la crise gouvernementale en cours ne pouvait que se désamorcer grâce à eux : Hitler, pour réussir, devait convaincre Papen qui devait lui-même convaincre Hindenburg. Schleicher s'en rendit compte et commença dès ce moment à voir que sa marionnette s'agitait toute seule et en devenait même dangereuse. Hitler, bloqué, réalisa le 22 août un véritable tour de force contre le cabinet présidentiel. Pour contrer la violence qu'il avait lui-même engendrée, le gouvernement, à grands coups d'article 48, promulgua un décret-loi prévoyant la peine de mort pour tout acte d'assassinat politique. Dans la nuit du 9 au 10 août 1932, à Potempa, cinq SA rouèrent de coups un chômeur polonais membre du parti communiste, occasionnant sa mort. La loi venait d'entrer en vigueur à minuit et, en vertu de celle-ci, les assassins devaient payer de leur vie ce meurtre. Le jugement eut lieu le 22 août. Hitler se dressa alors en héros de la liberté, faisant passer la libération des condamnés pour une question d'honneur. Il critiqua sévèrement le chancelier dans l'organe officiel de son parti, le *Völkischer Beobachter*,

en arguant que celui-ci avait « ainsi écrit son nom dans l'histoire allemande avec le sang de combattants nationaux ».

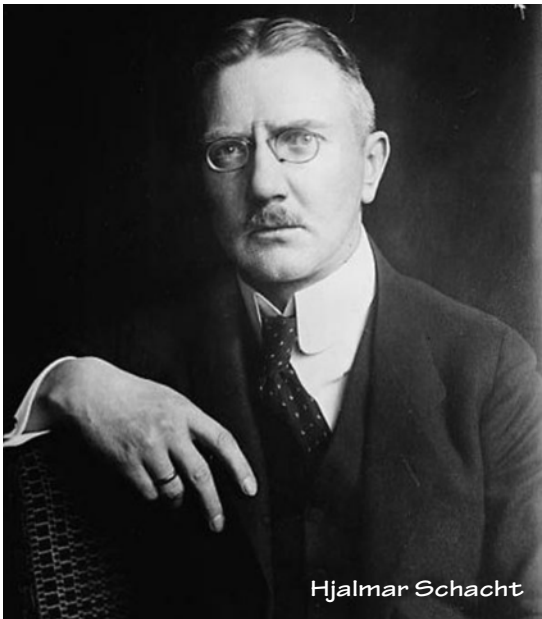
Le 30 août, une réunion eut lieu entre Hindenburg et sa camarilla. La discussion tourna autour de la situation politique du Reich depuis le refus d'accéder à la requête de Hitler quinze jours auparavant. Papen souhaitait une nouvelle dissolution du *Reichstag*, car il n'y avait toujours pas de majorité pouvant collaborer avec le gouvernement. Derrière ces interrogations se posait une question de légalité : respecter ou non le délai de soixante jours avant d'organiser de nouvelles élections. Hindenburg jugea que la situation était suffisamment critique pour bafouer la Constitution. Le même jour, se déroula la séance d'ouverture du nouveau *Reichstag* (celui des élections du 31 juillet 1932). Les députés procédèrent alors à l'élection de leur nouveau président. Le *Zentrum* et le parti du peuple bavarois s'allièrent aux nazis et Göring fut élu. Le 12 septembre se déroula la deuxième séance. Papen fut pris de court. Le KPD souhaitait faire voter deux motions de censure concernant certaines mesures économiques du gouvernement. A la surprise du chancelier, personne ne s'y opposa. Cependant, les nationaux-socialistes demandèrent une suspension de séance de trente minutes pour s'entretenir avec Hitler sur la marche à suivre concernant les propositions du parti communiste.

Pendant ce laps de temps, Papen alla chercher le porte-document rouge contenant l'ordre de dissolution signé par Hindenburg fin août. Le chancelier tenta ensuite de prendre deux fois la parole devant le *Reichstag*, mais Göring l'en empêcha. On procéda au vote et la motion de censure fut largement adoptée : 512 « oui », 42 « non » et 5 abstentions. Toutefois, le vote n'était pas valable, car dans les faits, la dissolution du Reichstag fut effective dès le moment où Papen déposa l'ordre sur la table du président. Ce vote symbolisait néanmoins une terrible défaite du cabinet des barons.

Après discussions, le cabinet décida, le 17 septembre, de fixer de nouvelles élections au 6 novembre, restant ainsi dans le cadre légal de la Constitution. Quelques jours auparavant, le 12 septembre, Papen, lors d'une allocution radiodiffusée, déclara que le système démocratique était arrivé à bout de souffle. Pour lui, ce dernier devait être remplacé par un État fort au dessus des partis, un État devant se baser sur l'autorité et le pouvoir du président du Reich, élu par le peuple. En d'autres termes, le cabinet Papen espérait toujours parvenir à mettre en place son « État nouveau ».

Les élections du 6 novembre virent un net recul du national-socialisme dans l'ensemble du Reich (deux millions de voix en moins par rapport aux élections du 31 juillet). Le parti social-démocrate, lui aussi, fut amputé de 700 000 voix. Les grands gagnants furent les nationaux-allemands et les communistes. Malgré une hausse des voix nationales-allemandes, le gouvernement Papen se retrouvait avec neuf dixièmes des votes contre lui. Des oppositions se dessinaient au sein du gouvernement. Schleicher parvint à reporter les travaux sur la réforme constitutionnelle au profit de nouvelles négociations avec les partis. Hindenburg, quant à lui, souhaitait pour le moment conserver le gouvernement en place ainsi que son fidèle chancelier. Néanmoins, une opposition divisait ce dernier et le président : Papen, à la différence de Hindenburg, semblait prêt à accepter une entente franche avec les nationaux-socialistes et, pourquoi pas, la nomination de Hitler à la tête de la chancellerie.

Mi-novembre, le cabinet tenta d'engager des discussions avec les partis. Le SPD et le NSDAP refusèrent la demande d'entretien. Le *Zentrum* et le parti du peuple bavarois réclamèrent la démission du cabinet et une participation nationale-socialiste au gouvernement, allant même jusqu'à recommander la nomination de Hitler à la chancellerie. Le cabinet des barons avait définitivement coulé et Papen donna sa démission le 17 novembre.


Hjalmar Schacht

Le 19 novembre, le président reçut une lettre signée par vingt grands industriels, banquiers et propriétaires (parmi lesquels des hommes comme Schacht ou Schröder), qui demandaient l'entrée des nationaux-socialistes dans le gouvernement. Ce document cristallisait le soutien d'une frange de l'élite allemande, à laquelle Papen adhérait, au parti de Hitler. Plus précisément, cette lettre demandait à Hindenburg de mettre en place un cabinet Hitler de type présidentiel, cabinet qui gouvernerait en faisant fi des partis.

La fin du cabinet Papen n'allait pas de soi. Elle constitue un marqueur représentatif du jeu d'influences qui avait cours au sein de la camarilla présidentielle. Jusqu'au 2 décembre, Hindenburg souhaitait maintenir le cap en conservant son protégé westphalien qui, depuis la démission officielle du cabinet, expédiait les affaires courantes de la chancellerie. La véritable démission fut causée par Schleicher qui, dans un rapport de simulation, fit comprendre au vieux président Hindenburg que la *Reichswehr* ne pourrait faire face à une guerre civile menée par les nationaux-socialistes et les communistes. Hindenburg, inquiet, céda et, le 3 décembre, nomma Schleicher chancelier. Ce dernier à la différence de Papen avait pour espoir de rallier les syndicats et ainsi éviter la grève générale. Papen avait de fait échoué, comme Brüning, à réaliser une coalition politique allant du *Zentrum* au NSDAP.

Malgré sa démission et avec l'accord de Schleicher, l'ex-chancelier fut autorisé à conserver son logement de fonction sur la Wilhelmstrasse. Ainsi, il pouvait préserver un privilège important pour la suite des événements : l'accès direct au président du Reich. Dans tous les cas, ce retour de Papen dans les coulisses le laissa plein d'amertume. A ce stade, on peut retenir que Papen fut celui qui infligea une défaite politique à Hitler mais, comme nous allons le voir, il devint paradoxalement celui qui le hissa au pouvoir en 1933.

Gregor Strasser

La nouvelle de la nomination de Schleicher fut accueillie plutôt positivement par une grande partie de l'opinion publique. Ce début de mandat vit aussi Gregor Strasser renoncer à ses fonctions au sein du NSDAP. Militant de la première heure (il avait rejoint Hitler dès 1920) et grand organisateur du parti, cet homme incarnait, avec son frère Otto, l'aile gauche du mouvement national-socialiste. Le chancelier semblait espérer pouvoir scinder le NSDAP, précisément en l'amputant par la gauche. Pour cela, il proposa à Strasser la vice-chancellerie en espérant que Hitler le lui « prête » gracieusement ou, mieux, que Strasser se séparer carrément de celui-ci, emmenant dans son sillage une partie des nationaux-socialistes. Les choses ne se passèrent cependant pas comme prévu et, rapidement, des tensions entre Hitler et Strasser débouchèrent, le 8 décembre, sur la démission du second. Hitler fut profondément secoué par le départ de Strasser, au point d'envisager de se suicider. Il redoutait en effet que le démissionnaire accepte un poste gouvernemental en emportant avec lui une partie des militants nationaux-socialistes, mettant ainsi fin à l'essor du parti. Il n'en fut toutefois rien car Strasser, après un passage par Munich, se rendit en l'Italie pour une cure de repos. Le lendemain, l'ensemble des cadres du NSDAP réaffirmèrent leur soutien à Hitler. L'échec du nouveau chancelier était consommé et les peurs d'Hitler envolées. En effet, l'objectif de Schleicher était, comme Papen avait tenté de le faire avec le *Zentrum*, de scinder en deux les nationaux-socialistes en s'alliant avec la partie la plus à Gauche des nazis, dont le chef de fil était précisément Gregor Strasser. C'était sans compter sur l'incarnation charismatique du Führer, suivie par tous les nationaux-socialistes, et fondamentalement cristallisée dans la personne de Hitler et de lui seul. Échec donc.

On a du mal à croire Papen quand, dans ses *Mémoires*, il nous dit n'avoir « aucun ressentiment personnel envers Schleicher ». Le nouveau chancelier semblait bien vouloir se débarrasser de son ancien collègue devenu trop gênant, notamment en lui proposant le poste d'ambassadeur à Paris, poste que Papen se garda bien d'accepter. Si, sur la scène publique, la situation de Schleicher semblait meilleure que celle de son prédécesseur, la chose était moins évidente au sein de la camarilla. Le chancelier se retrouvait isolé du cercle des intimes du président composé dorénavant de Papen, d'Oskar von Hindenburg (fils du président) et du secrétaire d'État Otto Meissner. Alors que Schleicher s'évertuait à rallier les partis, Papen, dans son dos, préparait déjà un éventuel retour au pouvoir. La situation géographique du trio Hindenburg-Papen-Schleicher n'est pas à prendre à la légère. Le palais présidentiel étant en travaux, Papen proposa les appartements de la chancellerie à Hindenburg et son fils Oskar, alors que lui-même occupait, à proximité, les locaux vacants du ministère prussien de l'Intérieur. Schleicher, lui, se trouvait au ministère de la Défense dans la Bendlerstrasse, à plus de cinq cents mètres de la résidence du président. Papen se trouvait du coup à quelques pas des appartements de Hindenburg, et cela lui permit de s'entretenir régulièrement dans les jardins de la Wilhelmstrasse, et donc d'imposer ses vues sur le président alors âgé de 85 ans.

L'ancien chancelier agissait par des procédés officieux. Par exemple, le 16 décembre, Papen prononça un discours dans le cadre cossu du *Herrenklub*, qui offrait un banquet – preuve qu'il jouissait d'une certaine popularité – en son honneur à son siège berlinois situé dans Mitte, le cœur de la ville, près du Gendarmenmarkt, Jägerstrasse 2-3. Son discours porta sur ce que devait être le « nouvel État » allemand. Il expliqua les principes autoritaires et la personnalité – sous-entendu, lui – qui devrait les endosser. Il exprima sa jalousie, sous couvert de scepticisme quant au gouvernement Schleicher, qu'il jugeait inapte à relancer l'économie allemande. Ce discours, qui survenait le lendemain d'une intervention radiodiffusée de Schleicher, ne choqua aucun membre de l'auditoire. Pourtant, les propos de l'ancien chancelier frôlaient la dictature. Cela est révélateur de la pensée conservatrice de l'époque et de l'appui certes réduit en nombre, mais lourd en poids, dont disposait Papen. Après ce discours, le banquier Kurt von Schröder, présent à la soirée et membre du parti nazi, s'isola avec la star de la soirée et s'entendit avec elle sur la nécessité de faire participer le NSDAP au gouvernement. Cette discussion aboutit à la célèbre rencontre du 4 janvier 1933 entre Papen et Hitler dans la demeure de Schröder.

Ce « déjeuner Schröder » marqua une victoire de Hitler qui parvint à influencer Papen. Outre Hitler, Papen et Schröder, étaient présents durant ce rendez-vous Rudolf Hess et Heinrich Himmler. Papen se défend dans ses *Mémoires* d'avoir parlé avec Hitler d'un cabinet qui se substituerait à celui de Schleicher. Cependant, on a du mal à imaginer que ce ne fût pas le cas. Pour tenter de se justifier, l'apprenti sorcier prétend avoir proposé une sorte de *duumvirat* divisant la répartition des tâches entre Hitler et Schleicher.

Hitler et von Papen, le début d'une entente

Mais si Papen pensait bel et bien à ce système de gouvernement, ce n'était pas en comptant sur la participation de l'actuel chancelier, mais sur sa propre participation. Hitler, de son côté, se montra moins intransigeant, précisément pour amadouer Papen (et donc Hindenburg) : le ministère de l'Intérieur allemand pour Wilhelm Frick et prussien pour Göring. Ainsi, il laissait à Papen l'espoir de contrôler ce gouvernement, qui comprendrait, vu le peu de postes demandés par Hitler, une majorité d'anciens « barons » du cabinet précédent.

Le 9 janvier, Papen rencontra le président du Reich. Le rapport qu'il lui fit donna à penser à Hindenburg qu'Hitler n'exigeait plus de disposer de l'ensemble du pouvoir, et était même prêt à participer à un gouvernement de coalition. Le président chargea alors Papen de continuer discrètement à entretenir des contacts avec Hitler, dans le but d'envisager la constitution d'un nouveau cabinet. Un cabinet Hitler était donc en cours de maturation et Papen s'était entendu avec le chef du NSDAP et Hindenburg pour obtenir le poste de vice-chancelier. Ainsi, il espérait pouvoir juguler les nationaux-socialistes, qui seraient au demeurant largement minoritaires au sein de ce gouvernement de type « présidentiel ».

Du côté du cabinet Schleicher, la situation ne cessait d'empirer. Pour tenter de sauver les meubles, le général-chancelier fit machine arrière quant à sa ligne de conduite. Le cabinet Papen, fin 1932, avait souhaité une nouvelle dissolution du *Reichstag* sans nouvelles élections, cela dans le but de reprendre en main la situation de manière autoritaire. Schleicher s'y était opposé en présentant, comme nous l'avons vu, son rapport de simulation sur les éventualités d'une guerre civile. Hindenburg avait, non sans regrets, penché pour le général et Papen avait dû quitter son poste au profit de celui-ci. Or, en janvier 1933, Schleicher tenta de persuader Hindenburg que la solution proposée par Papen à l'époque n'était peut-être pas si mauvaise que ça et qu'il n'y avait, pour ainsi dire, plus d'autre échappatoire. Hindenburg refusa, probablement rassuré par les dernières nouvelles que Papen venait susurrer à son oreille à propos de la modération bien commode de Hitler. Schleicher, bloqué et isolé, démissionna le 28 janvier.

Le lendemain, Papen, qui n'avait décidément pas chômé, rencontra de nouveau le chef du NSDAP. Hindenburg semblait désormais totalement acquis à l'idée d'un gouvernement Hitler comportant une majorité de conservateurs, dont Papen en vice-chancelier. Il semble qu'entre le 28 et le 30 janvier, Hitler fit savoir à Papen qu'il ne demandait, en plus de son propre poste de chancelier, que deux autres portefeuilles destinés à des nationaux-socialistes : le ministère de l'Intérieur allemand pour Wilhelm Frick et prussien pour Göring. Cette ultime preuve de modestie eut probablement pour effet de rassurer, s'il y en avait encore besoin, Papen et Hindenburg.

Le 30 janvier 1933, et après quelques soucis d'organisation de dernière minute, le cabinet fut officiellement intronisé par le président, en fin de matinée. Papen, dans ses *Mémoires*, a beau jeu de dire que « lorsque Hitler devint chancelier, le 30 janvier 1933, il accéda au pouvoir par le jeu normal des institutions démocratiques ». C'est en effet un long jeu de dupes qui mena Hitler au pouvoir. Cependant, on peut se demander ce qu'il entend par « institutions démocratiques » ?

Caricature anti-hitlérienne anglaise de 1933

Le mensonge est trop gros sous la plume de Papen pour que lui-même y adhère. L'arrivée au pouvoir de Hitler doit probablement beaucoup plus à Papen qu'à un quelconque « jeu normal des institutions démocratiques ». Malheureusement, c'est bien cet aspect du « Hitler est arrivé au pouvoir démocratiquement » qui domine encore aujourd'hui dans l'imaginaire collectif et c'est précisément cela que nous avons, dans cet article, tenté de réfuter à travers l'étude du rôle d'un acteur trop souvent négligé et méconnu, Franz von Papen.

***

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

Voici une liste d'ouvrages destinée à guider le lecteur souhaitant aller plus loin dans l'étude de Papen, ou de la période en général.

Sources

PAPEN, Franz von, *Mémoires*, Paris, éd. Flammarion, tr. française abrégée par Max Roth,
1953. Pour une version complète, nous orientons le lecteur vers la version originale allemand, *Der Wahrheit eine Gasse*, éd. Paul List, 1952 ou la version anglaise, *Memoirs*, éd. Andre Deutsch, tr. anglaise par Brian Connell, 1952.

GOEBBELS, Joseph, *Journal de Joseph Goebbels*, Paris, éd. Tallandier, édition établie et présentée par Pierre Ayçoberry, Elke Fröhlich et Horst Möller, tr. française de l'allemand par Denis-Armand Canal, Hélène Thiérard et Dominique Viollet, t. I, *1923-1933* (2006), t. II,
1933-1939 (2007), t. III, *1943-1945* (2005). La version française n'étant pas complète, le lecteur peut se référer à la version originale allemande, *Die Tagebücher von Joseph Goebbels*, Munich, éd. K.G. Saur, Teil I, *Aufzeichnungen 1923-1941*, Teil II, *Diktate 1941-1945*, Teil III, *Register 1923-1945* (1993-2008).

Ouvrage sur Papen

ROLFS, Richard W., *The Sorcerer's Apprentice : The Life of Franz von Papen*, Lanham, University Press of America, 1996. [Il n'existe pas, à se jour, de travaux français exclusivement axés sur Franz von Papen ; cette biographie anglaise est la plus récente]

Sur la République de Weimar

MÖLLER, Horst, *La République de Weimar*, Paris, éd. Tallandier, tr. Française par Claude Porcell, 2011.

Sur la Révolution conservatrice

BREUER, Stefan, *Anatomie de la Révolution conservatrice*, Paris, éd. de la Maison des sciences de l'homme, tr. française de l'allemand par Olivier Mannoni, 1996.

Sur Hitler

DELPLA, François, *Hitler*, Paris, Grasset, 1999.

KERSHAW, Ian, *Hitler*, Paris, éd. Flammarion, tr. française de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, t. I, *1889-1936 : Hubris* et t. II, *1936-1945 : Némésis*, 1999-2000. Pour une version abrégée, voir *Hitler*, Paris, éd. Flammarion, 2008.

Le Vatican et le Zentrum devant la montée du nazisme (1930-1933)

par Marie Levant

Docteur en Histoire de l'Université de Bretagne Occidentale (Brest) et de l'Université La Sapienza de Rome. Auteur d'une thèse intitulée Reconquérir le Reich? Le Vatican et l'Allemagne de Weimar, des nonciatures Pacelli au Reichskonkordat (1919-1934), soutenue en 2012, Marie Levant a collaboré à la direction du Dictionnaire du Saint-Siège et du Vatican (à paraître chez Robert Laffont en 2013).

La vie politique allemande des années 1930-1933 est marquée par deux phénomènes. Le premier, c'est la montée des extrêmes, et son corollaire, la désaffection pour la République : celle de l'extrême-droite, d'une part, avec la multiplication par plus de huit des sièges nazis aux élections législatives de 1930, qui fit du NSDAP le second, puis en 1932 le premier des partis au Reichstag ; et celle, plus modeste, de l'extrême-gauche, avec le parti communiste qui, ne cessant de grignoter l'électorat social-démocrate et plus généralement des partis républicains, dépassa pour la première fois le Zentrum aux élections de 1930, et poursuivit sa progression en 1932. Le second phénomène, qui en est la conséquence logique, c'est la gouvernance de Brüning, qui, dépourvu de majorité au Reichstag, gouverna le plus souvent sans lui, avec pour seule confiance celle du président Hindenburg. À moins de se démettre, le parti catholique n'avait en fait que deux options, qui toutes deux conduisaient à vider le régime de son essence républicaine : continuer sur la voie du gouvernement « présidentiel », jusqu'à réduire le Reichstag à un rôle de figuration ; ou bien gouverner avec le parlement, mais en s'alliant alors à des partis qui professaient la destruction de la République, et de ce point de vue, la seule orientation possible était l'alliance avec le NSDAP.

Affiche du Zentrum 1930

Si les archives récemment ouvertes au Vatican (1) en disent peu sur l'attitude adoptée par le Saint-Siège face au drame qui se jouait alors, elles révèlent au moins son appréciation de la situation : une chose était certaine, c'était l'impossibilité de s'entendre de quelque manière avec l'extrémisme communiste ; en revanche, face au phénomène récent et mouvant qu'était le national-socialisme, dont la perception était encore des plus confuse, il fallait, pensait-on, agir avec plus de circonspection, considérer les points d'entente possible, et envisager une alliance parlementaire à même de résoudre la crise weimarienne et de canaliser le parti d'Hitler.

L'ennemi : le bolchévisme

Alors que les élections du 14 septembre 1930 virent l'augmentation brutale du nombre de sièges obtenus par le NSDAP, c'est le spectre du bolchévisme qui inquiétait les autorités vaticanes.

1 - En février 2003, les fonds relatifs à l'Allemagne pour le pontificat de Pie XI (1922-1939) ont été ouverts à la consultation des chercheurs aux Archives Secrètes Vaticanes ; en septembre 2006, la mesure a été élargie à l'ensemble des archives du pontificat.

En effet, le parti communiste avait remporté un peu plus d'un million de voix supplémentaires et talonnait désormais le catholicisme politique. On craignait que la politique étrangère du Reich, tournée vers l'URSS, ou que l'exemple donné par les staliniens, ne soient un encouragement supplémentaire pour les électeurs, et on savait assez précisément ce qu'il adviendrait de l'Église si le KPD parvenait au pouvoir. La vague nazie, si inquiétante qu'elle fût, ne représentait pas le même danger aux yeux de Rome, car il s'agissait d'un phénomène d'exaspération, passager, récent et donc plus fragile. Sa nature anticléricale ou antichrétienne n'était pas non plus certaine, car selon le nonce (2) à Berlin, Mgr Orsenigo, le parti adoptait « *une attitude indécise, vague et quasi double* » en matière de religion. Qui plus est, l'opposition ferme et violente que le parti maintenait contre le communisme était à prendre en considération.

Le Pape Pie XI

Le rapport du Vatican à l'Allemagne des années trente est d'ailleurs indissociable de son rapport avec l'URSS. De ce point de vue, dans la politique russe du Saint-Siège, l'année 1930 représente une inflexion : au moment où Staline emprunte la voie du totalitarisme, Pie XI veut faire sortir le Vatican d'une dynamique de négociation qui n'a servi qu'à cautionner les persécutions staliniennes, pour amorcer une nouvelle ère dans les relations russo-vaticanes, celle de l'hostilité idéologique ouverte. Pour la première fois, il dénonce publiquement la politique antireligieuse du Kremlin, et lance ainsi une campagne contre les persécutions commises à l'endroit des populations chrétiennes de Russie.

2 - Le nonce est le représentant du pape dans le pays où il est envoyé, à la fois auprès d'un gouvernement étranger et auprès de la hiérarchie catholique locale. Mgr Orsenigo était depuis 1930 nonce d'Allemagne, où il avait succédé à Mgr Pacelli, le futur pape Pie XII, revenu à Rome en décembre 1929 pour y être nommé cardinal puis secrétaire d'État. Il existait également une nonciature à Munich, pour la seule Bavière, occupée par Mgr Torregrossa depuis 1925 (il y avait également succédé à Eugenio Pacelli). Ici, nous renvoyons aux rapports des 16 septembre et 8 décembre 1930, dans *Affari Ecclesiastici Straordinari* (AES), série *Germania*, fascicules (fasc.) 117 et 138.

Celle-ci devait être relayée dans toute la catholicité, mais les efforts de mobilisation furent en grande partie tournés vers l'Allemagne, qui entretenait de bonnes relations avec son voisin russe et qui abritait le premier parti communiste d'Europe après celui de l'Union soviétique (3). Dans ces conditions, rien d'étonnant que sous le régime conservateur de Brüning, ce fût de l'extrême-gauche et de ce qui paraissait s'y rattacher que provint, aux yeux des observateurs romains, la plus grande menace : communistes, bolchéviques, libres-penseurs, athées, anarchistes, regroupés dans les archives sous le vocable d' "antichrétiens" ou de "Sans-Dieu". On s'inquiétait de la propagande accrue menée par les communistes d'Allemagne, derrière laquelle on voyait la main de Moscou, et on préparait une condamnation publique des sans-Dieu d'Allemagne – condamnation qui fut envisagée et examinée à partir de l'automne 1932, mais qui fut suspendue en février 1933 en raison des circonstances politiques que l'on connaît (4).

Mgr Hugo

Donner une chance à Hitler

L'Église allemande, elle, n'attendit pas pour s'en prendre au NSDAP. Durant les années vingt, plusieurs fois les évêques avaient défendu aux fidèles d'adhérer aux partis socialiste et communiste. Le 30 septembre 1930 – soit deux semaines après la première vague nazie au Reichstag –, l'évêque de Mayence, Mgr Hugo, étendit l'interdiction au parti d'Hitler : il n'était pas possible pour un catholique d'appartenir au NSDAP, sous peine d'être exclu des sacrements, tandis que le port de l'uniforme nazi n'était pas autorisé à l'Église. Cette condamnation formelle du national-socialisme visait tout particulièrement l'article 24 du programme du parti : son contenu racial, sa défense d'un christianisme allemand et positif, les limites posées à la liberté religieuse à la manière du *Kulturkampf*. Au Vatican, on regretta quelque peu le rigorisme de Mgr Hugo, dans lequel on voyait peut-être une erreur politique : ne jetait-il pas de l'huile sur le feu ? Ne risquait-il pas de dresser le parti d'Hitler contre l'Église catholique et de l'obliger à se positionner comme son ennemi ? N'empêchait-il pas le parti, encore incertain dans ses idées, d'évoluer dans un sens plus favorable à l'Église ?

3 - Laura Pettinaroli, *La politique russe du Saint-Siège (1905-1939)*, thèse de doctorat en Histoire, Université Lumière Lyon II, 2008.
4 - AES *Germania*, fasc. 93, 112 et 134.

On envisagea d'ailleurs de rappeler à l'ordre le prélat rhénan, en invoquant le fait que sur une question politique, et d'une telle importance, ce dernier aurait du dû s'en remettre au Saint-Siège (5).

On ne saurait dire si ces réticences furent connues en Allemagne, mais le reste de l'épiscopat fut effectivement plus circonspect. Dans un premier temps, les évêques remirent à plus tard une condamnation collective du national-socialisme, une attitude que le nonce jugea tout à fait sage, comme il l'écrivit en décembre de la même année : « *Il y a encore dans ce parti assez de manifestations politico-religieuses pour ne pas retirer la condamnation de Mayence, mais assez aussi pour espérer en une attitude du parti plus raisonnable et plus respectueuse à l'égard de l'Église catholique* (6)». Au cours des mois suivant, les évêques en vinrent bien à une condamnation de la doctrine nazie, déclarée incompatible avec la foi catholique, mais tout en demeurant prudent quant à la question des sacrements, et surtout en maintenant l'incertitude quant à une éventuelle collaboration du Zentrum avec le NSDAP : de même que la condamnation du socialisme n'avait pas empêché jusque-là le parti catholique de collaborer avec la social-démocratie, celle du national-socialisme ne devait pas faire obstacle à une solution politique de la même nature avec le NSDAP si les circonstances l'exigeaient (7). Ce positionnement, ferme sur le terrain religieux mais pragmatique sur le terrain politique, recueillait bien-sûr les faveurs de la Curie romaine.

Cette idée d'une possible normalisation de la mouvance hitlérienne apparaît abondamment dans les archives vaticanes. On nourrissait effectivement l'espoir que le parti nazi ne suive pas le modèle bolchévique d'un anticléricalisme et d'un antichristianisme radical, mais qu'il emprunte la voie plus raisonnable d'un conservatisme certes antirépublicain mais chrétien : un conservatisme à la von Papen, en somme, réactionnaire et non populaire, avec lequel le Zentrum et l'Église pourraient trouver le moyen de s'entendre (8). Cette illusion reposait sur la vision que l'on se faisait d'un national-socialisme à deux voies : un courant radical et anticlérical, d'un côté, dont on n'avait rien à espérer ; un courant plus modéré de l'autre, celui que des catholiques avaient pu rejoindre, dont on pouvait attendre une évolution positive de l'ensemble du parti. Il restait donc à voir quelle fraction allait effacer l'autre, et on avait tout intérêt à faire en sorte que ce soit la seconde.

5 - Voyez Thomas Brechenmacher, « Teufelspakt, Selbsterhaltung, universale Mission? Leitlinien und Spielräume der Polik des Heiligen Stuhls gegenüber dem nationalsozialistische Deutschland (1933-1939) im Lichte neu zugänglicher vatikanischer Akten », *Historische Zeitschrift*, 2005, 280, p. 591-645.
6 - Voyez encore le rapport du 8 décembre 1930, cité plus haut.
7 - Séparément, les évêques se prononcèrent publiquement contre le national-socialisme : l'évêque de Breslau, Mgr Bertram, le 31 décembre 1930 ; les évêques bavarois le 10 février 1931 ; les évêques rhénans le 19 mars. En août 1931 et en août 1932, en revanche, les évêques produisirent une déclaration collective de condamnation, levée en mars 1933, quelques jours après le vote des pleins pouvoirs à Hitler.
8 - Sur von Papen et le catholicisme conservateur dans l'aile droite du Zentrum et parfois en dehors de ce dernier, voyez les contributions de Larry Eugene Jones : « Catholic conservatives in the Weimar Republic : the Politics of the Rhenisch-Westphalian Aristocracy, 1918-1933 », *German History*, 2000, 18 / 1, p.60-85, et « Catholics on the Right. The Reich Catholic Committee of the German National People's Party 1920-1933 », *Historisches Jahrbuch*, 2006, 126, p. 221-267.

Une coalition Zentrum-NSDAP ?

Il n'était donc pas exclu que le Zentrum, parti de gouvernement par excellence depuis la naissance de la République de Weimar, collabore au gouvernement avec les nazis. Le parti catholique avait connu une droitisation depuis le milieu des années vingt, appuyée d'ailleurs et dans les limites étroites de ses marges d'influence par la diplomatie romaine, même s'il ne s'était pas pour autant abstenu de gouverner avec la social-démocratie, à l'échelle du Reich et surtout au niveau du premier Land d'Allemagne, la Prusse. Interclassiste, le parti n'avait de toute façon cessé, depuis sa fondation sous Bismarck, de manœuvrer entre gauche et droite. Ainsi, lorsqu'aux élections de septembre 1930, le chancelier Brüning – issu de la droite du Zentrum –, se retrouva plus minoritaire qu'il ne l'avait été auparavant, et tandis qu'il espérait asseoir ses projets de réforme financière sur une majorité, il chercha un moment à former une coalition droitière, recueillant au moins le soutien des nazis. La manœuvre échoua, mais l'idée plana à nouveau à l'automne 1931.

Le Chancelier Heinrich Brüning

« *Il faudra probablement composer avec Hitler* », avait alors prévenu le nonce à Munich, Mgr Torregrossa. (9) En effet, il semble bien que pour les diplomates du Saint-Siège, les catholiques allemands avaient tout intérêt à envisager une forme de collaboration gouvernementale avec le national-socialisme. On ne pouvait nier l'évolution du corps électoral et les regards d'Hindenburg ou de sa camarilla en direction des hitlériens : l'alternative risquait bientôt de se réduire au choix entre nazis et communistes, sauf à continuer de gouverner sans le Reichstag, ce qui, certes, avait les préférences de la Curie, mais à la condition que le gouvernement ait encore à sa tête un chancelier catholique. Si donc les nazis devaient accéder au pouvoir, pensait-on, était-il dans l'intérêt de l'Église de les y laisser seuls avec un parti protestant, le DNVP, plus anticatholique que jamais ? Au contraire, le Zentrum avait les moyens de freiner les ardeurs du parti nazi, en s'appuyant sur la stabilité de son électorat et sur la frange catholique-modérée qui avait rejoint le NSDAP. Ainsi le nonce Orsenigo écrivait-il : « *On peut prévoir qu'avec une attitude ferme de la part des catholiques sur les principes religieux, et avec bien entendu une courtoisie dans les manières, on pourra peut-être obtenir de ce parti, aujourd'hui fortement courtisé par les protestants, qu'il purifie son état major de certains éléments qui se révèlent anticatholiques, et qu'il se plie à une collaboration loyale avec les éléments catholiques, garantissant à la vie catholique le plein respect et une entière liberté* ». (10)

Mgr Torregrossa

9 - Voyez le rapport de Torregrossa du 18 novembre 1931. AES *Baviera*, fasc. 8.
10 - Voyez le rapport d'Orsenigo du 21 novembre 1931. AES *Germania*, fasc. 112.

Cette propension à envisager le dialogue avec les forces positives du national-socialisme ressort d'ailleurs aussi des pages du *L'Osservatore Romano,* l'hebdomadaire officieux du Vatican. Et il n'est pas impossible que les lettres et mémoires des nobles catholiques y aient été pour quelque chose, tant la Curie fut travaillée durant cette période par une campagne de leur part visant à obtenir la levée de la condamnation du parti nazi par les évêques : leur but était d'obtenir au moins de Rome une déclaration de neutralité, qui n'aurait pas empêché pas les catholiques de s'affilier au parti d'Hitler, pour la raison que le NSDAP offrait davantage de garanties aux principes catholiques que le Zentrum et ses errances socialisantes – une attaque qui visait tout particulièrement la Prusse, où le Zentrum poursuivait une collaboration gouvernementale avec le SPD (11). Il y a finalement les propos rapportés par Brüning dans ses *Mémoires,* selon lesquels, lors de sa venue à Rome, en juillet 1931, le secrétaire d'État lui aurait demandé de tout faire pour obtenir un Concordat du Reich, y compris en s'alliant avec les nazis (12). Les archives aujourd'hui disponibles ne permettent pas de confirmer ni d'infirmer cette idée. Il demeure néanmoins que la papauté n'avait jamais cessé de poursuivre de ses vœux la conclusion d'un Concordat du Reich, qui représentait l'instrument privilégié au moyen duquel on espérait restaurer en Allemagne un régime chrétien : l'évolution autoritaire du régime, conduite alors par un chancelier catholique, put entretenir l'espoir d'y parvenir enfin. (13)

« Gouverner sans compromis avec les socialistes-démocrates » : de von Papen à Hitler (juin 1932-janvier 1933)

Affiche du Zentrum 1930

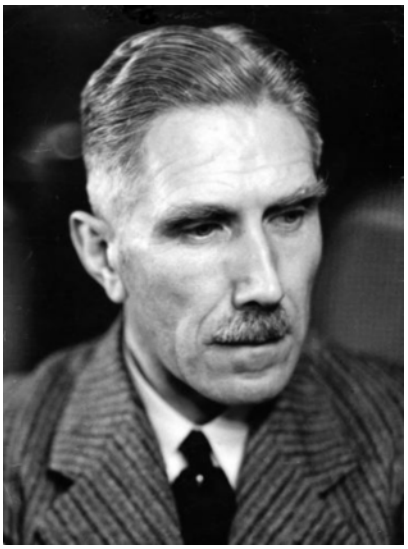
11 - Voyez AES *Germania*, fasc. 139 et 144.
212 - Voyez H. Brüning, *Mémoires 1918-1939*, Paris, Gallimard, 1974 (Stuttgart, 1970), p. 256-262.
13 - Depuis 1919, les responsables de la politique allemande du Saint-Siège

La chute du gouvernement Brüning et son remplacement par von Papen, en juin 1932, avait un sens : le nouveau chancelier devait favoriser ce à quoi son prédécesseur s'était en réalité refusé, ou n'était pas parvenu, à savoir une coalition gouvernementale allant du Zentrum aux nazis, dont l'objectif était plus ou moins, à terme, la réforme autoritaire du régime. Face à cette double éventualité, la position de la diplomatie vaticane demeura identique à celle qui précéda. Les nonces en Allemagne furent plutôt bien intentionnés à l'égard de von Papen, dès lors qu'ils ne voyaient guère d'autre alternative que lui. Ils déplorèrent au contraire l'attitude du Zentrum qui, pour la première fois depuis la naissance de la République,

Mgr Orsenigo

se retranchait dans l'opposition – au parti, en effet, on ne pardonnait pas vraiment à von Papen d'avoir facilité la révocation de Brüning. Mgr Orsenigo décrivait ainsi von Papen comme un bon catholique, dont la seule présence à la chancellerie était une garantie pour la défense des intérêts de l'Église, et qui n'avait eu de cesse, par ailleurs, de fustiger les responsables du Zentrum pour leurs transactions avec le SPD ; « *gouverner sans compromis avec les socialistes-démocrates* » était sa devise, et il y avait lieu de s'en réjouir. (14)

Le raz-de-marée nazi qui suivit acheva de convaincre le nonce que l'alliance avec le NSDAP n'était plus seulement une opportunité, mais une nécessité : « *Sans la coalition Centre et Nationaux-socialistes, il est impossible de former un gouvernement* », télégraphiait-il à Rome au lendemain des élections du 31 juillet (15); ce à quoi il ajoutait, dans son rapport détaillé du lendemain, que c'était finalement le moment ou jamais de canaliser les hitlériens : « *La coalition serait avantageuse non pas tant en raison du bien qu'elle pourrait produire, mais surtout du mal qu'elle pourrait empêcher, puisqu'on peut s'attendre à ce qu'en peu de temps, un groupe de 230 députés, lâchés, sans le frein de la coalition, puisse peser gravement sur les délibérations du gouvernement, y compris extra-parlementaires, et cela d'autant plus que pour une lutte antireligieuse, ils trouveront des appuis faciles ou des silences complaisants même parmi leurs ennemis politiques les plus acharnés de l'extrême-gauche* ».


Von Papen sur qui l'Eglise fonde de grands espoirs

14 - Voyez le rapport d'Orsenigo du 3 juin 1932. AES *Germania*, fasc. 144.
15 - Voyez le télégramme d'Orsenigo du 1er août 1932. *Ibid.*
16 - Voyez le rapport d'Orsenigo du 2 août 1932. *Ibid.*

Or, von Papen ne parvint à rallier ni le NSDAP, ni le Zentrum, et il fut à son tour contraint de présenter sa démission. Remplacé par le chef politique de la Reichswehr, le général von Schleicher, son éclipse ne dura guère : le 30 janvier 1933, il revenait sur la scène comme vice-chancelier d'Hitler, avec la tâche de lui amener les catholiques.

Le raz-de-marée nazi, puisant dans tous les partis mais surtout ceux de droite, avait donc moins inquiété la hiérarchie catholique allemande et le Vatican que la montée du KPD, beaucoup plus modeste et due pour l'essentiel à un déplacement de voix socialistes. Le désir d'un Concordat entre le Vatican et l'Allemagne a sans doute compté, mais aussi une illusion très partagée sur la malléabilité du nazisme. Cette force hétéroclite ne pouvait et ne devait-elle pas être manœuvrée, à la fois de l'extérieur et de l'intérieur, pour la faire pencher du bon côté ?

Le Concordat qui sera finalement signé le 20 juillet 1933

~~~~
~~~~

Canaris et Heydrich

Le maître et l'élève

par Eric Kerjean

Historien, il est l'auteur d'une biographie sur le chef de l'Abwehr, Canaris : le maître espion de Hitler (Perrin, 2012). Il travaille actuellement sur les portraits des hauts dignitaires nazis écrits par le SS Werner Best et poursuit son travail sur les relations entre juifs et chrétiens à la fin de l'Antiquité

Deux hommes que la légende et la majorité des historiens présentent encore comme les pires ennemis du IIIe Reich ont permis à Hitler de disposer des meilleurs services de renseignements que l'Allemagne ait connus.

L'enseigne de 1ère classe Reinhard Heydrich

« Si nous disposions un jour de la chance de reconstruire notre puissance militaire, n'oubliez pas, mon jeune ami qu'il faudra bien réfléchir à qui l'on confiera le service de renseignement ». Ces paroles incantatoires, prononcées dans le milieu des années 1920 par Wilhelm Canaris lors d'une conversation à bâton rompu avec Reinhard Heydrich, vont prendre tout leur sens une décennie plus tard. À l'été 1931, Heydrich crée le service de renseignements de la SS, le SD, avant de devenir le chef des services secrets du IIIe Reich en 1939 (le RSHA), et, en janvier 1935, Canaris est nommé à la tête de l'Abwehr, les services secrets militaires. À eux deux, sous la conduite de Hitler, lui-même formé aux techniques de renseignement, ces amis de longue date se partagent l'ensemble du redoutable système d'espionnage nazi : au plus jeune, le renseignement civil ; au senior, le renseignement militaire.

Ces deux figures phares de l'espionnage sont toutes les deux issues de la Marine. Ils se sont rencontrés la première fois en 1923, lorsque le grand et maigre Heydrich va compléter sa formation à Kiel, la ville où Canaris vient d'être muté. À bord d'un croiseur-école, le jeune apprenti a pour commandant en second un homme petit, plus vieux que son âge, mondain et refermé, manipulateur et spirituel, littéralement chamboulé par la défaite de la Première Guerre mondiale et la période révolutionnaire. Autant Heydrich, au profil si nordique, lui aussi profondément marqué par les événements de 1918-1919, se montre extrêmement distant avec ses collègues de la formation d'aspirants de marine, autant il ne cesse de vouloir attirer l'attention de Canaris qu'il admire et apprend rapidement à connaître. En quelques mois, ces deux hommes sont devenus amis et ils le resteront pendant une vingtaine d'années, jusqu'à la mort de Heydrich en juin 1942.

L'amitié forgée sur le croiseur *Berlin* prit plus tard la forme d'une conjuration, tant pour la vedette de l'empire policier national-socialiste que pour le chef de l'Abwehr. Malheureusement, les historiens l'ont constamment négligée ; au lieu d'aller jusqu'au fond de la vérité, ils répandirent une légende : d'après eux, le chef suprême de l'Abwehr, en prenant possession de ce poste en 1935, entreprit immédiatement de travailler contre Heydrich. (1) » Cette légende commence déjà à battre sérieusement de l'aile lorsqu'on s'intéresse à la genèse des relations entre les deux hommes qui dirigeront ensemble, mais au sein de deux structures différentes, l'appareil de renseignements du IIIe Reich. Il s'avère que Canaris, de 17 ans l'aîné de Heydrich, a formé politiquement le jeune marin. À partir de l'été 1923, le mentor Canaris commence à exercer une influence qui se révèlera fatidique sur l'existence de Heydrich. Ils partagent la même fascination pour la politique et le renseignement.

Le capitaine de corvette Wilhelm Canaris

Au cours de leurs interminables discussions sur mer et à terre, ils ressassent leur haine des révolutionnaires de 1918, évoquent les corps francs — Heydrich avait servi d'agent de liaison dans les *Freikorps* du général Maercker avant de rejoindre ceux de Halle tandis que Canaris représentait les corps francs au sein du cabinet de Noske, ministre de la Reichswehr —, et parlent déjà de l'homme qui deviendra quelques années plus tard le chef de l'Allemagne. Canaris et Hitler sont même réputés avoir eu un entretien à Munich, au cours de l'année 1923 (2). Si une telle rencontre se déroula, elle se tint probablement avant juin. Dans tous les cas, Canaris connaissait bien le mouvement animé par Hitler et, en raison de ses fréquentations, disposait de très bons renseignements sur les SA. Excellent violoniste, Heydrich exerce ses talents en compagnie de l'épouse de Canaris, Erika. Au cours de ces séances dominicales à son domicile, Canaris fascine son auditeur par le récit de ses activités au sein des services secrets militaires lors de la Première Guerre mondiale et, dans l'immédiat après-guerre, au sein des milieux contre-révolutionnaires.

Ils échafaudent des projets de coups d'État pour débarrasser l'Allemagne des républicains, des communistes et des juifs, et préparent avec minutie les actions que pourraient entreprendre les services de renseignements une fois qu'un régime favorable à leurs idées serait installé. « L'un des thèmes préférés de leurs entretiens demeure la transmission des informations et les services correspondants de l'ennemi.

1 - E. Calic, *Heydrich, l'homme du IIIe Reich*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010, p. 52.
2 -H. Kiel, *Canaris zwischen den Fronten*, Bremerhaven, 1950. Signalons qu'il n'apporte aucun élément qui ferait de cette rencontre une certitude.

Ils s'étendent inlassablement sur tout ce qui touche la guerre secrète : espionnage, contre-espionnage, sabotage. Tous deux tiennent les politiciens du Reich pour des traîtres qui ont vendu leur âme à l'étranger. Convaincus que les agents des services secrets américains, français, anglais, polonais et russes tissent un réseau d'espionnage sur tout le territoire allemand, ils estiment que chaque événement se déroulant en Allemagne est instantanément transmis par radio à Londres, Washington, Paris, Varsovie et Moscou. Si l'on en venait réellement à un soulèvement national, il faudrait, d'après eux, anéantir aussi vite que possible les services de renseignement ennemis ainsi que leurs nombreux agents, ce qui relève au moins tant d'une opération de technique militaire que politique. Une entreprise aussi vaste rencontrerait dans l'ensemble de l'Allemagne une unanimité certaine. Les deux stratèges en chambre, forts de leur réflexion poussée sur les événements de la guerre, en arrivent à cette conclusion : une fois le réarmement du Reich accompli, les services secrets prendront l'initiative de suggérer à l'ennemi la problématique dans laquelle ils entendent le voir se débattre.

Cela s'appelle l'espionnage actif où radio et propagande frappent au cerveau de l'adversaire et le paralysent. Des nations entières, les populations à l'échelon continental, voire planétaire, seront susceptibles de s'incliner devant les opérations destinées à les bouleverser et à leur faire admettre "l'ordre nouveau". Fortifications, armées, flottes s'effondreront devant ces modernes trompettes de Jéricho. (3) » Leurs discussions si poussées invitent légitimement à se demander si, dès les années 1920, Canaris et Heydrich se sont mis d'accord pour se partager les services secrets lorsque l'Allemagne aurait à sa tête un homme qui ferait table rase de Weimar. Autrement dit, les deux futurs maîtres espions de Hitler avaient-ils déjà scellé leur destin dès cette époque ?

Canaris & Heydrich

Heydrich garda toujours à l'esprit le précepte auquel ne dérogeait jamais son ami : reconnaître l'ennemi et le battre avec ce que l'on sait de lui. Déjà familier avec l'univers des services secrets, c'est sous l'influence directe de Canaris qu'il choisit lui aussi la voie du renseignement, à l'âge de 22 ans, en commençant par suivre une formation d'officier technicien de renseignement. Comme son mentor, il fait le choix de devenir un officier politique et il bénéficia constamment du soutien sans faille de celui-ci. À la même période, Canaris poursuivait ses opérations occultes avec zèle pour mener à bien le réarmement secret de l'Allemagne en multipliant les voyages au Japon et en Espagne. Malgré leurs activités, l'élève et le maître réussissaient encore à se voir. Ainsi, à l'occasion d'un divertissement musical dans la demeure des Canaris, le futur chef de l'Abwehr offrit à Heydrich *Le Prince* de Machiavel. Le maître demandait à son élève de retenir une leçon essentielle du philosophe florentin : utiliser la ruse. À partir du 30 janvier 1933, Hitler établira la ruse au rang de principe de gouvernement, tandis que Canaris et Heydrich ne cesseront d'y recourir. C'est en raison de l'emploi généralisé de la ruse que la culture du secret fut si puissante et étendue au sein du IIIe Reich (4). La pratique hitlérienne du secret a aussi pour conséquence de nous priver de bien des informations et nous oblige à formuler des hypothèses.

3 - E. Calic, *Heydrich, l'homme du IIIe Reich*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010, p. 64-65.
4 - F. Delpla, *La ruse nazie : Dunkerque, 24 mai 1940*, Paris, Editions France-Empire, 1997.

En raison de leurs différentes affectations, la fréquence des rencontres entre les deux futurs maîtres espions de Hitler s'est fortement réduite sans pour autant atténuer la puissance de leurs liens. D'août à novembre 1927, Heydrich suivit de très près les déboires que son maître connaissait en raison des attaques violentes venues de la revue de gauche *Die Weltbühne* (« La scène du monde »), dirigée par l'antifasciste Carl von Ossietzky, avant d'être reprises dans la presse quotidienne. Même si les accusations ne mettaient en lumière qu'une part infime des actions séditieuses et criminelles entreprises par Canaris, les articles écrits par Jacob Berthold, collègue d'Ossietzky, en disaient assez pour susciter la colère des parlementaires sociaux-démocrates et communistes qui voulaient la tête de cet ennemi de Weimar. Canaris était accusé, entre autres, d'avoir ordonné des exécutions sommaires de matelots mutinés en 1918, d'avoir participé au putsch de Kapp, d'avoir soutenu les assassins de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht et procédé à l'évasion de l'un d'entre eux, d'avoir soutenu financièrement et militairement — avec l'argent et les armes de la République — l'Organisation Consul qui visait au renversement de Weimar et l'instauration d'une dictature.

Ces révélations accablantes, quoi que partielles, scellèrent provisoirement la carrière de cet officier politique expert des services de renseignement. Canaris fut envoyé à Kiel prendre le commandement du *Schlesien*, un vieux vaisseau de ligne et se vit interdire toute implication dans la politique intérieure et extérieure. Il devait se faire oublier. Suite à cette affaire, Heydrich s'était juré de s'occuper d'Ossietzky et Jacob pour venger son maître et ami. Ossietzky fut arrêté et placé en camp de concentration en 1934. Le sort du second fut scellé en mars 1935 — soit deux mois après la prise de fonction de Canaris à l'Abwehr —, lorsque la Gestapo procéda à l'enlèvement de Jacob en Suisse avant de l'incarcérer à Berlin. En paraphrasant Goethe, l'amiral Dönitz, désigné le 30 avril 1945 par le Führer comme son successeur, dira après la guerre que Canaris « avait plusieurs âmes dans sa poitrine ». C'est là encore un point commun entre Heydrich et le futur chef de l'Abwehr. Toutefois, il semble que l'un vis-à-vis de l'autre ils aient toujours privilégié la loyauté et la fidélité. Ainsi, lors d'une affaire, qui touche cette fois Heydrich et son renvoi de la marine en mai 1931, Canaris est intervenu. La majorité des historiens attribue ce congédiement au comportement indigne qu'aurait eu Heydrich envers une étudiante. Toutefois, trop peu d'entre eux ont compris qu'il s'agissait là d'une fable (5) dont le but était double : dissimuler, avant qu'elles ne soient découvertes, les activités de renseignement que Heydrich menait déjà au profit du parti national-socialiste au sein de la marine ; le libérer pour qu'il puisse se consacrer entièrement à la politique et au renseignement pour le mouvement nazi. Ainsi, le 1er juin 1931, soit le lendemain de son congédiement officiel, Heydrich intégrait la section d'Hambourg du parti nazi et, quatorze jours plus tard, il rencontrait Himmler qui lui confiait la tâche de créer le service de renseignements du parti nazi.

L'amiral Canaris

5 - Voir E. Calic, *Heydrich, l'homme du IIIe Reich*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010, chapitre III « Le Fouché d'Hitler », p. 79-133.

La rapidité avec laquelle cette nomination est intervenue laisse supposer des contacts forts et anciens entre Heydrich et le parti. Canaris joua-t-il un rôle dans cette affaire ? Les historiens retiennent surtout le nom de Karlchen von Eberstein, un ami d'enfance de « Reini » bien implanté au sein des SA et du parti, car il s'agit de l'homme qui présenta Heydrich à Himmler. Mais, en amont, Canaris facilita t-il le renvoi de son ami en l'aidant à créer le motif du congédiement — l'affaire de mœurs — et en intervenant auprès des membres du jury d'officiers ? Pour ma part, il me semble voir la patte du « vieux renard ».

Dès août 1931, l'ex-enseigne de première classe prenait possession de son bureau à la Maison brune, la centrale du parti située à Munich. Le fonctionnement de ses services secrets, le SD, étaient calqués sur ceux de l'armée. L'une de ses premières missions consistait à déclencher une campagne favorable à l'obtention par Hitler de la nationalité allemande. À la fin novembre de la même année, l'opération réussissait. Toutefois, la mission première de Heydrich était de permettre à Hitler d'accéder légalement à la chancellerie sans pour autant avoir la majorité au Reichstag par un travail psychologique sur le peuple, mais aussi par l'infiltration d'agents dans le tissu de l'appareil d'État, de la police et de l'armée.

Tandis que son élève participait activement à la prise du pouvoir, Canaris, toujours commandant du *Schlesien*, se présentait publiquement comme un national-socialiste enthousiaste et prenait soin de rencontrer plusieurs dignitaires du parti et en particulier l'un de ses fondateurs, le Gauleiter Karl Kaufmann. C'est à bord de son vieux vaisseau que Canaris apprit que les efforts de Heydrich, commencés 18 mois auparavant, se voyaient couronnés de succès : l'Allemagne avait un nouveau chancelier. Le régime favorable qu'espéraient voir advenir le maître et l'élève depuis les années 1920 s'installait. L'arrivée au pouvoir de Hitler allait changer la donne au sein du renseignement.

Reinhard Heydrich devenu directeur du RSHA

Fasciné par le Secret Intelligence Service des Britanniques et le Deuxième bureau des Français, le nouvel homme fort veut disposer des meilleurs services secrets en Europe. Or, le développement fulgurant du SD — il comptera plusieurs milliers d'espions et plus de 100 000 informateurs — créait des tensions avec l'Abwehr qui, à l'époque, était dirigé par Conrad Patzig, un adversaire de Heydrich et de son service. La solution est vite trouvée : remplacer Patzig par un homme dévoué au IIIe Reich qui ne rechigne pas à travailler avec la SS et un homme dont l'amitié est certaine. Ainsi, nous pouvons affirmer que la nomination de Canaris à la tête de l'Abwehr, le 1er janvier 1935, doit beaucoup à Heydrich. À Berlin, la famille Canaris s'installe dans le même quartier que les Heydrich. Plus tard, suite à un déménagement quasi simultané, les deux familles seront voisines l'une de l'autre ; seule une clôture de jardin les séparait. Dès son arrivée à l'Abwehr, le nouveau chef des renseignements militaires conclut avec son ami du SD une série d'accords qui a permis de trouver, entre leurs deux services, un équilibre et une entente jamais égalés entre deux structures du IIIe Reich au sein duquel les conflits de compétence et les antagonismes étaient légion.

L'amiral Patzig que Heydrich parvient à faire remplacer par Canaris

La prise du pouvoir par Hitler

Nouvelles approches

par François Delpla

Historien (HDR) du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale
Site : http://www.delpla.org

Comment Hitler a-t-il pu parvenir au pouvoir ? Deux explications dominent : celle d'une conspiration des milieux de droite allemands non nazis qui auraient, sans trop se compromettre eux-mêmes, fait gouverner le pays par une bande de sauvages pour éloigner le spectre d'une révolution sociale ou satisfaire leurs appétits territoriaux ; celle d'une maladresse de ces mêmes milieux, qui auraient cru pouvoir contrôler les nazis en ne leur donnant qu'un pouvoir limité, puis auraient été débordés. Voilà pour la culture savante. Quant au sentiment populaire, il charrie très souvent une erreur de taille : les nazis auraient été portés au pouvoir par le suffrage universel. Ce préjugé, très difficile à déraciner, témoigne à sa façon d'une lacune des analyses savantes. Il tend à rappeler que les nazis avaient obtenu, avant le 30 janvier 1933, des pourcentages de voix qui, certes, restaient assez éloignés de la majorité, mais leur donnaient un poids considérable sur la scène politique allemande.

Une documentation importante a surgi, essentiellement dans les années 1980 et 1990, qui permet d'aborder l'anniversaire de 2013 – le quatre-vingtième - en renouvelant le regard sur des points fondamentaux.

Otto Wagener

Otto Wagener (1888-1971)

Un livre tardif et encore aujourd'hui très méconnu (1) permet de renouveler considérablement le regard sur les années d'incubation du nazisme. Son auteur est un industriel quadragénaire, vigoureusement nationaliste mais point du tout nazi, qui vit comme une révélation le congrès de Nuremberg, auquel un ami l'a invité, en 1929. Il se voue alors brusquement à Hitler dont il devient le confident privilégié, avant de tomber en disgrâce peu après la prise du pouvoir. Il nous instruit sur le fonctionnement de la direction du parti nazi et le sérieux avec lequel elle se prépare à gouverner, en même temps qu'il lève le voile sur bien des intrigues et des ambiguïtés calculées de Hitler, soucieux de capter les électorats les plus divers.

On peut suivre quasiment en direct une évolution tactique qui conduit le Führer à flatter le patronat et à le prendre tel qu'il est, pourvu qu'il accepte son leadership politique ; il met progressivement sur la touche des conseillers qui avaient pris au sérieux l'aspect « socialiste » du programme comme Gregor Strasser, Gottfried Feder… ou lui-même, Wagener. On assiste donc à la formation d'un groupe dirigeant qui ne variera plus beaucoup jusqu'en 1945, formé en particulier de Hermann Göring, Joseph Goebbels, Heinrich Himmler et Walther Funk.

1 - Wagener (Otto), *Hitler aus nächster Nähe. Aufzeichnungen eines Vertrauten 1929-1932*, édité par Henry Ashby Turner, Francfort-sur-le-Main, Ullstein, 1978, tr. angl. *Memoirs of a Confidant*, New Haven, Yale University Press, 1985.

Hitler et les femmes avant 1933

De mieux en mieux éclairée, la vie sentimentale de Hitler est inséparable de son action politique, tout en étant loin de s'annuler en elle comme on l'a longtemps cru. De ce point de vue comme de beaucoup d'autres, les mémoires d'Otto Wagener, permettent de préciser bien des choses et de pourfendre bien des mythes.
Il faut en finir avec le fameux slogan « Kinder, Kirche, Küche » (Les enfants, l'église et la cuisine), censé résumer de manière exhaustive (dans la littérature communiste, entre autres) les rôles assignés par les nazis à la gent féminine. Cette conception était en fait celle des partis réactionnaires, que Hitler méprisait entre autres, et peut-être surtout, pour leurs prises de position dans ce domaine. Il n'aurait point, lui, abandonné au clergé quelque âme que ce fût. Bien que conservateur sur le plan familial, il était probablement, de tous les chefs de partis de son pays, le plus soucieux de donner aux femmes une conscience politique et, pour ce faire, de les soustraire, les plus jeunes possibles, non seulement à leurs aumôniers catholiques ou luthériens, mais à leurs mères.

Geli Raubal

Il faut aussi, journal de Goebbels et mémoires de Wagener à l'appui, tempérer l'idée, proclamée par Hitler lui-même et reçue souvent sans examen, qu'il se tenait ferme à son vœu de célibat, pour mieux se donner à sa tâche politique. Il le dit certes à Wagener... mais lui montre aussi sa fragilité en étant, l'espace d'une soirée, ébloui par Magda Quandt, future Goebbels, au point d'envisager de l'épouser. A Goebbels lui-même, il confie à plusieurs reprises qu'il se cherche une compagne.

C'est aussi à cette époque que se dénoue le drame de sa relation avec sa demi-nièce Geli Raubal, qu'il est également tenté d'épouser mais qu'il étouffe sous sa possessivité mâtinée d'indécision et qui trouve refuge dans le suicide, le 17 septembre 1931. Geli avait pour amie une fille un peu plus jeune, que Hitler avait connue enfant et qui était d'une éblouissante beauté, Henriette Hoffmann. Son père était le photographe attitré du nazisme. Il lui aurait vainement demandé un soir de l'embrasser, alors qu'elle était apparue devant lui en chemise de nuit dans l'éclat de ses quinze ans : elle l'écrit dans les années 50... sans paraître avoir encore pris conscience du caractère provocateur de sa tenue.

A. Hitler et L. Riefenstahl

Magda Goebbels

Les tribulations engendrées par ces fréquentations trouvent leur épilogue au cours du semestre qui suit la mort de Geli. Hitler marie Magda à Goebbels tout en lui faisant savoir (par Wagener) que c'est une excellente solution pour lui permettre de contribuer à son équilibre par de fréquentes rencontres, et Henriette au chef des Jeunesses hitlériennes, Baldur von Schirach, vraisemblablement pour des raisons analogues. Il n'est certainement pas homosexuel mais témoigne tout de même d'une étrange propension à faire honorer par de proches compagnons des corps qui lui font beaucoup d'effet. Quant à sa propre sexualité, il va la satisfaire discrètement auprès d'une modeste et très jeune employée d'Hoffmann, Eva Braun, connue depuis 1929 et fréquentée de plus près au printemps de 1932.

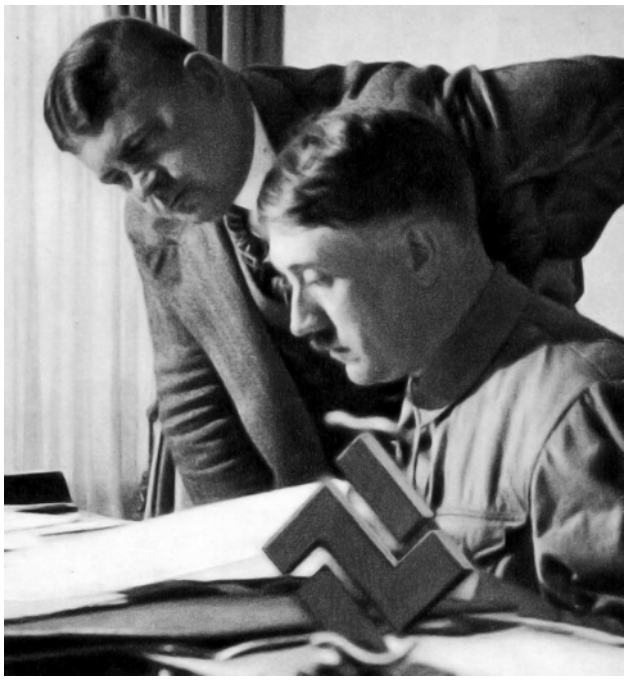
Cette période voit aussi l'irruption d'une star de trente ans qui allait vivre jusqu'à cent-deux, Leni Riefenstahl, vedette en tant qu'actrice avant de s'illustrer comme réalisatrice.

Eva Braun

Elle écrit à Hitler en mai 1932 qu'en dépit de son indifférence aux questions politiques elle a été entraînée par des amis dans un de ses meetings et a été éblouie. Il ne faut que quelques jours pour faire coïncider leurs agendas surchargés, et les voilà déambulant sur la plage saxonne de Horumersiel ; Hitler, qui montre une bonne connaissance de ses films, essaye de l'enlacer mais elle se dérobe et il n'insiste pas. Il lui dit qu'une fois au pouvoir il lui commandera des films, et tiendra parole. Mais comme Magda, Henriette et quelques autres, elle lui servira aussi de remontant, par sa seule présence, en des moments clés.

La préméditation de la nuit des Longs Couteaux

Hitler avait dit à plusieurs reprises à Wagener qu'il ne faudrait pas faire comme les socialistes, qui en 1918 avaient hérité du pouvoir sans avoir réfléchi sur ce qu'ils allaient en faire. Il se conforme sans relâche à cette résolution. La Maison brune est une ruche où se préparent, depuis la fin des années vingt, des cabinets ministériels et une politique, dans tous les domaines. Mais cette politique n'est pas classique, elle est frappée au coin du nazisme, de ses délires et de ses ambitions gigantesques mais, à leur manière, réalistes. De ses intrigues aussi, et de ses manières si souvent obliques. C'est ainsi qu'en examinant les décisions du gouvernement Hitler pendant un an et demi, c'est-à-dire au temps de la conquête du pouvoir total et de la mise au pas, on peut en chercher le point d'origine dans la période antérieure... et rapporter une cueillette abondante.


Hitler et Röhm en 1933

Recruté d'abord, en septembre 1929, comme chef d'état-major des SA (2), Wagener est aux premières loges pour décrire son propre remplacement, au début de 1931, par Ernst Röhm, rappelé de Bolivie où il était instructeur dans l'armée. Ce capitaine, un officier de carrière qui avait porté le parti nazi sur les fonds baptismaux et mis un terme prématuré à ladite carrière par sa participation au putsch de 1923, est un bon entraîneur d'hommes, disposant de solides relais dans l'armée. Un seul défaut le handicape : une homosexualité assez voyante, qui l'amène à recruter des amants à la faveur du service. Des bruits ne tardent pas à courir et Wagener alerte Hitler, qui lui répond qu'il faut savoir, en politique, laisser aller les choses. Röhm est tout de même interrogé, il nie et on en reste là, cependant que l'affaire envahit de plus en plus les journaux et que Goebbels, dans son journal, s'en fait l'écho inquiet. Dans le même temps, Himmler, nommé chef des SS au début de 1929, tisse activement sa toile, recrutant à tout va des jeunes gens pour son organisation. La plupart sont bardés de diplômes et d'une extraction sociale élevée ; il surveille attentivement leur vie privée et, pour toutes raisons morales et démographiques, n'entend pas les laisser gaspiller leur énergie dans des étreintes par définition stériles. Les SA sont volontiers braillards et agissent en groupe ; les SS sont plus discrets et conspirateurs.

Heinrich Himmler

Ce sont là deux organisations d'emblée fort différentes, dont la seconde est plus spécialement faite pour exécuter les instructions du Führer à la lettre et sans poser de questions –en une imitation consciente de l'ordre des Jésuites, dont chaque membre prononce un vœu spécial d'obéissance au pape. Himmler dit même un jour à Wagener que ses hommes doivent pouvoir, au besoin, se battre contre leurs camarades SA si Hitler le leur demande.

Cette conversation ayant lieu en 1931, il est peu probable que Hitler ait déjà arrêté avec Himmler les détails du premier meurtre de masse du régime, connu sous le nom de « nuit des Longs Couteaux », qui se déroulera du 30 juin au 2 juillet 1934 : les SS liquideront alors une centaine de personnes, dont la moitié environ de cadres SA, sonnant le glas de l'organisation elle-même, qui subsistera mais dans un rôle effacé. Cependant, il y a fort à parier que lui, Hitler, y pense déjà, quand il ordonne à son Reichsführer SS de bâtir une organisation capable d'exécuter sans murmure de tels ordres.

Devant le Reichstag, le 13 juillet 1934, Hitler expose par le menu sa version des causes et des conséquences de ces meurtres –dont les maîtres d'ouvrage étaient, de notoriété publique, Göring et Himmler. Röhm est censé avoir préparé, de conserve avec Schleicher et Gregor Strasser qui figurent comme lui parmi les victimes, une « seconde révolution », contre les milieux conservateurs. Pour la lancer, il aurait été sur le point de déclencher un putsch destiné à mettre au pas l'armée et à reléguer le Führer lui-même dans un rôle honorifique. L'orateur n'est pas non plus avare de détails, exprimés avec le plus vif dégoût, sur les mœurs « contre nature » qui auraient été monnaie courante dans la direction des SA, et auxquelles se seraient adonnés, juste avant l'irruption purificatrice des SS, bon nombre des cadres assassinés. Il justifie ces exécutions par l'urgence, laissant entendre à la fois que le putsch était imminent et qu'il l'avait appris à la dernière minute. Il a agi, explique-t-il, en qualité de « juge suprême du peuple allemand ». Il garantit à l'armée son « monopole des armes », que la SA avait semblé remettre en cause depuis la prise du pouvoir. Laquelle armée les avait volontiers prêtées, ces armes, aux SS, ainsi que des moyens logistiques, pour surprendre et trucider leurs camarades. Mais loin de restituer les armes, les SS allaient, en contradiction avec ce discours, empiéter de plus en plus sur le domaine militaire, comme sur les autres branches de l'appareil d'Etat –du moins lorsqu'elles avaient une importance pour la réalisation des desseins du régime.

2 - *Sturmabteilungen* ou sections d'assaut, une milice fondée en 1920 sous le couvert d'une société de gymnastique

De ce point de vue, la création par Himmler en 1931 d'un service de renseignement (*Sicherheitsdienst* ou SD) et le recrutement, pour le diriger, d'un officier chassé de la marine, Reinhard Heydrich, mériteraient une attention beaucoup plus soutenue, ainsi que les relations entre Heydrich et son mentor des années 1920, l'amiral Canaris, et la propulsion soudaine de cet officier à la tête de l'ensemble du renseignement militaire toutes armes confondues (l'Abwehr), le 1er janvier 1935. Les trouvailles du jeune historien Eric Kerjean sur cette question mériteraient d'être approfondies sans retard. (3)

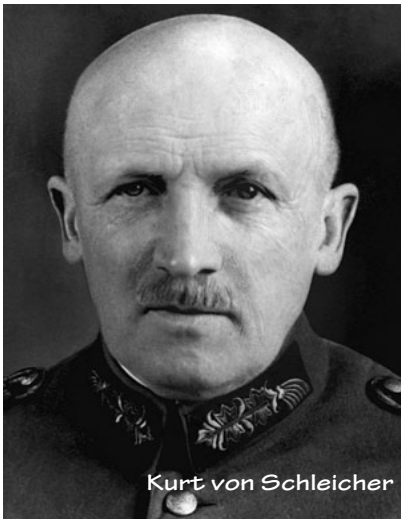
Reinhard Heydrich

Vue sous cet angle, la nuit des Longs Couteaux ressemble fort au dénouement d'une provocation ourdie de longue date. Il est clair, en particulier, que l'orientation sexuelle (comme on ne disait pas à l'époque) du chef d'état-major SA, connue de Hitler et de beaucoup d'autres personnes depuis sa prise de fonction (et épiée de toute évidence par le SD), était un bon moyen de le tenir, et de le frapper quand bon semblerait au maître (tout en séduisant, par le fait même, les milieux conservateurs outrés par des années de « laxisme weimarien », à Berlin particulièrement).

3 - Cf. Kerjean (Eric), *Canaris. Le maître espion de Hitler*, Paris, Perrin, 2012 ; HISTOMAG'44 - N° 67 - Septembre Octobre 2010 « L'amiral Canaris : antinazi ? » par Eric Kerjean, p. 17 ; et l'article du même dans le présent numéro.

Dès lors, toute l'agitation brouillonne des SA, avant comme après la prise du pouvoir, peut être regardée comme un moyen d'inquiéter les classes dirigeantes et de les rabattre vers les bras protecteurs du Führer. Mieux, elles sont censées avoir réclamé elles-mêmes cette purge et Hitler s'y être résigné à regret : il aurait été obligé de sacrifier de vieux compagnons pour conserver son poste ! De fait, il dispose de suffisamment de réclamations d'officiers contre les chefs SA de leur secteur –même si elles sont localisées et si les relations entre les SA et l'armée étaient restées globalement cordiales- pour affirmer que la Reichswehr elle-même a souhaité ce qui s'est passé. En ce qui concerne les classes dirigeantes et les milieux conservateurs en général, le benêt Papen avait joué un rôle des plus utiles en prononçant à l'université de Marburg, le 17 juin, un discours sans précédent ni suite sous le Troisième Reich : il en critiquait carrément le gouvernement, dont il était toujours vice-chancelier, en exigeant le rétablissement de l'ordre, de la loi et de bien d'autres choses. Pire, il semblait avoir l'accord de Hindenburg –alors quasi-comateux et à quelques semaines de sa fin, mais toujours présumé capable d'autorité. Or Hitler obtient lui-même de Hindenburg, ou de son entourage, au lendemain des tueries, des compliments publics pour avoir « sauvé l'Allemagne d'un grand danger ». Hindenburg étant non seulement le chef en titre de l'Etat, mais la conscience suprême de l'armée, cette bénédiction incite tout le corps des officiers à passer l'éponge, non seulement sur un meurtre de masse annonciateur de beaucoup d'autres, mais sur l'assassinat sauvage et mafieux, chez lui et avec son épouse, de Kurt von Schleicher, qui était un des membres les plus en vue du corps des officiers et se trouvait, un an et demi plus tôt, en tant que ministre, à la tête des forces armées !

Mais ce meurtre pourrait avoir un mobile plus précis qu'un simple défi à la caste militaire en l'obligeant à endosser le meurtre d'un des siens, qui avait tout mis en œuvre pour empêcher Hitler de parvenir à la chancellerie.


Kurt von Schleicher

Mobiles des meurtres de Strasser et de Schleicher

« Faire d'une pierre deux coups » : s'agissant des aptitudes de Hitler et de ses habitudes, l'expression est faible. Il en fait souvent trois, ou plus. En Kurt von Schleicher par exemple il tue à la fois, comme on vient de le dire, une personnalité dont le meurtre, accepté par l'armée, affaiblit les possibilités de résistance de celle-ci à son autorité, et son dernier rival pour le poste de chancelier : il suggère ainsi, de la façon la plus emblématique, que le fait de s'opposer à sa présence à la tête du gouvernement sera désormais puni de mort. Il s'agissait en outre d'un intrigant, connaissant les secrets du tout-Berlin politique depuis 1925 et suspect, à ce titre, de garder vis-à-vis des nazis un pouvoir de nuisance. Mais un document négligé, qui est pourtant l'un des premiers en date, suggère que Hitler avait, pour le réduire au silence en même temps que Gregor Strasser, un mobile très précis.

Helmut Klotz

Il s'agit du *Journal d'un général de la Reichswehr*, publié en français et en anglais (sous le titre *The Berlin Diaries May 30, 1932 to Jan. 30, 1933*) au début de 1934. Préfacé par un émigré qui devait lui-même finir sous les coups des nazis (en 1943), Helmut Klotz, ce « journal » a été maquillé pour ne pas permettre à la police allemande d'en identifier l'auteur, un officier toujours en activité, mais, dit Klotz, les propos et les actes prêtés à des dirigeants nazis sont vierges de retouches. L'auteur semble avoir assuré des liaisons entre le ministère et l'état-major de l'armée, autrement dit entre Schleicher et Hammerstein. Plaide pour l'authenticité des informations le fait que le diariste se présente comme un nationaliste revanchard, obtus et sans scrupules, épris d'armes chimiques et bactériologiques, ce qui n'était certes pas calculé pour séduire l'opinion française ni anglo-saxonne ! Il écrit que Gregor Strasser est venu offrir ses services à Schleicher le 12 novembre 1932, puis a trahi ouvertement son chef en envisageant d'être ministre sans son aval, de la mi-décembre à la mi-janvier. L'entrée du 12 novembre mérite citation intégrale. Le premier paragraphe confirme que l'auteur ne rêve que de revanche militaire et de préparatifs discrets, tant contre la France que contre la Pologne, le second semble indiquer que Strasser trahit déjà Hitler et s'emploie dès ce moment à scinder le parti nazi :

> Une bonne nouvelle : on va construire des voies ferrées stratégiques entre Sarre et Palatinat. C'est le premier geste intelligent de Papen. Il n'envisage pas encore la réalisation des lignes projetées en Haute-Silésie ; Schwerin-Krosigk [le ministre des Finances, qui allait rester en place jusqu'en 1945] dit qu'il n'y a pas d'argent.

> Strasser est venu aujourd'hui chez nous. Il attaque Hitler « qui a la folie des grandeurs » et nous offre sa collaboration au gouvernement quand le moment sera venu. Il a derrière lui, dit-il, une bonne partie des nazis ; on pourrait, pour en gagner davantage, leur offrir des postes importants dans l'administration prussienne. C'est une condition essentielle, a-t-il ajouté en riant. Il doit bien connaître ses frères.

Si ce texte offre un sérieux indice que Schleicher ne s'est pas embarqué sans biscuits et avait quelques bonnes raisons d'espérer, en succédant à Papen, stabiliser enfin la situation politique, le comportement de Strasser apparaît cependant bien curieux : il dit à la fois qu'il se découvrira « le moment venu » et, en même temps, il le fait le jour même ! Car en nouant un tel contact à une date aussi précoce, il est d'une folle imprudence, placé comme il l'est pour savoir que depuis un an Himmler et Heydrich ont monté une officine qui surveille les milieux politiques, sans en excepter la direction nazie. A moins qu'il ne se soit entendu *avec Hitler lui-même*, et sur le principe de cette rencontre, et sur le langage qu'il allait y tenir. Au demeurant il n'apparaît pas tout à fait comme un traître et un diviseur, mais plutôt comme un dirigeant un peu protecteur et paternaliste vis-à-vis de Hitler et des têtes chaudes de son parti, qu'il se fait fort de refroidir avec des places dans l'administration prussienne, même s'il esquisse aussi la perspective d'une dissidence, en cas de besoin. Les détails nous échappent et l'espoir de les connaître s'amenuise, mais Hitler a dû autoriser tout bonnement Strasser à être lui-même et à révéler un clivage, dans le parti, entre des gens prêts au compromis et d'autres, plus maximalistes.

Gregor Strasser

Cela s'accorde d'ailleurs très bien avec le comportement de Strasser lors de la journée, capitale entre toutes, du 8 décembre : il est suffoqué d'indignation que Hitler le présente comme un traître, mais ne trouve d'autre parade (faute de pouvoir avouer qu'il avait fait miroiter à Schleicher une scission et, encore moins, que Hitler l'avait encouragé à le faire... et à dire du mal de lui) que de prendre du champ et de partir en vacances. Après quoi, cependant, il va renouer une complicité avec Schleicher, mais trop tard : Hitler a repris la main et fait triompher, au moins à l'intérieur du parti, la thèse de la félonie de son lieutenant. (4)

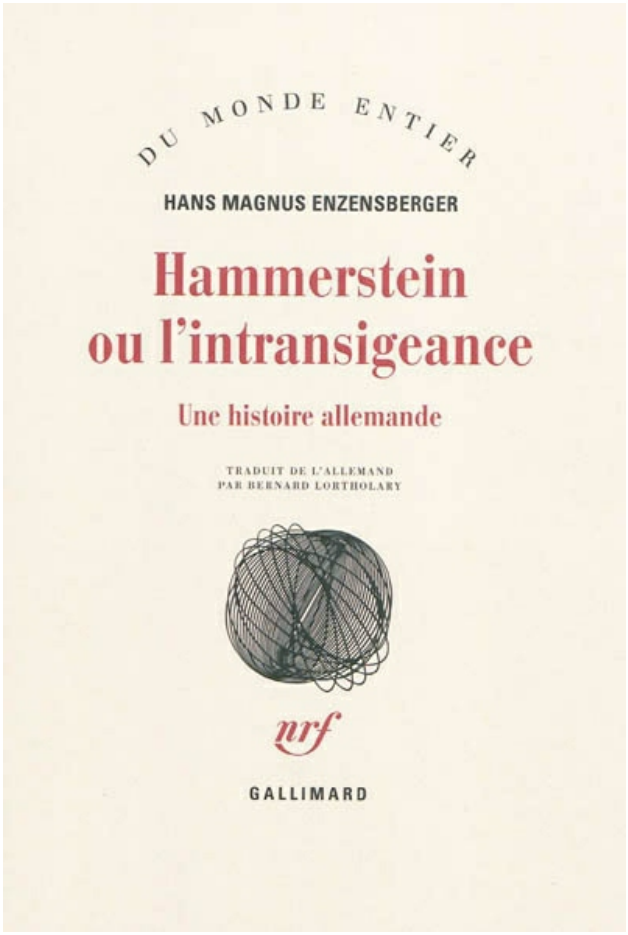
Si rien n'indique qu'un an plus tard, au premier semestre de 1934, la moindre collusion se soit nouée entre Röhm, Schleicher et Strasser, en revanche le maintien en vie des deux derniers nommés, qu'ils demeurent en Allemagne ou se résolvent à fuir le pays et y parviennent, fait d'eux un danger potentiel. N'ayant plus rien à perdre, il pourraient en racontant cette affaire, chacun corroborant le récit de l'autre, montrer que la « communauté nationale » que Hitler se targue d'avoir forgée repose sur une bonne part de bluff, de coups bas et de fausses promesses.

Mieux, la liquidation même de Strasser par les SS lors de la nuit des Longs Couteaux a figé durablement (c'est-à-dire : jusqu'à ce qu'il trouve des historiens qui ne s'en laissent pas conter) l'image de Strasser comme celle d'un militant sincère et un peu naïf, vaguement de gauche et presque sympathique : le « bon nazi », en quelque sorte; alors qu'il était en fait, et Wagener nous en offre des illustrations abondantes, l'un des plus fascinés, dans l'entourage de Hitler, par la parole du maître : sans cesse partagé entre l'admiration et le scepticisme, il était bien homme à se laisser dicter mot à mot les propos qu'il allait tenir à Schleicher, d'autant plus qu'ils correspondaient à ses vues. Mais en dépit du livre du mystérieux général paru quelques mois plus tôt, la fin de sa trajectoire a rendu l'hypothèse (de sa participation docile à une intoxication hitlérienne décisive) littéralement impensable, jusqu'à nos jours.

4 - *Hammerstein oder der Eigensinn*, Berlin, Suhrkamp, 2008, tr. fr. *Hammerstein ou l'intransigeance / Une histoire allemande*, Paris, Gallimard, 2010.

Hammerstein et Schleicher : des antinazis au souffle Kurt !

(*à propos d'un livre de Hans Magnus Enzensberger*)

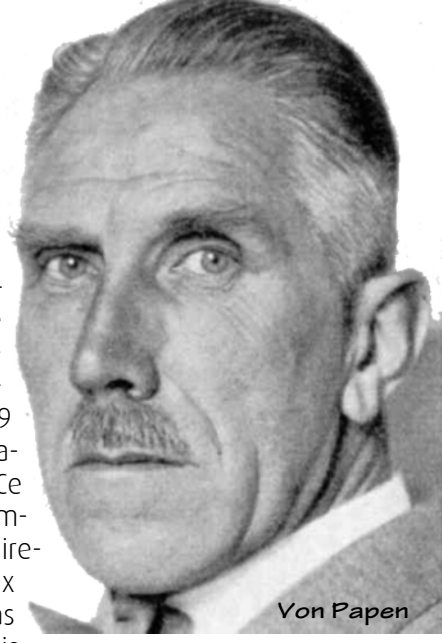


Le romancier et essayiste Hans Magnus Enzensberger (né en 1929) a publié en 2008 un livre extraordinaire. Il joint de la plus heureuse façon la palette du romancier à celle de l'historien... dont il met en lumière les carences. Le général qu'il sort de l'ombre est en effet important, intéressant et regrettablement négligé par les études académiques sur le nazisme en général, et sur la prise du pouvoir en particulier.

von Hammerstein-Equord

Né en 1878, Kurt von Hammerstein-Equord avait trois ans de moins que Gerd von Rundstedt, commandant en chef sur le front de l'ouest jusqu'au début de 1945. Lui-même commandait l'armée allemande au moment de la prise du pouvoir et pouvait rêver d'une belle carrière, s'il avait offert ses services au régime nazi. Tout au contraire, il détestait notoirement Hitler et sa clique : sa mise à la retraite, en janvier 1934, ressemble à un divorce à l'amiable, et six mois plus tard on voit son uniforme parmi les rares qui accompagnent à sa dernière demeure la dépouille de Kurt von Schleicher, dont le successeur au ministère de la Guerre, Werner von Blomberg, avait implicitement approuvé l'assassinat par les SS lors de la nuit des Longs Couteaux.

Même si le proverbe « les chiens ne font pas des chats » ne se vérifie pas toujours, la nombreuse descendance du général tend à prouver que sa pédagogie familiale, elle aussi, était antinazie. Deux filles communistes et renseignant les Soviétiques, une sioniste, mariée à un Juif et finissant ses jours en Israël, deux fils compromis dans l'attentat contre Hitler en 1944 ainsi que sa veuve (il est mort de maladie en 1943), aucun de ses sept enfants, semble-t-il, membre du parti ou de la SS... Qui dit mieux ?


Von Papen

Cependant, la période de la prise du pouvoir est celle pour laquelle le sous-titre « ou l'intransigeance » semble le moins approprié. Enzensberger cite (p. 110) un mémorandum écrit à ce sujet par le général au début de 1935 en réponse à une accusation du *Völkischer Beobachter* (le quotidien nazi) suivant laquelle lui-même et Schleicher avaient failli déclencher un coup d'Etat militaire le 29 janvier 1933, pour empêcher la nomination de Hitler au poste de chancelier. Ce document, conservé par la famille Hammerstein et publié en 1955, indique clairement que les interventions des deux généraux, ce jour-là, tendaient non pas à empêcher la nomination de Hitler mais à la favoriser, au détriment de celle de Franz von Papen, rival de Schleicher après avoir été sa créature (5). Hitler avait donc réalisé cet exploit, non seulement de susciter entre les trois personnalités qui avaient occupé la chancellerie avant lui, Brüning, Papen et Schleicher, des haines mortelles, mais d'obtenir que tous trois conseillent au président de le nommer chancelier (6)! Le raisonnement des deux généraux était le suivant : ils craignaient que Hindenburg, sentimentalement attaché à Papen, le nomme envers et contre tout, avec une base parlementaire et électorale dérisoire, et qu'une guerre civile s'ensuive. Ainsi Hitler, après avoir manié tant et plus la menace de ses SA, avait fini par apparaître comme le dernier rempart de la concorde entre les citoyens (7)!

Esquisse d'une politique extérieure

En 1927, le tome 2 de *Mein Kampf* a dessiné fort clairement un programme qui allait être appliqué non sans adaptations conjoncturelles, mais avec une impressionnante netteté d'ensemble : recherche d'entente avec l'Angleterre et l'Italie et règlement de comptes militaire avec la France pour assurer les arrières d'une vaste conquête de territoires slaves. Les confidences recueillies par Wagener confirment que ces projets obsédaient Hitler... à l'exception du sort de la France, dont il n'était jamais question. Ce chapitre est l'un des rares sur lesquels Wagener n'ait pas admiré le prophète nazi : il ne cessait au contraire de le mettre en garde sur le fait que ses projets antislaves seraient insupportables à Londres ; il préconisait une politique extérieure tout à fait prémonitoire de celle de la RFA : faire parler la puissance économique, plutôt que militaire, et proposer aux peuples voisins des unions douanières. Hitler fait le pari que Londres renoncera à sa politique traditionnelle d' « équilibre européen » (consistant à s'allier avec les rivaux de tout pays en marche vers une hégémonie continentale) en voyant que l'Allemagne renonce à toute ambition maritime ou coloniale, et s'étend longuement sur la complémentarité des deux puissances « aryennes »... ce qui dessine bien, en creux, le sort de la France, exclue de ce festin et censée être devenue impuissante à empêcher l'expansion allemande vers l'est.

5 - Cf., dans le présent dossier, l'article de Clément Soubrouillard.
6 - Brüning, chancelier de mars 1930 au 30 mai 1932, était apparu favorable à une alliance « brun-noir » (le noir étant la couleur des catholiques) pendant le second semestre de 1932, ce qui s'était traduit notamment par l'élection de Göring à la présidence du Reichstag.
7 - Le mémorandum de Hammerstein est publié pour la première fois par Karl-Dietrich Bracher, *Die Auflösung der Weimarer Republik*, Villigen, Ring-Verlag, 1955, annexe 1.

Pour décider l'Angleterre à accepter ce marché, Hitler compte sur l'anti-communisme... et Wagener va jusqu'à esquisser la politique churchillienne, en prédisant que, pour s'opposer à une Allemagne aussi gourmande, l'Angleterre s'alliera avec la Russie, même communiste.

Mais le plus intéressant est l'affirmation, par Hitler, que son premier pas de politique extérieure consistera en un pacte de non-agression avec la Pologne, destiné avant tout à rassurer le monde sur le caractère pacifique de sa politique. C'est le président Pilsudski lui-même qui lui en a donné l'idée, en lui envoyant un émissaire secret.

Le testament de Martin Broszat

(...) il manque encore une présentation générale de la politique et de la stratégie, en matière de prise du pouvoir, de Hitler et du NSDAP avant 1933. On peut supposer qu'une recherche plus approfondie sur la fin de la République de Weimar du point de vue des efforts de la direction nazie pour saisir le pouvoir en Allemagne aux différents niveaux de l'Etat et de la société, efforts au demeurant fort souvent mis en échec, conduiront dans maints domaines à une révision de l'image jusque là dominante de la dynamique victorieuse et de la supériorité politique du mouvement national-socialiste. La recherche actuelle se développe depuis des lustres, dans le cadre d'un vaste effort international, suivant le paradigme d'une investigation sur la crise de la démocratie.

Si ses prochains progrès, comme on peut le présumer, vérifient encore plus fortement que par le passé que la prise du pouvoir par les nazis n'avait nullement un caractère inéluctable, résultant soit d'un génie supérieur de son chef, soit d'une détermination ou d'une puissance supérieures du mouvement, alors la question des raisons et des responsabilités de la faillite de la République de Weimar ne s'en posera qu'avec plus d'acuité.

Tels sont les derniers mots du dernier livre sur le nazisme du grand historien Martin Broszat (1926-1989) : *Die Machtergreifung / Der Aufstieg der NSDAP und die Zerstörung der Weimarer Republik* (La prise du pouvoir / La montée du parti national-socialiste et la destruction de la République de Weimar), Munich, DTV, 1984.

La situation n'a guère évolué au cours des trois décennies qui ont suivi ce diagnostic. Les travaux de Turner, Kershaw, Evans, en particulier, se sont concentrés comme devant sur les adversaires des nazis, censés avoir commis des « erreurs », et non sur les actions entreprises par ces derniers pour leur ravir le pouvoir. Dans les pages de ce dossier, je m'efforce de combler cette lacune, et l'article d'Eric Kerjean sur le futur amiral Canaris y contribue également. Mais le point le vue des adversaires reste aussi, bien évidemment, digne d'attention et de recherches novatrices : la contribution de Marie Levant sur le jeu du Vatican, bardée (tout comme sa thèse, récemment soutenue) de références à des archives romaines fraîchement ouvertes, multiplie les angles de vue sur la foi des prélats en une division du parti nazi, entre des gens fréquentables et d'autres qui le sont moins. Une erreur aussi certaine que répandue, dont l'inventaire reste à faire dans toutes les mouvances, jusqu'en 1945. Quant au caractère de certaines personnalités, il ne se déployait pas en vase clos mais les rendait vulnérables aux ruses nazies, comme Clément Soubrouillard nous le rappelle à propos de Franz von Papen ou comme je l'ai fait moi-même ci-dessus en traitant des généraux von Schleicher et von Hammerstein.

Ainsi, en exauçant le vœu de Broszat, on ne voit pas se confirmer son pronostic : la « détermination » des nazis et leurs talents, notamment en matière de mystification, leur ont conféré une « puissance » qui n'a pas peu compté dans leur triomphe de l'an 1933, et leurs infortunés adversaires, en laissant l'enfer s'installer, suivaient un chemin pavé de bonnes intentions.

Conclusion : maladresse des uns ou adresse de l'autre ?

A lire les proses qui attribuent la victoire de Hitler aux erreurs de ses adversaires, on se croirait dans certains récits de la campagne de France de 1940, et réciproquement. Dans les deux cas, les nazis n'ont presque rien fait et leurs ennemis, presque tout : ils se sont quasiment battus tout seuls. En fait, ils ont bien commis une bévue... mais elle n'est pas vue : ils ont ignoré l'aptitude du chef nazi à frapper comme la foudre. Ces victoires se décomposent en deux phases : d'abord Hitler cache ses atouts, puis il les découvre et les joue à toute vitesse. La première phase n'est pas moins délicate et sophistiquée que la seconde, ni moins victorieuse, au contraire. C'est alors qu'est créé le handicap que l'adversaire ne pourra plus combler. On peut dire qu'en 1933 comme en 1940, ceux qui cherchent la cause principale du résultat du match chez les vaincus... se trompent d'adresse. Ces gens étaient beaucoup plus instruits, puissants et influents que celui qui leur a soufflé la victoire ? Certes. Ils ont gaspillé, eux, leurs atouts. Mais contre un très grand joueur, qui connaissait ces atouts et excellait à les neutraliser.

Traiter Hitler lui-même comme quantité négligeable et continuer à raconter l'histoire du point de vue des prétendants qu'il avait évincés, c'est dénigrer la victoire d'un champion automobile au prétexte qu'il a failli manquer un virage. En d'autres termes, en combinant une grande intelligence manœuvrière et une foi aveugle en sa destinée, fruit de sa psychose, et en mettant à profit l'improbabilité même de sa victoire, Adolf Hitler avait tiré, de l'instrument démocratique, un rendement maximal pour installer une dictature personnelle, nourrissant des objectifs secrets. Solitaire et désœuvré jusqu'à sa trentième année, il avait vu le choc de la défaite donner un sens à sa vie et, à lui-même, la capacité d'orienter un grand pays vers de gigantesques desseins, pour son plus grand dommage et celui de l'humanité.

Bibliographie

- *Akten zur deutschen Auswärtigen Politik*, série B, vol. 18 à 22, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1982-1984
- Bracher (Karl-Dietrich), Die Auflösung der Weimarer Republik, Villigen, Ring-Verlag, 1955
- Broszat (Martin), *Die Machtergreifung / Der Aufstieg der NSDAP und die Zerstörung der Weimarer Republik*, Munich, DTV, 1984.
- Brüning (Heinrich), *Memoiren 1918-1934*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1970, tr. fr. *Mémoires*, Paris, Gallimard, 1974
- Chapoutot (Johann), *Le Meurtre de Weimar*, Paris, PUF, 2010
- Delpla (François), *Hitler*, Paris, Grasset, 1999; *Les Tentatrices du diable*, Paris, l'Archipel, 2005 ; *Churchill et Hitler*, Paris, Le Rocher, 2012 ; *L'individu dans l'histoire du nazisme / Variations sur l'arbre et la forêt*, 2012, publié par le magazine en ligne *Dernière Guerre mondiale* : *Hitler / 30 janvier 1933 / La véritable histoire*, Saint-Malo, Pascal Galodé, 2013
- Goebbels (Joseph), *Tagebücher*, Munich, Saur, 22 volumes, 1987-2004
- Goriely (Georges), *Hitler prend le pouvoir*, Bruxelles, Complexe, 1991
- Hitler (Adolf), *Mein Kampf*, t. 1, 1925, t. 2, 1927, tr. fr. en un volume, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1934 ; *Reden, Schriften, Anordnungen 1925-1933*, Munich, Saur, 1992
- Kerjean (Eric), *Canaris*, Paris, Perrin, 2012
- Kershaw (Ian), *Hitler, 1889-1936 : Hubris*, Londres, Penguin Books, 1998, tr. fr. *Hitler*, Paris, Flammarion, 1999

- Klotz (Helmut, éditeur), *De Weimar au chaos / Journal politique d'un général de la Reichswehr*, Paris, Editions de la Nouvelle revue critique, 1934, tr. angl. The Berlin Diaries May 30, 1932 to Jan. 30, 1933, New-York, Morrow, 1934
- La Gorce (Paul-Marie de), *La Prise du pouvoir par Hitler*, Paris, Plon, 1983
- Longerich (Peter), *Heinrich Himmler*, Munich, Siedler, 2008, tr. fr. *Himmler*, Paris, Héloise d'Ormesson, 2010
- Meissner (Otto), *Staatssekrétär / Unter Ebert-Hindenburg-Hitler*, Hambourg, Hoffmann und Campe, 1950
- Papen (Franz von), *Die Wahrheit eine Gasse*, Munich, List, 1952, tr. fr. *Mémoires*, Paris, Flammarion, 1953
- Philippon (Jean), *La Nuit des Longs Couteaux*, Paris, Colin, 1995
- Plehve (Friedrich-Karl von), *Reichskanzler Kurt von Schleicher*, Esslinger, Beddle, 1983
- Riefenstahl (Helene), *Memoiren*, Munich, Knaus, 1987, tr. fr. *Mémoires*, Paris, Grasset, 1987
- Schacht (Hjalmar), *76 Jahre meines Lebens*, Bad Wörishofen, Kindler und Schiermeyer Verlag, 1953, tr. fr. *Mémoires d'un magicien*, Paris, Amiot-Dumont, 1954
- Schirach (Baldur von), *Ich glaubte an Hitler*, Mosaic-Verlag, 1967, tr. fr. *J'ai cru en Hitler*, Paris, Plon, 1968
- Turner (Henry Ashby), *Hitler's Thirty Days to Power: January 1933*, Reading, Mass., Addison-Wesley, 1996, tr. fr. *Hitler, janvier 1933*, Paris, Calmann-Lévy, 1997
- Wagener (Otto), *Hitler aus nächster Nähe. Aufzeichnungen eines Vertrauten 1929-1932*, édité par Henry Ashby Turner, Francfort-sur-le-Main, Ullstein, 1978, tr. angl. *Memoirs of a Confidant,* New Haven, Yale University Press, 1985, tr. fr. en préparation avec une nouvelle préface de François Delpla
- Weber (Thomas), *Hitler's First War*, Oxford University Press, 2011, tr. fr. *La Première Guerre d'Hitler*, Paris, Perrin, 2012


~~~~
~~~~

Bombardements du pont ferroviaire Sartouville - Maisons Laffitte

Enquête sur les équipages de bombardiers abattus

par Philippe Mourand

Dans la perspective du débarquement allié du 6 juin 1944, la ligne ferroviaire reliant Paris à la Normandie avait une importance stratégique cruciale pour la logistique militaire. Cette voie ferrée traverse la Seine sur un pont reliant Maisons-Laffitte sur la rive gauche à Sartrouville sur la rive droite. Ce pont était naturellement une cible de premier choix lors de l'intense campagne de bombardement allié qui a précédé le débarquement de Normandie.

2nd Lt Ossian Arthur Seipel

Le pont étant situé en pleine zone urbaine, la Résistance s'inquiétait du risque de pertes collatérales civiles. Selon Bernard Morinais, un jeune résistant qui avait 20 ans le 6 juin 1944, la résistance locale avait contacté Londres pour proposer aux alliés de détruire le pont. Les alliés déclinèrent l'offre, craignant que les représailles sur la population civile entrainent plus de morts qu'un bombardement allié et c'est finalement cette dernière option qui fut retenue.

Les bombardements des 27 et 28 mai 1944

Un premier bombardement a lieu le samedi 27 mai 1944 vers 14.00. Le pont n'est pas détruit et plusieurs bombes sont tombées sur la ville, tuant environ 200 personnes. Un second raid aérien a eu lieu le lendemain 28 mai 1944 vers 10.00. Le pont n'étant toujours pas détruit, sept raids supplémentaires se succèderont le même jour. La population, durement éprouvée, a donc dû subir un total de 9 raids aériens sur une période de 30 heures... mais le pont était finalement suffisamment endommagé pour interdire toute circulation ferroviaire.

Les Allemands débutèrent les travaux de réparation le mardi 30 mai 1944, en utilisant des prisonniers russes. L'armée allemande, pour plus de précaution, déploya par ailleurs quelques batteries de DCA supplémentaires pour renforcer la défense du pont.

Le bombardement du 24 juin 1944

Quatre semaines plus tard, le pont était reconstruit et la Résistance informait les Alliés que les Allemands allaient tester le pont en faisant passer un train chargé le 24 juin 1944 à 19h00. Les Alliés décidèrent donc de bombarder le pont précisément à 19h00 dans l'espoir de détruire à la fois le pont et le train... La mission fut confiée au 397th BG de l'USAAF basé à Rivenhall en Angleterre.

Dans la soirée précédant le bombardement, le copilote Ossian Seipel appris qu'il devait prendre part à un raid aérien sur la région parisienne et eu l'étrange prémonition qu'il n'en reviendrait pas. Il en était tellement convaincu qu'il brula ses lettres et distribua une partie de ses effets personnels à ses camarades de chambrée.

Son pilote, Freal Knox, eut également une mauvaise prémonition après le briefing. La cible avait déjà été bombardée à plusieurs reprises ce qui avait représenté autant de "séances d'entrainement" pour la flak allemande. Le raid du 24 juin 1944 allait suivre le même angle d'attaque que les bombardements du 27 et du 28 mai et les artilleurs allemands sauraient précisément comment aligner leurs tirs. Il se doutait aussi que les Allemands auraient renforcé leur dispositif anti-aérien.

Le 24 juin 1944 à 17h18, 39 bombardiers B-26 Marauder décollent de la base américaine de Rivenhall. Trois bombardiers arrivent sur la cible avec quelques minutes d'avance et lâchent de la paille d'aluminium pour saturer les radars allemands. Les 36 autres bombardiers sont chacun chargés de deux bombes de 2000 livres (près d'une tonne).

Peu avant 19h00, trois résistants portant des uniformes de cheminot se dirigent tranquillement vers une batterie de DCA et neutralisent à coup de pelles les deux Allemands qui s'y trouvent...

S/Sgt James M Crawford
S/Sgt Scott E. Hoover
2Lt Edward M Lindquist
2Lt Samuel C Neill,
2Lt Olivier A. Price
S/Sgt Harold G Vorhees

Les 35 bombardiers restant larguent leurs bombes depuis une altitude de 2700 mètres. Un total de 70 bombes s'abattent sur le pont dans un laps de temps très court... Le pont est détruit et les Allemands n'envisageront plus jamais de le reconstruire.

Deux bombardiers s'écrasent en région parisienne

Cependant deux autres bombardiers B-26 Marauder ont été touchés par la flak allemande pendant le largage des bombes. Ces deux avions ont notamment été observés en feu par des civils français lors de leur passage au-dessus d'Aubergenville à 22 km à l'ouest de la cible.

Le premier bombardier, le *Mama Liz*, s'écrase à Goupillères près de Flexanville dans les Yvelines. Le pilote Moses J. Gatewood a donné l'ordre à son équipage de sauter peu avant le crash. Pendant sa descente le copilote Richard Haymond a constaté que les Allemands leur tiraient dessus. Ils sont fait prisonniers peu après avoir touché le sol. Pour le 1stLt Walter Delmont Blatchford, le 1stLt Richard Haymond, le S/Sgt Lee Hughes, William Thomas O'Brien et William James Snyder la guerre se terminera dans un camp de prisonniers.

Le "Mama Liz", le bombardier B-26 piloté par le Capitaine Gatewood le 24 juin 1944- 'Franklin Allen Collection, via Brian Gibbons'

Debout de gauche à droite: Pilote - Moses J. Gatewood, Radio/Mitrailleur - William T. O'Brien, Bombardier/Navigateur - Walter D. Blatchford, Copilote - Richard Haymond, Ingénieur/Mitrailleur - William J. Snyder, Armurier, mitrailleur - Eldon Lee Hughes. Accroupi de gauche à droite: Chef d'équipage- John Kilmen, Assistant chef d'équipage -Virgle C. Gilbertson - Photo de la collection de William T. O'Brien via Sally Root/Brian Gibbons

Le pilote Moses Gatewood a quitté l'avion après son équipage. Il a sauté à très basse altitude; sa descente, très courte, et la topographie de l'endroit lui ont permis de ne pas se faire remarquer par les Allemands. Avec l'aide de la Résistance il atteint l'Espagne et ensuite rejoint Londres le 17 août 1944. L'histoire de sa fuite rocambolesque vers l'Espagne est passionnante : aidé par un résistant alsacien qui avait infiltré la Gestapo, il parcouru plusieurs centaines de kilomètres sous escorte de la Wehrmacht et réussit à dormir dans des hôtels réquisitionnés par l'armée allemande... Son exfiltration vers l'Espagne a en outre permis à la Résistance de transmettre un code de cryptage aux Alliés.

L'autre avion s'est écrasé à Arnouville-lès-Mantes près de Mantes-la-Jolie. Le sergent James Weldon Mellody, originaire du Texas, est le premier à avoir sauté. Il a atterri dans un arbre près de la gare ferroviaire d'Elisabethville-Aubergenville. L'arbre a immédiatement été cerné par 6 soldats allemands et par une foule de civils français enthousiastes.

James Mellody semblait terrifié et hésitait à descendre de l'arbre. Les Français ont d'abord pensé qu'il avait peur des soldats allemands mais doivent bientôt se rendre à l'évidence: le militaire américain a peur des civils français sans doute parce qu'il craignait d'être lynché par une foule qu'il croyait à tort rendue violement américanophobe par les intenses bombardements alliés qui avait touché la région. En réalité, les Français n'avaient pas le moindre ressentiment et étaient au contraire enthousiastes de voir leur premier Américain.

Un Français court chercher un verre de vin dans un bar et le tend à l'Américain en disant avec un fort accent français "The people is with you". (Le peuple est avec toi). Les Allemands repoussent brutalement le Français et James Mellody ne peut boire son verre. Il a toutefois capté le message, esquisse un sourire et commence à se détendre. Il jette son revolver et son poignard et après avoir pris le temps de retirer son casque et de se coiffer il descend finalement de son arbre.

Les Allemands, de plus en plus nerveux et irrités par la foule grossissante de badauds, escortent James Mellody en direction de la *Standortkommandantur*.

Alors que les militaires s'apprêtent à quitter la place de l'Etoile, un civil français se tient à l'intersection de deux boulevards et fait un salut militaire pour remonter le moral de l'Américain et simultanément taquiner les soldats de la Wehrmacht. Aussi incroyable que cela puisse paraître quelqu'un a eu l'audace de prendre une photo à ce moment précis.

Plus loin, un Français qui parlait parfaitement l'anglais a voulu parler au prisonnier américain. Les allemands lui ont fait comprendre que c'était « *verboten* » mais curieusement l'ont laissé lui allumer une cigarette.

James Mellody est peu après interné dans le Stalag IV et sera libéré le 26 avril 1945 par l'armée américaine après une marche forcée de près de 800km.

Le Sgt James Mellody emmené par 6 soldats allemands et escorté par une foule de civils enthousiastes. Robert Mourand prend le risque de le saluer.

Le copilote Ossian Arthur Seipel, qui a sauté quelques secondes plus tard, a atterri dans un champ entre Epône et Aubergenville. Il a été immédiatement arrêté par les SS et emmené en camion à la caserne allemande du château d'Elisabethville pour y être interrogé. Ossian Seipel raconte dans ses mémoires qu'un civil français se tenant sur le bord de la route lui a fait le V de la victoire. Les camions se sont arrêtés et les SS l'ont embarqué. Il pourrait s'agir d'Edouard Jumantier mort en déportation à Neuengamme en mars 1945.

William E. Giffhorn atterri quant à lui dans une zone boisée près d'Elisabethville et reçoit l'aide d'un couple français (Lucienne Laprêté et Nestor Lambin) qui le cachent pour la nuit dans leur porcherie. Lorsque les Allemands viennent, Lucienne Laprêté leur dit avoir vu un aviateur atterrir un peu plus loin. Repoussé par l'odeur des cochons, les Allemands s'empressent de partir dans la direction indiquée par Lucienne. Giffhorn sera par la suite caché à Arnouville-lès-Mantes jusqu'à la Libération par Mr Paufique, chef de la résistance.

William F. Koenig a atterri dans un champ entre Goussonville et Boinville-en-Mantois. Il passera deux jours et deux nuits caché dans les bois et sera ensuite caché jusqu'à la Libération par la famille Betton.

Après s'être assuré que l'ensemble de son équipage avait pu évacuer l'appareil, le pilote Freal Knox a tourné les ailerons de manière à ce que l'avion parte en piqué et s'écrase délibérément dans un champ. La manœuvre avait deux objectifs: 1) réduire autant que possible le risque de perte civile en évitant que l'avion s'écrase de manière aléatoire dans une zone potentiellement habitée. 2) Détruire un instrument de visée appelé "Norden bombsight" qui se trouvait dans le nez en plexiglas de l'avion. Le "Norden bombsight" était une invention américaine très en avance sur son équivalent allemand et les Alliés voulaient que tout soit fait pour éviter qu'un exemplaire ne tombe entre les mains des Allemands.

Pendant que l'avion tombe en piqué Freal Knox saute et atterri après une courte descente à quelques centaines de mètres du point d'impact de l'avion. Il est immédiatement arrêté par les Allemands et emmené jusqu'à la garnison allemande du château d'Elisabethville où il retrouve son copilote Ossian Seipel et son photographe Jerome Ornstein.

Le jour suivant, les Allemands le ramènent en camion sur le lieu du crash et lui posent des questions sur le B-26. Il prétend ne rien savoir et n'avoir aucun lien avec cet avion. Il est par la suite emmené par le train en Allemagne et sera détenu au Stalag Luft III jusqu'en 1945.

Soldats allemands devant le château d'Elisabethville fin 1942 – Photo Bruno Renoult

Un autre B-26 s'écrase à Glanville dans le Calvados

Dernière victime du raid, un quatrième bombardier B-26 s'écrase à Glanville dans le Calvados en zone occupée à quelques kilomètres des lignes alliées. Les six aviateurs ont réussi à sauter de l'avion. Bien que les Allemands leur aient tiré dessus pendant leur descente, personne n'a été tué. Le pilote Kenneth H. Powers, Willis H Hudson et Leo R Orifici ont réussi à s'échapper et seront cachés par la Résistance jusqu'à la libération de la région par les Alliés. Les autres aviateurs sont arrêtés par les Allemands et passeront le reste de la guerre dans des camps allemands : le 1stLt Merril R Gassert, le S/Sgt James Harvey Heywood et le 2ndLt Paul Warren Mikesell.

Il était important de rappeler que les équipages de bombardiers ont leur histoire. Ces hommes, dont quelques noms ont été évoqués ici, ont risqué et parfois donné leur vie, dans les airs pour accomplir leurs missions comme au sol pour échapper à la capture et continuer la lutte. Leur petite histoire fait à jamais partie de la grande.

Sources :

http://www.armées.com
http://www.histoire-genealogie.com/spip.php?article982
http://www.francecrashes39-45.net/

L'évasion de Papago Park

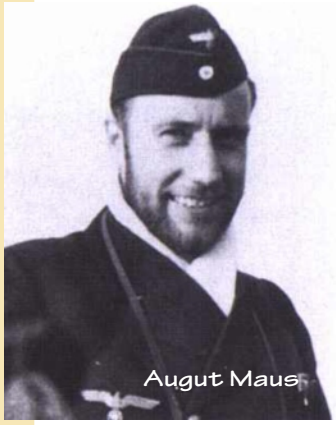
par Nicolas Moreau

Nombreux sont les camps allemands de prisonniers qui virent leurs soldats passer par delà leurs barbelés, mais l'inverse se produisit plus rarement. En effet, sur près de 400000 prisonniers de guerre allemands, seules 2 222 tentatives d'évasion furent enregistrées dans les 500 camps disséminés dans tout les Etats-Unis. Une de ces évasions eut lieu dans le camp Security Unit N°84 à Papago en Arizona, et nous vous proposons d'en découvrir la petite histoire...

Dans le camp de Papago étaient internés beaucoup de marins allemands, ainsi que des officiers dont certains étaient commandants de U-Boot. Cette évasion fut d'ailleurs préparée par quatre de ces commandants : Jürgen Wattenberg, du U-162, Hans-Werner Kraus des U-83 et U-199, Friedrich Guggenberger des U-28, U-81, U-847, U-513, et August Maus du U-185. L'évasion était classique, elle se ferait par un tunnel.

Les marins commencèrent à creuser en septembre 1944 dans la salle de bain de l'une des baraques. Le projet était de faire ce tunnel long de 55 mètres en passant sous la clôture électrifiée. L'organisation se faisait de manière méthodique, avec 3 groupes de 3 hommes, et chaque groupe creusait alternativement la nuit, toutes les 90 minutes.
Dans chaque groupe, un homme creusait pendant qu'un second récupérait la terre dans un seau, et le troisième homme apportait les seaux au groupe chargé de faire disparaître cette terre. Les débuts furent simples, la terre fut déposée dans des parterres de fleurs, dans les WC, sous les baraques... Cependant, la place vint vite à manquer, et il fallu trouver un autre moyen de se débarrasser de la terre. Cette idée est venue un jour ou des marins regardaient les GI's en dehors du camp qui jouaient au basketball. Les soldats décidèrent donc de construire un terrain de volleyball pour pouvoir se débarrasser de la terre accumulée. Cette idée fut appuyée par le commandement américain qui fit l'erreur de fournir aux Allemands deux pelles et deux râteaux qui furent bien sûr utilisés pour creuser le tunnel.

Le camp


Augut Maus

Parallèlement, Wattenberg organisa la production de vêtements civils et de faux papiers, l'économie de nourriture et la prise de contacts au Mexique pour aider les évadés à rejoindre l'Allemagne. Il ne manquait plus que de trouver le bon moment pour s'évader. En effet, dans le plan de Wattenberg, le commandement américain ne devait pas se rendre compte de l'évasion trop rapidement pour laisser un maximum de temps aux marins pour s'éloigner du camp. Pour cela, quatre officiers informèrent le commandement du camp qu'à l'avenir, eux et les autres officiers refuseraient de se présenter aux appels à moins qu'ils ne soient faits par un officier américain. Cette réclamation ne plut évidemment pas au commandement du camp qui la refusa. Après quelques jours, un compromis fut trouvé : les appels de l'après midi furent supprimés, ainsi que celui du dimanche matin, et les officiers ne furent plus obligés de sortir de leur baraque pour les autres appels. Le moment fut donc décidé :

Friedrich Guggenberger

Hans Werner Kraus

l'évasion aurait lieu un samedi soir.

Comme le tunnel fut terminé le 20 décembre, la date fut fixée au samedi suivant, le samedi 23 décembre 1944. Durant cette nuit, Wattenberg et 24 de ses camarades s'enfuirent par le tunnel sans attirer l'attention des gardes. Ils se dirigèrent vers le sud pour atteindre la Salt River où ils construisirent un radeau en espérant pouvoir descendre une succession de rivières jusqu'au golfe de Californie, mais, à cause du peu d'eau de la Salt River, les hommes durent abandonner leur radeau.

Jurgen Wattenberg
Große Bilder kostenlos einbinden: Trixum.de

A 7 heures du matin, le 24 décembre, l'alerte fut donnée par le camp et il y eu une mobilisation énorme pour rattraper les évadés. Cette mobilisation porta ses fruits car tous les hommes furent rapidement repris à cause de la faim, du froid et du manque de connaissance du terrain, trois se rendirent même à un enfant de 8 ans.

Certains des évadés restèrent cependant dehors plus longtemps : deux furent capturés le 1er janvier à moins de 30 km de la frontière mexicaine et trois autres, quelques temps après, à moins de 10 km de la frontière. Il ne restait que trois prisonniers en fuite après le 1er janvier : Wattenberg et deux de ses subordonnés : Walter Kozur et Johann Kremer. Au lieu de continuer vers le sud pour atteindre la frontière, les trois hommes s'étaient installés dans une cave près de Phoenix et firent une tentative, sûrement une des plus audacieuses du conflit, pour se ravitailler en nourriture. Plusieurs fois d'affilée, Kremer, en ayant pris contact avec les prisonniers du camp qui travaillaient à l'extérieur revint à l'intérieur du camp en prenant la place de l'un d'eux pour aller chercher de la nourriture et ressortir en refaisant l'échange avec les travailleurs. Cette astuce fonctionna plusieurs fois, jusqu'au moment où, lors d'une inspection surprise, Kremer fut reconnu par les autorités américaines et arrêté. Ayant sûrement dévoilé son stratagème, Kremer permit aux Américains de capturer Kozur, alors au volant de la camionnette où Kremer devait cacher la nourriture.

Désormais seul, Wattenberg n'était toujours pas arrêté. Ceci ne dura pas longtemps. Le 27 janvier, muni de seulement 75 centimes, il se rendit à Phoenix. Là, il s'acheta à manger et dormit quelques heures dans le hall d'un hôtel, puis il alla se promener et fit l'erreur de demander son chemin à un éboueur. Celui ci, intrigué par l'accent allemand de celui à qui il avait donné son chemin appela la police, et Wattenberg fut repris le lendemain.

Sources : Wikipedia, the swastica tatoo

Entrée du Tunnel

Page 6
PHOENIX GAZETTE
Phoenix, Arizona
Thursday, December 28, 1944

Wily Germans Elude Chase

The greatest man hunt in Arizona's history continued to baffle authorities Thursday as they pressed the search for the 19 escaped German prisoners of war.

Each tip received by authorities is being checked, but so far all have been without results.

Twenty - five Germans, many of them officers, escaped from the Papago Park camp last Sunday evening. Within a short time six had been captured or had surrendered. The remaining 19 have since remained at large.

The search is being concentrated in the desert area between Phoenix and the Mexican border, 191 miles to the south and extending to points near the Gulf of California.

Military personnel, agents of the Federal Bureau of Investigation, sheriff's deputies and other police officers, in addition to interested citizens, are taking part in the search.

Officials are authorized to pay up to $25 to the person or persons capturing a prisoner of war. They will pay $25 if the man is captured and returned to the camp. If the army is called to return a captured man, $15 will be paid.

Pictures of the 19 escaped Germans have been released to newspapers by the FBI in a hope that their publication will help lead to apprehension.

Capt. Jurgen Wattenberg

Slate Election On

$25 REWARD FOR EACH OF THESE MEN

Kurt Mohedieck — Capt. Jurgen Quaet Fasiens — Reinhard Mark — Second Lt. Martin P. Reese — Johann Kremer — Heinrich Palmer

Walter Kosse — First Lt. F. Utzolino — Capt. Hans Werner Kraus — Capt. Wilhelm Gunther — First Officer Jurgen Schroder — Second Lt. Helmut Drescher

Capt. Fritz Guggenberger — Second Lt. Hans Zundorf — First Lt. Wolf Clarus — Friederich Sternberg — First Lt. Otto Hoferichter — Artur Karstens

National Income Booms To $159 Billion Peak

WASHINGTON, Dec. 28—(AP)—Wartime economic activity zoomed the national income to $159,000,000,000 in 1944 to smash all previous records.

Inseparable Four Scattered By War

The "four horsemen" of Southeast Phoenix, once an inseparable group of boys, are now scattered to the far corners of the earth.

Boston Judge Gets Tired Of Books Being Banned

BOSTON, Dec. 28—(AP)—Judge Elijah Adlow Thursday acquitted E. Margaret Anderson, a saleswoman at the Dartmouth book stall, of

Avis de recherche

L'or dentaire Nazi

...ou comment le conflit est devenu source de Dissimulations, de vols et de falsifications.

par Xavier Riaud

Docteur en Chirurgie Dentaire, Docteur en Epistémologie, Histoire des Sciences et des Techniques, Lauréat et membre associé national de l'Académie Nationale de Chirurgie Dentaire.

Au lendemain de la Grande Guerre...

Après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne est exsangue. Elle est partiellement occupée et désarmée. Elle manque cruellement d'or pour payer sa dette de guerre. Favorisé par le Traité de Versailles (1919) qui étrangle économiquement ce pays défait et celui du Trianon (1920) qui le démembre, le mouvement nazi se forme au tout début des années 20, en Allemagne et en Autriche. Le désir de revanche qui germe dans l'extrême droite allemande vise la reconquête territoriale, mais aussi, la reconstitution des richesses perdues.

Arrivée des nazis au pouvoir

Le 30 janvier 1933, Hitler devient Chancelier. Les nazis prennent le pouvoir. En 1934, un accord de clearing est conclu entre la Suisse et l'Allemagne. Outre la règle de compensation qui consiste à annuler les dettes réciproques entre les deux pays, cet accord comporte une clause très particulière : 11,8 % de la contre-valeur des importations allemandes en Suisse sont réglés en francs-suisses. Cette disposition est essentielle aux Nazis pour pouvoir effectuer des achats à l'étranger, le franc suisse étant accepté à la différence du reichsmark qui ne l'est pas.

La Reichsbank au Jägerstrasse 34-36, à Berlin, en 1940

Il n'y a plus d'or en Allemagne en 1939

En 1939, le président de la Reichsbank avertit le gouvernement que les réserves en devises et en or sont épuisées et qu'il n'est plus possible de tirer des chèques en blanc sur la relance industrielle et l'industrie des armements. Pour faire fonctionner la machine industrielle, il convient de procéder à des achats sur les marchés extérieurs. De 1933 à 1939, les forces armées du Reich engloutissent 51,9 % de toutes les dépenses publiques. Quand le Dr Hjalmar Schacht donne l'alerte en 1939, en indiquant que les réserves d'or de la Reichsbank sont vides, il n'y a plus d'autre issue que d'ouvrir les hostilités pour aller prendre l'or là où il est. En Allemagne et en Autriche, les biens des Juifs ont été dérobés. Il ne reste plus qu'à lancer la Wehrmacht à la conquête d'autres pays pour exploiter d'autres richesses.

Les besoins d'or des Nazis ont été couverts de trois manières. Ils transfèrent l'or de l'Autriche en 1938, aussitôt l'Anschluss réalisé. En mars 1939, la Wehrmacht entre à Prague et les régions tchèques deviennent le protectorat de Bohême et Moravie : les réserves d'or de la Banque centrale de Prague sont transférées à la Reichsbank. C'est aussi le cas de l'or polonais, luxembourgeois, belge, albanais, norvégien, lituanien et letton. Seul, l'or français leur échappe.
A cet or, il faut ajouter celui prélevé sur les populations et surtout, celui récupéré auprès des prisonniers dans les camps de concentration.

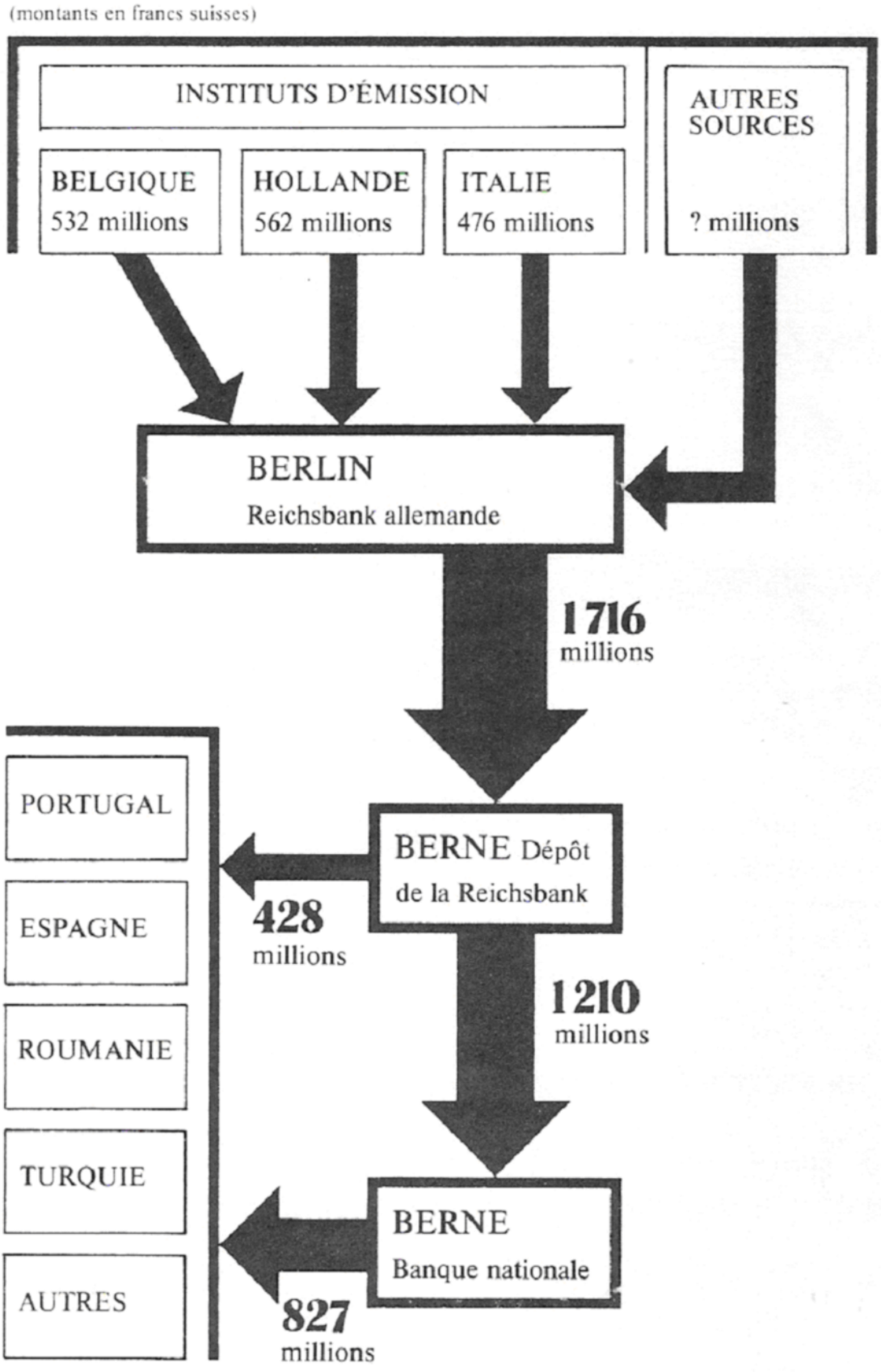
Récupération de l'or dentaire à la sortie d'une chambre à gaz d'Auschwitz (photo clandestine)

Le circuit de blanchiment de l'or nazi

Il faut que les nazis puissent écouler leurs acquisitions contre des devises, car la guerre rend le Reichsmark inconvertible. Il l'était déjà depuis janvier 1937 quand la Reichsbank a déclaré que la vieille règle de la couverture en or de la monnaie, avait perdu sa validité et que le Reichsmark pouvait devenir opérationnel. Pour se procurer des devises, il leur faut passer par des pays neutres susceptibles de fournir contre de l'or des devises avec lesquelles le régime hitlérien peut acheter sur les marchés mondiaux, des produits indispensables. L'or volé change en partie de forme, transmué en billets de banque et en matériel de guerre. Le franc suisse est devenu le moyen de paiement externe du Reich.

Qui sont ces pays neutres capables de soutenir l'Allemagne dans son effort de guerre ?

La Suisse, la Suède, l'Espagne, le Portugal, la Roumanie et la Turquie ne sont pas en guerre. Accessible aux sous-marins allemands, l'Argentine s'avère être un pays ami. Mais, la plupart de ces nations n'ont pas un poids économique et financier suffisant pour servir d'auxiliaires efficaces au Troisième Reich. Ce sont donc la Suisse, et la Suède subsidiairement, qui appuient l'effort de l'Allemagne. Ainsi, se mettent parallèlement et progressivement en place deux organisations parfaitement huilées. L'une, d'extermination des Juifs dans le cadre de la « Solution Finale », l'autre, celle d'écoulement des valeurs et de l'or.



Exploitation internationale de l'or monétaire et non monétaire

Oswald Pohl

Deux personnages ont joué un rôle prépondérant dans cette collecte de l'or. Le premier, Oswald Pohl, est trésorier-payeur pendant la Première Guerre mondiale, dans la marine. Il adhère au parti nazi en 1926. En 1934, Himmler lui confie la charge des affaires économiques et administratives de la SS. Les services de Pohl sont sans cesse remaniés. Le 19 janvier 1942, l'office de Pohl prend la forme qu'il gardera jusqu'à la fin de la guerre. Il devient le chef du *Wirtschafts-und Verwaltungshauptamt der SS (Administration économique de la SS)*. Pour que la main-d'œuvre des camps de concentration soit mieux utilisée, notamment pour la production de guerre, pour que les entreprises de la SS, situées en grande partie dans les camps de concentration se développent, le WVHA absorbe une administration qui n'était pas sous la coupe de Pohl : l'inspection des camps. Pohl a alors le plein contrôle sur le secteur des camps de concentration. Le WVHA utilise une main-d'œuvre corvéable jusqu'à la mort, sans cesse renouvelée par le flux incessant des déportations. Il dépouille aussi les Juifs exterminés et les concentrationnaires de tout ce qu'ils possèdent. Chaque camp dépend d'un centre administratif chargé de la récupération des biens.

Oswald Pohl (1892-1951)

La rationalisation de l'utilisation des cadavres

Le Général SS Pohl réalise une chose jusqu'alors jamais faite : la rationalisation de l'utilisation des cadavres. Vivant, l'esclave concentrationnaire représente, lorsqu'il est directement engagé dans des affaires économiques, le bénéfice suivant :

Location journalière moins la nourriture et amortissement des vêtements = 5,30 marks

Chaque détenu a une durée de vie de 9 mois : 5,30 × 270 = 1431 marks

Ce bénéfice est accru par l'utilisation rationnelle des cadavres des détenus au terme des 9 mois : bénéfices tirés des dents en or, des vêtements civils, des objets de valeur et produits de l'argent, laissés par les détenus. Pour chaque cadavre, ces sommes sont réduites par les frais d'incinération, s'élevant environ à 2 marks. Pour chaque cadavre, il y a donc un bénéfice direct ou indirect d'au moins 200 marks, mais qui s'élève souvent à plusieurs milliers de marks. Soit au bout de 9 mois, une moyenne de 1630 marks pour chacun. Certains camps ont même trouvé des sources de revenus supplémentaires par la récupération des os et des cendres.

Oswald Pohl est condamné à mort au procès de Nuremberg des grands dirigeants du régime nazi. Il est pendu en 1951.

Häftlingszahnstation
des K. L. Auschwitz

Auschwitz, am 4. 6. 1942

An die
Politische Abteilung des K. L.
Auschwitz

Bei der zur Einäscherung freigegebenen Leiche des
Hoffmann, Gyza, Jsr. Häftl. Nr. 39301
wurde folgender Zahnersatz entfernt:

1.) Edellegierung R 4 | 4 L; 2.) Gold R 76543 | 3456 L 45

Gliederzahl: 2 Gliederzahl: 11

Gesamtgliederzahl: 13

Der Leiter der Häftl. Zahnstation
des K. L. Auschwitz.

SS-Untersturmführer

Cabinet dentaire des détenus
CC Auschwitz
à
Section Politique du Camp

Auschwitz le 4/6-1942

(23)

Au cours de l'incinération du cadavre de :
Hoffmann Gyza Détenu N° 39301
a enlevé les dents artificielles suivantes:
alliage précieux: D 4 | 4 G Nombre de pièces: 2
Or : D 76543 | 3456 G 45 Nombre de pièces: 11
Nombre total de pièces: 13

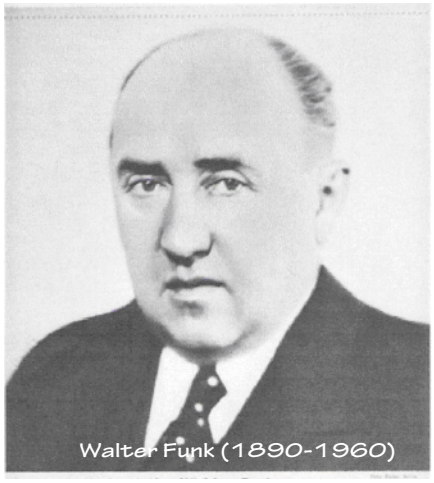
Le Chef de la Station Dentaire
des Détenus du CC Auschwitz.

SS Untersturmfuhrer.

Quittance de récupération d'or dentaire pour un détenu mort à Auschwitz

Walther Funk

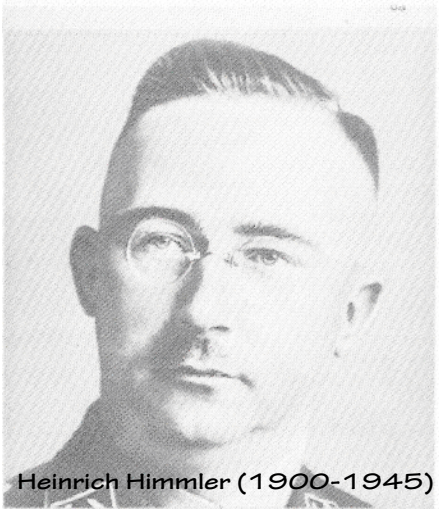
Walther Funk est un ancien collaborateur de Goebbels, au ministère de la propagande et il est conseiller économique d'Hitler en 1930, porte-parole en 1933. Quand Hitler prend le pouvoir, il préside la Reichsbank de 1939 à 1945. Condamné à Nuremberg à la prison à vie, il en sort en 1957. De sa sortie de prison à sa mort en 1960, la Bank Deutscher Länder qui succède à la Reichsbank, lui a versé une pension mensuelle.


Walter Funk (1890-1960)

Deux décrets

Le Reichsführer Heinrich Himmler ordonne aux médecins SS la récupération des dents en or sur les cadavres et celles sur les vivants *« qui ne peuvent être réparées »*, le 23 septembre 1940 et le 23 décembre 1942. L'ordre de pratiquer la récupération systématique des dents en or, donné le 23 septembre 1940, n'est pas appliqué immédiatement. Il ne le sera que deux ans plus tard, le manque aigu de devises pour l'achat de matières premières imposant son application.

En 1942, le SS-Brigadeführer Frank, chef d'un des bureaux du WVHA, décide que les *« devises, métaux précieux, joyaux, pierres précieuses, semi-précieuses, les perles et les déchets d'or doivent être remis au WVHA et transférés à la Reichsbank. »*
Le responsable des livraisons est le chef du département A-II du WVHA, Bruno Melmer.

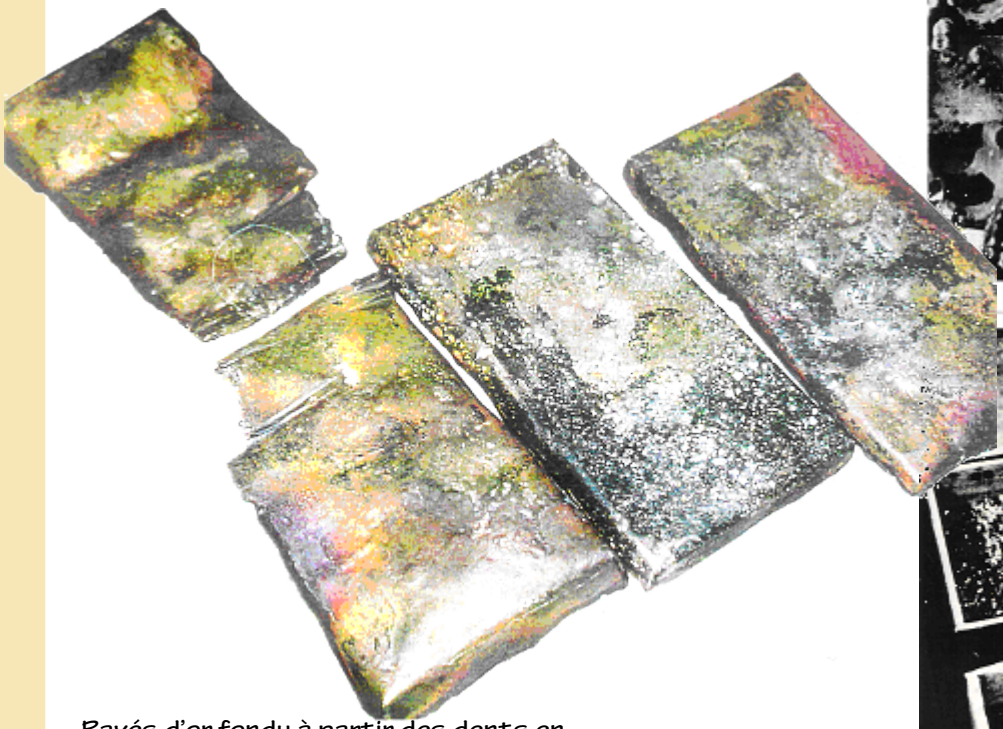

Heinrich Himmler (1900-1945)

Auschwitz

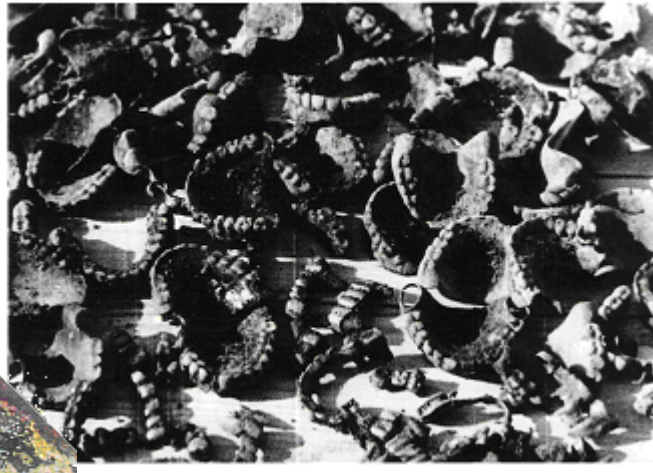
A Auschwitz, Will Burger, qui dirige l'administration du camp de juin 1942 à avril 1943, puis l'homme qui lui succède, Karl Möckel, reçoit l'ordre du WVHA d'envoyer l'or dentaire et autres objets de valeur au SS-Hauptsturmführer Bruno Melmer, qui dirige le bureau des finances de l'administration des troupes (Amstgruppe A-II), une des divisions du WVHA. Pohl le désigne en mai 1942 pour recevoir les valeurs confisquées au camp d'Auschwitz-Birkenau et dans les autres camps d'extermination afin d'organiser leur transfert à Berlin.

Les kommandos de détenus (Sonderkommandos), chargés de la récupération des dents en or à la sortie des chambres à gaz, sont exterminés à leur tour tous les trois mois. Il ne doit rester aucun témoin des exactions nazies.

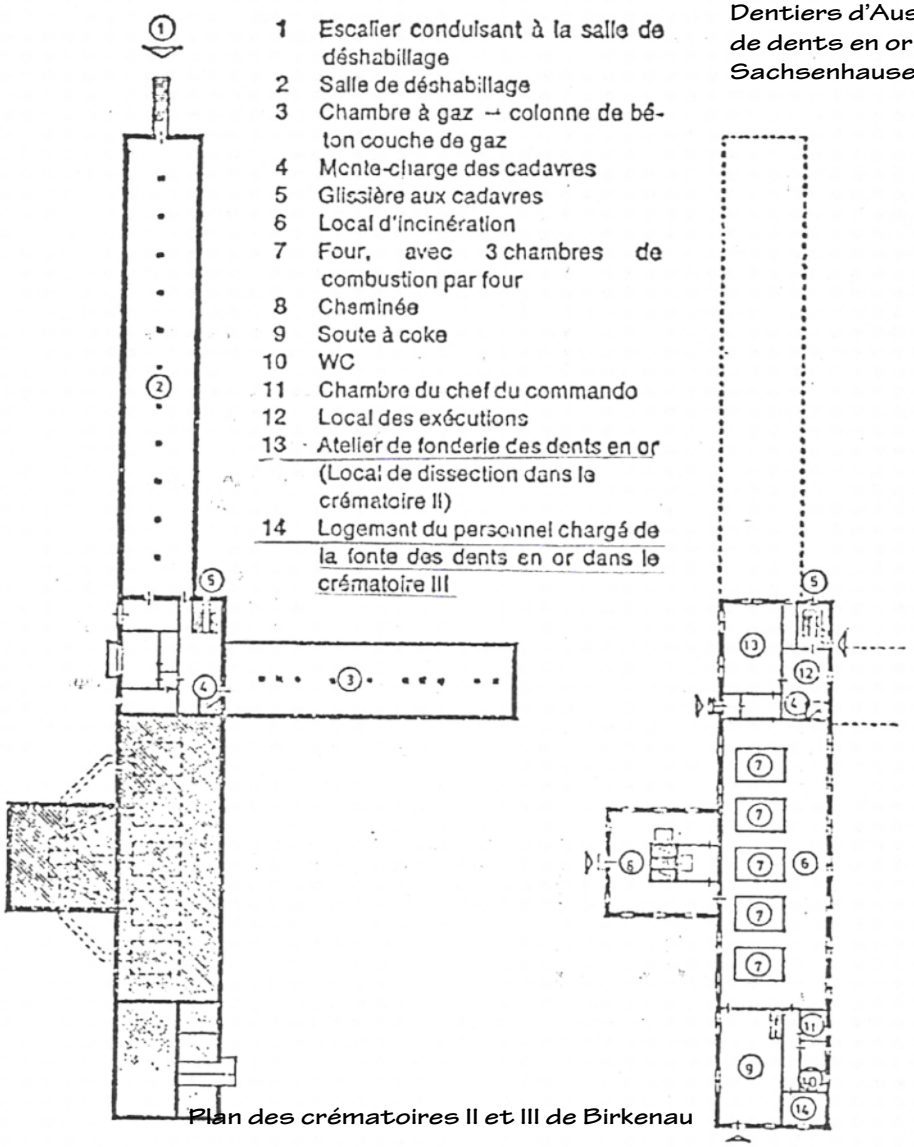
Auschwitz se dote aussi d'une fonderie d'or qu'il faut agrandir fin 1943, puis, déménager à Birkenau suite à l'augmentation des apports. Les dents en or récupérées à la sortie des chambres à gaz sont placées dans un seau d'acide sulfurique pour en dissoudre les chairs. Le métal récupéré est ensuite fondu dans des creusets en graphite pour obtenir des lingots en demi-pamplemousse de 500 g à un kilo ou en cylindres de 140 g.



Pavés d'or fondu à partir des dents en or des détenus décédés dans les camps de concentration



Dentiers d'Auschwitz et caisses de dents en or d'Oranienburg-Sachsenhausen (80 000 dents)



Plan des crématoires II et III de Birkenau

A l'été 1942, Puhl informe Albert Thoms, responsable de la division des métaux précieux de la Reichsbank, que les SS s'apprêtent à envoyer de l'or, de l'argent, des devises étrangères et aussi des bijoux. Puhl insiste sur la confidentialité de cette opération. Thoms appelle Pohl qui lui apprend que les livraisons se feraient par camions sous les ordres du SS-Hauptsturmführer Melmer.

« Max Heiliger »

La Reichsbank ouvre un compte spécial au nom de Max Heiliger en 1942, suite à un coup de téléphone du Général SS Frank au vice-président de la Reichsbank, Emil Puhl. Peu de temps après, Albert Thoms doit accuser réception des livraisons des pillages des SS, dont le montant après estimation est crédité sur le compte Max Heiliger qui n'existe pas. Ce n'est qu'un pseudonyme. Avec la débâcle allemande, ce compte est pour une partie attribué au service économique de la NSDAP dirigé par un homme de Bormann, Erich Von Hummel. C'est à la demande de Bormann que Puhl accepte ce transfert, Bormann ayant compris le secret du mystérieux compte début 1944.
Le rapport d'interrogatoire de Thoms, daté du 8 mai 1945, explique en détail l'organisation de la Reichsbank :

« Le chef de Brigade SS Frank m'a informé que les livraisons se feraient par camions, sous la direction d'un SS nommé Melmer. Je dois lui établir une quittance provisoire pour les caisses livrées. Melmer doit me signaler plus tard, sur quel compte, le montant des objets doit être crédité. A la livraison, les marchandises sont inventoriées et réparties dans les départements correspondants de la Reichsbank. Par la suite, une liste véritable des objets livrés est dressée et une quittance définitive est remise en mains propres à Melmer. Celui-ci m'informe que le montant des livraisons doit être versé sur le compte de Max Heiliger. Je signale la chose par téléphone à Patzer, directeur des comptes au Ministère des Finances, qui valide la transaction, que je confirme à Melmer, le 16/11/1942.
Le 26 août 1942, Melmer, vêtu de civil et accompagné de deux sentinelles SS en uniforme, achemine la première livraison : des conteneurs scellés qui sont ouverts au département des métaux précieux de la Reichsbank. Un des premiers signes de l'origine de ces conteneurs est l'estampillage de certaines caisses au nom des camps de concentration de provenance, Lublin et Auschwitz, notamment.
La dixième livraison, celle de novembre 1942, inclut pour la première fois de l'or dentaire. Les suivantes en contiennent d'importantes quantités, s'accroissant de manière inhabituelle. Les transports se font généralement la nuit, des bâtiments du WVHA à Berlin, vers la Reichsbank berlinoise. »

Le système Melmer

Le système Melmer est conçu pour vendre ce butin à l'étranger et acquérir ainsi les devises dont le Reich a besoin pour mener la guerre. Ces monnaies étrangères sont acquises par l'intermédiaire des banques suisses. Il y a en tout 76 ou 77 transports, chaque fois, un camion plein à ras bord. Des employés de la banque se saisissent de la marchandise et en remplissent des sacs marqués Reichsbank. L'or passe par les caves de la Reichsbank où il est fondu, remodelé, estampillé de l'aigle allemand, et antidaté - les tampons utilisés sont périmés et échelonnés de 1934 à 1938 - avant d'être livré par convois de camions dans les caves de la Banque Nationale suisse où il est stocké.

Salle des lingots d'or dans la Reichsbank à Berlin en 1941

La Banque Nationale Suisse, coffre fort du Reich

Le 8 mai 1940, la Reichsbank ouvre un compte à la Banque Nationale suisse, deux jours avant l'offensive de la Wehrmacht, à l'ouest. Il a été calculé que la valeur de l'or transféré par les nazis dans la Confédération a totalisé de 1 640 selon la Banque Nationale, à 1 716 millions de francs suisses, selon les douanes.

La chambre forte est une pièce carrée de 120 m², avec des armoires d'acier aux portes grillagées. Coulé en barres de 12 kg, l'or y est empilé. Chaque lingot porte l'estampille de la banque qui l'a refondu, garantissant son poids et sa pureté. Sur la porte de chaque armoire, un carton indique le nombre de barres et la banque d'origine. Une fois par semaine, trois responsables suisses viennent inventorier le stock. Le bâtiment est gardé par l'armée suisse. Pour régler les créanciers de l'Allemagne, l'or est transféré d'une armoire à l'autre. La grille allemande a été ouverte 110 fois pour placer dans les armoires 24 460 barres d'or et 225 fois pour les en sortir. Le nom du convoyeur a été donné par une note de la caisse centrale de la Reichsbank, en date de mars 1944. Il s'agit du conseiller ministériel, le Docteur Fritz Maede, représentant du ministère des Finances du Reich à Sigmaringen. Il se rend régulièrement à Berne pour surveiller les stocks d'or allemand et leur métamorphose en francs suisses. Une seule fois, son chef, Emil Puhl, vice-président de la Reichsbank, a accompli le travail sans lui, en janvier 1945, où il a apporté 7 tonnes d'or, affirmant son appartenance à des stocks d'avant-guerre. Mais, il s'agissait encore de dents en or fondues.

Menace de représailles des Alliés

En 1942-1943, les gouvernements alliés connaissent la provenance douteuse de l'or allemand. Ils menacent les pays neutres de sanctions économiques si ces derniers continuent d'accepter cet or. Le commerce d'or avec l'Allemagne est bientôt bloqué. Un véritable embargo voit le jour. Le vice-président de la Banque Nationale suisse a alors l'idée de *« transformer l'or allemand indésirable en or suisse très recherché ou en francs suisses acceptés partout et à la valeur stable »*. Le commerce et les importations allemandes reprennent aussitôt. L'Allemagne est un pays pauvre en matières premières. Avec les devises étrangères que la Banque Nationale suisse fournit aux Allemands en échange de leur or, les nazis peuvent acheter l'acier nécessaire à fabriquer des panzers et du tungstène pour renforcer leurs Messerschmitt, au Portugal, du fer et des roulements à bille utilisés dans la fabrication d'instruments de navigation aérienne, à la Suède, du manganèse à l'Espagne, des fournitures à l'industrie suisse comme de l'artillerie légère ou des mécanismes d'horlogerie pour les bombes et les obus, des machines de précision nécessaires aux usines d'armement.

En 1945, la Suisse se positionne

A partir du 8 mars 1945, les Suisses s'engagent à ne plus acheter d'or aux Allemands, à identifier et localiser le butin allemand, suite à un accord passé avec les Etats-Unis, la France, et la Grande-Bretagne. Au début d'avril 1945, alors que le Reich est partiellement occupé et sur le point de capituler, les Allemands doivent encore 17 millions de francs suisses. Le 13 avril 1945, la Banque Nationale suisse envoie un camion de son armée et un de ses directeurs à la frontière allemande, à Kreuzlingen, pour aller quérir le dernier chargement d'or du Reich. Elle a appris que 4 tonnes de monnaies et 2 tonnes de lingots ont été transportées à la filiale de la Deutsche Reichsbank de Constance, à quelques kilomètres de la frontière pour les mettre à l'abri des Russes. Mais, le camion helvétique se voit interdire l'accès au territoire allemand. Les banquiers suisses paient alors des ambulanciers américains. Le dernier or des nazis pénètre en Suisse dans un véhicule de la Croix Rouge.

Indemnités d'après-guerre

Des indemnités colossales sont toujours en pourparlers aujourd'hui 50 ans après. Le 25 mai 1946, l'accord de Washington voit les banquiers suisses finir par accepter la négociation. La Confédération accepte de donner 250 millions de francs suisses aux Alliés en indemnités, *« pour solde de tout compte »*. Mais, cet accord ne peut résoudre certaines questions, aujourd'hui toujours sans réponse. Il ne couvre pas l'identification et la restitution de l'or non monétaire fondu à partir des dents en or, et de bijoux volés. En effet, les Américains n'ont remis que 750 000 dollars de contre-valeur de l'or dentaire et des bijoux personnels pris sur les victimes de l'International Refugee Organization.

Une étude française évoque le chiffre de 17 tonnes d'or dentaire provenant des camps. Il aurait été récupéré 25 kg d'or dentaire pour Mauthausen sur toute la durée de la guerre, de 100 à 500 g/mois à Buchenwald sur la même période et 6 tonnes pour Auschwitz. A Treblinka, huit à dix kilos d'or ont été stockés dans des valises chaque semaine. Des études d'après-guerre ont démontré qu'il était enlevé en moyenne 5 dents par individu, à raison de 3 g d'or à 22 carats par dent, l'or obtenu après refonte n'excédant pas 2 à 3 g.

Cet or était destiné à l'effort de guerre. Mais, il a servi aussi à réaliser des prothèses dentaires aux officiers de la SS et il a fait l'objet de vols à tous les échelons de la hiérarchie nazie. C'est le docteur Hermann Pook (1901-1983), dentiste, qui est chargé au WVHA, de la récupération de l'or dentaire des camps. Il est condamné après la guerre à dix ans d'emprisonnement pour crimes contre l'Humanité, crimes de guerre et appartenance à une organisation criminelle. Ainsi, si la motivation idéologique des nazis est incontestable, la motivation économique l'est tout autant.

Der Standortarzt der Waffen-SS
W e i m a r

Weimar-Buchenwald, den 23.Mai 1944

R/AS.: 14 g /5.44 - Sch./Wi.

Betreff: Entfernung vom Zahngold bei Häftlingen.
Bezug : Befehl RF-SS v.23.9.40, dort.Geh.Tg.S.Nr.941/42 v.23.12.42,
D I 1 Am.: 14 e /9/Ot.U.

An das
SS-Wirtschafts-Verwaltungshauptamt
Amtsgruppe D - Konzentrationslager
O r a n i e n b u r g

Laut obigem Befehl wurde im Laufe des Monats Mai 1944 von verstorbenen Häftlingen in 30 Fällen

241,45 g Edelmetall (Gold)

entnommen. Diese Menge wurde dem hiesigen Verwaltungsführer gegen Quittung abgeliefert. Ein entsprechender Vermerk in den jeweiligen Häftlingsakten ist erfolgt.

Der Standortarzt der Waffen-SS Weimar

SS-Hauptsturmführer d.R.

Nrl. an:
Chef des Amtes D III, Oranienburg,
Lagerkommandant K.L. Buchenwald und
Verwaltungsführer K.L. Buchenwald.

D 93 Bericht über Entfernung von Zahngold bei toten Häftlingen im KL Buchenwald

Le médecin des Waffen SS
de la place de Weimar.

Weimar-Buchenwald, le 25 mai I944

R/ AS: I4 /5.44- Sch./ Wi.

concerne: Récupération de l(or dentaire des détenus.
Ref.: Ordre du Reich Fuhrer SS du 23.9.40 et du 23.I2.42
au service SS de l'économie
et de l'administration groupe D
C.C.d'Oranienburg
Sur la base de l'ordre mentionné ci-dessus, on a enlevé en mai I944 24I,45 gr.de métal précieux (or) pour 30 cas de détenus décédés. Cette quantité d'or a été remise au chef de l'administration locale. Une annotation, à ce sujet, a été faite sur les dossiers des détenus.
; Le médecin des Wffen SS de la place de Weimar.

Signature
SS Hauptsturmführer d.R.

Copie à : Chef du service D3 Oranienburg
Commandant du C.C.Buchenwald
Chef de l'administration du C.C.Bu

Récapitulatif mensuel du grammage d'or dentaire récupéré au camp de Buchenwald en mai 1944, envoyé avec ce dernier à l'économie SS à Berlin

Bibliographie :
Bower Tom, *Blood money : the Swiss, the Nazis and the looted millions*, Macmillan (ed.), Londres, 1997.
Commission Indépendante d'Experts Suisse, *Les transactions sur l'or pendant la Seconde Guerre Mondiale : vue d'ensemble avec statistiques et commentaires*, Conférence de Londres sur l'or nazi, Londres, 24 décembre 1997 (traduit de l'allemand).
Gedenkstätte Oranienburg-Sachsenhausen, Oranienburg, Allemagne, 2003.
Henry Charles, *La Suisse et le financement de la guerre, neutralité et sens des affaires*, in Seconde Guerre Mondiale 1939 – 1945, n°2, Puteaux, mai/juin 2002, p. 36 à 39.
Historia, *Les circuits de l'or nazi*, n°609, Paris, septembre 1997.
Kogon Eugen, *L'Etat SS : le système des camps de concentration allemand*, La Jeune Parque (éd.), 1993 (traduit de l'allemand).
Le Bor Adam, *Les banquiers secrets de Hitler*, Editions du Rocher, Monaco, 1997 (traduit de l'anglais).
Marguerat Philippe, *Or allemand – or allié 1940 – 1945*, in Revue Suisse d'Histoire, Schwabe & Co (ed.), vol. 47, n°1, Basel, 1997, p. 520 à 531.
Mémorial du Martyr Juif Inconnu – Centre de Documentation Juive Contemporaine, Paris, 2002.
Obadia Yves, *Pratique dentaire dans les camps de concentration*, Thèse Doct. Chir. Dent., Lyon, 1975.
Panstwowe Muzeum Auschwitz-Birkenau, Oswiecim, Pologne, 2001, 2003 et 2004.
Picaper Jean-Paul, *Sur la trace des trésors nazis*, Tallandier (éd.), Paris, 1998.
Riaud Xavier, *La pratique dentaire dans les camps du IIIème Reich*, L'Harmattan (éd.), Collection Allemagne d'Hier et d'Aujourd'hui, Paris, 2002.
Riaud Xavier, *Les dentistes allemands sous le IIIème Reich*, L'Harmattan (éd.), Collection Allemagne d'Hier et d'Aujourd'hui, Paris, 2005.
Rings Werner, *L'or des nazis. La Suisse, un relai discret*, Payot (éd.), Lausanne, 1985 (traduit de l'allemand).
Staatsarchiv Nürnberg, Nürnberg, Allemagne, 1999.
Ullstein Bilderdienst, Berlin, Allemagne, 2003.
U.S. Holocaust Memorial Museum, *U.S. and Allied Efforts to Recover and Restore Gold and Other Assets Stolen or Hidden by Germany during WWII*, Washington D.C., U.S.A., 2003.
Zahnärztliche Mitteilungen, *Deutsche Zahnärzte 1933 bis 1945*, Köln, 1996 und 1997.

Dr Hermann Pook (1901-1983)

Batterie 9./AR1716 « Les Perruques » de MAISY - WN83

par Jean Cotrez

La rubrique « béton » de votre Histomag a décidé de vous présenter, une nouvelle fois une batterie d'artillerie allemande située sur les lieux du débarquement du 6 juin.
Oui encore une batterie allemande. On connaît déjà les plus célèbres : celles de Longues, Crisbecq, Azeville, Merville etc... (voir HM précédents) mais connaissez-vous celles de Maisy ? Le « s » à celles n'est pas une faute de frappe ; en effet le petit village de Maisy en arrière de Grandcamp-Maisy (à l'époque Grandcamp-les-bains) a la particularité de posséder deux batteries d'artillerie. La première le WN 84 dit « la Martinière » (8./AR1716) est armée de 4 pièces de 100 mm d'origine tchèque placées sous casemate type R612 dont 3 seulement seront construites. Les embrasures des blockhaus sont orientées Nord-ouest en direction de la plage d'Utah que la portée des canons (environ 10 km) permet d'atteindre sans aucun problème.

La seconde, le WN 83 « les Perruques » est celle à laquelle nous allons nous intéresser. Située à quelques centaines de mètres au Nord-est de la précédente, elle a été mise au jour au milieu des années 2000 par un passionné anglais qui a racheté les terrains sur lesquels elle avait été érigée et après l'avoir presque entièrement dégagée, en fait maintenant profiter le public.

Le camp

AVERTISSEMENT :

Un débat parfois houleux a lieu au sujet de cette batterie. En effet selon le propriétaire les WN83 et 84 ne formaient qu'une seule batterie très redoutable et redoutée des Alliés, qui aurait bombardé Utah et Omaha (rapports à l'appui) et en tout cas plus dangereuse que celle de la pointe du Hoc, qui à ses yeux, n'aurait été qu'un leurre. Toujours selon le propriétaire, le site abritait un PC allemand et après les combats on y aurait retrouvé une forte somme d'argent, (avec le recul, il semble que ce soit simplement la solde des soldats du coin), des corps de SS et de paras du 506th régiment de la 101ème Airborne US. Il évoque également la présence d'une batterie anti-aérienne forte de 12 canons de 88, par ailleurs référencée nulle part. Ses détracteurs évoquent à ce sujet, la présence d'une « dummy battery », c'est-à-dire d'une fausse batterie faisant office de leurre...Si une telle batterie avait effectivement existé, on peut penser que la Luftwaffe aurait implanté au minimum, un blockhaus type L410A, correspondant à un blockhaus PC avec un officier, chef de batterie à demeure. Or il n'en est rien. De plus une telle batterie est souvent commandée par des radars type « Würzburg » et à ce jour aucune station radar n'a été mentionnée à proximité du site. Et 12 canons de 88 qui tirent sur une vague de 116 bombardiers, doivent normalement provoquer quelques dégâts. Qu'en est-il ?

Enfin le propriétaire affirme que la batterie était équipée de 6 canons alors que tous les documents mentionnent 4 canons. Il fait de plus allusion à la présence de 4 autres canons de 75...
D'un autre côté certains historiens et spécialistes de l'AW se demandent pourquoi si ce n'était qu'une seule batterie, les Allemands les ont distinguées dans la codification et mis en place deux commandements séparés. Ils démentent le rôle primordial de la batterie le jour J, revendiqué par le propriétaire des lieux. Certains ne voient dans ces affirmations qu'une opération de promotion visant à attirer l'attention des médias dans un premier temps et donc du public dans un second. Comme vous voyez les divergences d'interprétations ne manquent pas mais en tout état de cause, dans l'état actuel des connaissances sur ce site, il ne semble pas que l'on puisse affirmer que le site abritant les 2 batteries puisse être qualifié « d'un des site les plus importants de l'AW ».
L'Histomag ne prend pas position dans ce débat entre spécialistes et se contente de vous présenter cette batterie comme nous l'avons fait pour d'autres, en terme de bunkerarchéologie et rien d'autre. Nous emploierons le conditionnel lorsqu'une chose évoquée ne sera pas fermement démontrée.

PRESENTATION :

Cette batterie (9./AR 1716) se présente sous la forme approximative d'un carré de 300m de côté soit environ 9 hectares. Elle est située dans une légère dépression qui la rend invisible en observation directe depuis la mer, idem de la route menant à Grandcamp-Maisy. Aujourd'hui encore, étant sur le parking de la batterie, vous n'apercevez absolument rien alors que vous en êtes distants de quelques dizaines de mètres.
Le site est à une altitude de 30 m et à 1 800 mètres du rivage. Les 4 canons français Schneider de 155 récupérés par l'occupant et rebaptisés 15,5 cm sFH 414(f) étaient placés en encuvement et non sous casemate comme la plupart des batteries allemandes. A noter que la batterie possède 6 encuvements dont 4 sont en très bon état et 2 autres sont tout justes ébauchés. Il était prévu, par la suite de construire 4 casemates type R669 pour les abriter mais le déroulement de la guerre n'en laissera pas le temps à l'OT. L'inconvénient des encuvements est bien sûr leur vulnérabilité aux bombardements qu'ils soient aériens ou d'artillerie. La chose n'avait d'ailleurs pas échappé à Rommel puisque lorsqu'il est nommé responsable de l'AW fin 1943 et qu'il commence ses inspections sur le mur, il découvre avec surprise que beaucoup de batteries côtières sont à ciel ouvert comme celles de Merville, la pointe du Hoc et Crisbecq pour les plus connues.

C'est lui qui va mettre l'OT à contribution afin de placer tous les canons sous casemates. Cette décision tardive aura pour résultat que beaucoup de travaux, malgré l'embauche de centaines de milliers de travailleurs par l'OT, ne seront pas achevés à temps pour le jour J, et ce au bénéfice des alliés.

Par contre, l'avantage des encuvements est la possibilité de tirer tous azimuts sur 360°. L'emplacement de la batterie permettrait d'atteindre Utah mais la portée des canons de ces 155 n'est que de 11 300 m et cela met Omaha hors de leur portée. Ils pourraient toucher la pointe du Hoc ou à l'extrême limite et sans grande précision, le secteur « Charly » d'Omaha où aucun débarquement massif n'est envisagé. Des rapports contradictoires faits par certaines troupes débarquées sur Omaha affirment cependant qu'elles auraient été bombardées par la batterie.

On peut s'interroger sur le fait de savoir comment ces troupes ont pu déterminer que les obus provenaient d'une batterie située à plus de 11 km !
D'autant plus que pour bombarder une cible, il est bon d'en connaître la position même approximative. Or le poste de direction de tir de la batterie est tourné vers Utah beach. C'est un blockhaus type Vf6a sur le WN 87, situé à environ 2 km au Nord-ouest de la batterie. Donc les artilleurs de la batterie n'ont aucune idée des cibles à engager sur Omaha ou même sur la pointe du Hoc, plus à portée.
Ce que l'on sait par contre, c'est que la batterie a bien ouvert le feu sur Utah beach, largement à la portée de ses canons (4 km) en particulier sur la plage de Varreville.
Ce que l'on sait aussi c'est que les 2 WN 83 et 84 étaient entourés d'un seul et unique champ de mines (Mf 95). Mais ce détail ne suffit pas à conclure que les 2 WN doivent être considérés comme une seule batterie. L'explication rationnelle est que les 2 WN étant distants de 400 mètres, il était plus simple de ne poser qu'un seul champ de mines, simplifiant entre autres les chemins d'accès et autres chicanes à travers cette mortelle ceinture.

LES BLOCKHAUS DE LA BATTERIE :

Comme mentionné plus haut, cette batterie est à ciel ouvert. Donc les canons sont dans des encuvements avec des soutes à munitions attenantes pour les coups immédiats. Le reste des réserves de munitions se trouvent dans 3 soutes types Vf7b/SK dont une possède la particularité d'être desservie par un petit tunnel et qui est protégée par un tobrouck intégré à l'ouvrage. A noter la présence d'une grande fosse avec des fondations en béton, style rails avec des parapets maçonnés qui retenaient les éventuels éboulis puisque l'ensemble était

Encuvement avec canon de 15,5 cms FH18M Howitzer (canon non d'origine)

sous le niveau du sol. Ce sont les fondations classiques qui abritaient des baraquements légers, souvent en bois, réservés à l'administration ou au mess par exemple. L'utilisation de ce bâtiment sur le site n'est pas clairement définie.
Les autres constructions bien identifiées, référencées et visitables de nos jours sont :
2 abris type R622 pour 2 groupes de combats, 1 abri type R502 avec tobrouck côté gauche pour 2 groupes de combat avec une fonction PC de batterie.
Pour sa défense contre une attaque terrestre, la batterie, outre le champ de mine, possède 2 emplacements pour canons anti-chars de 50 KwK et un tobrouck Vf58c pour Mg. Sa défense aérienne très légère serait constituée de pièces de flak de 20mm.
Beaucoup d'autres constructions mineures dont on pense qu'elles ont eu pour rôles cuisines, salle de permanence pour le QG de la batterie, positions de défense légères, citernes d'eau ou autres abris « tôles métro » etc... ne méritent pas d'être développées car non significatives.
Sur le plan distribué aux visiteurs à l'entrée de la batterie, il est mentionné un hôpital qui aurait été détruit lors des combats pour la prise de la batterie le 9 juin 1944. Effectivement, il est bien et complètement détruit, donc très difficile de se faire une idée exacte de ce qui pouvait être construit à cet endroit. Il est possible que le terme hôpital soit un peu exagéré et que celui d'infirmerie dans un abri style well-blech, comme ce fût le cas dans nombres de WN ou Stp, soit plus approprié.

ABRI TYPE R502 :

Le R502 déjà présenté dans le HM nro 57 – 12/2008 est lui aussi un abri pour 2 groupes de combat type B (2 mètres d'épaisseur pour le toit et les murs). C'est « l'ancêtre » du R622. Celui de Maisy peut-être classé SK car il possède un tobrouck de protection extérieure côté gauche de l'ouvrage. Les 2 entrées protégées par un créneau de défense intérieure, se rejoignent dans un sas anti-gaz mais ce dernier contrairement au R622 ne possède qu'une sortie qui débouche dans la chambrée de gauche. Le 2 chambrées sont communicantes mais sans porte blindée entre elles et de la chambrée droite on accède à un petit local supplémentaire isolé, lui, par une porte blindée qui comprend soit une cloche blindée à créneaux d'observation, soit un périscope. Dans le cas de la cloche, la porte sera du type 434P01, dans celui du périscope ce sera une porte type 19P7. Ce local supplémentaire lui confère souvent le rôle de PC de batterie, comme à Merville, par exemple.

Face arrière du R502 avec son tobrouck côté gauche

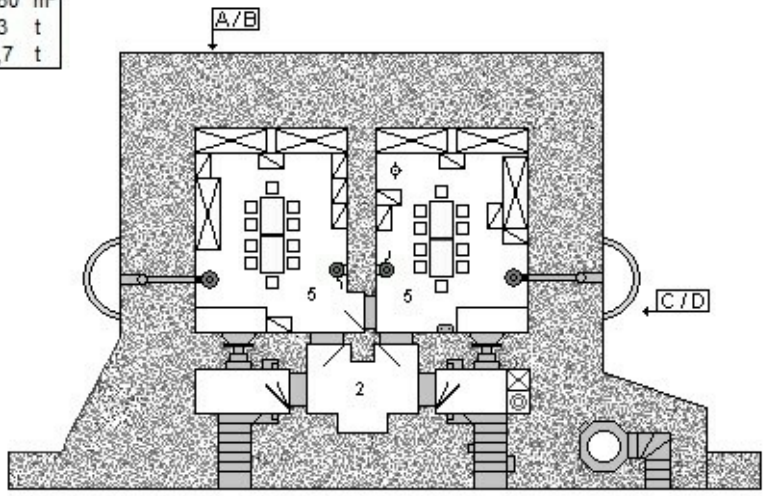
ABRI TYPE R622 :

Le R622 est un abri pour 2 groupes de combat de type B, c'est-à-dire dalle de toit et murs d'une épaisseur de 2 mètres, le radier faisant quant à lui 80 cm. La face arrière mesure 17 mètres de large incluant le tobrouck et sa face avant 12,60 mètres pour11,50 mètres de profondeur. Il nécessite 650 m³ de béton et 34t de ferraillage et profilés.
En plus du tobrouck situé côté droit de l'ouvrage avec accès extérieur, les 2 entrées sont protégées par des créneaux de défense intérieurs qui prennent chaque escalier en enfilade. Le tireur est situé dans les salles de repos. Les 2 entrées se rejoignent par des portes à double battants type 434P01 dans un sas antigaz qui lui-même possède 2 sorties, une dans chaque chambrée. Les 2 chambrées communiquent par une porte blindée type 19P7. Ces deux pièces sont prévues pour accueillir chacune 9 ou 12 hommes selon l'aménagement intérieur (2 modèles). Les soldats prennent place dans 3 ou 4 ensembles de 3 couchettes repliables. Les 2 pièces sont identiques.

622	ABRI POUR DEUX GROUPES DE COMBAT DOPPELGRUPPENUNTERSTAND
REGELBAU	TWIN GROUP SHELTER

Terrassement / Erdaushub / Excavation	1200	m³
Béton / Beton / Concrete	660	m³
Fer rond / Rundstahl / Steel	33	t
Fer profilé / Formstahl / Beam	3,7	t

© Patrick Fleuridas



Elles possèdent chacune un poêle pour le chauffage et un ventilateur manuel d'extraction d'air. Seule différence, la chambrée de droite possède un périscope débouchant à travers la dalle de toit.
L'ouvrage possédant 2 entrées séparées, il ne possède pas de sortie de secours.

LES HOMMES DE LA BATTERIE :

L'effectif nominal de la batterie des Perruques est de 52 hommes comprenant un officier, 10 sous-officiers et 41 hommes de troupe. Pour information celui de la Martinière est à peu près équivalent avec 5 hommes de troupe en moins. Ce sont là les effectifs de base et ils ne laissent en rien présager des troupes qui étaient sur le site lors de l'attaque de la batterie le 9 juin.

LA BATTERIE DANS LES COMBATS DE J-1 A J+3 :

La batterie a été traitée comme toutes les batteries côtières moyennes de la zone du débarquement. A savoir dans la nuit du 5 au 6 juin, 116 bombardiers lourds dont les Halifax du groupe français « Guyenne » larguent 592 tonnes de bombes sur le site. Au moment du raid, Maisy et ses alentours sont couverts par les nuages et le bombardement manque de précision. Il ne fait pas de gros dégâts sur la batterie par contre quelques bombes tombent sur le village et font plus de dix victimes civiles.

La batterie voisine de la Martinière plus légère, sera attaquée au petit jour entre 06h20 et 06h38 par des P47 « Thunderbolts »
Le jour J à l'aube, le croiseur HMS Hawkins est chargé de faire taire la batterie. Il y parviendra en partie seulement puisque le 9 elle tire encore sur Utah gênant les opérations de débarquement. Ce sont ces tirs qui auraient provoqués l'attaque américaine afin de la réduire définitivement au silence. Et ce sera chose faite ce 9 juin dans la matinée après l'attaque de la batterie par les rangers des compagnies A, C, F du 5ème bataillon de Rangers sous les ordres du Major Sullivan soutenus par le 743rd tank Battalion.
Les combats pour la prise de la batterie dureront près de 5 heures et les Américains perdront 18 tués durant l'assaut.

CONCLUSION :

Loin du débat de savoir si cette batterie a joué un rôle majeur ou mineur lors du débarquement, mais dans la première hypothèse, on en aurait entendu parler, il n'en reste pas moins que le travail réalisé par Gary Sterne reste remarquable et que tout amateur de fortification se doit de visiter cette batterie à ciel ouvert afin de comprendre comment était organisée une batterie allemande sur l'AW. Il est possible que cette batterie n'ait pas encore livré tous ses secrets et c'est très bien ainsi ! Cela signifie simplement que 68 ans après les faits, il reste nous reste encore des choses à découvrir. En vrac, cette batterie:
- était-elle un PC allemand important ?
- possédait-elle une batterie anti-aérienne lourde ?
- possédait-elle un « vrai » hôpital ?
- a-t-elle tiré sur Omaha ?
- a-t-elle joué un rôle quelconque du 6 au 9 juin avant sa chute ?
Peut-être que l'avenir nous l'apprendra. La morale de tout cela me semble-t-il, est qu'il faut savoir rester humble face à l'histoire.

Site : http://www.maisybattery.com/Home.html

Canon de 155 SFH 414 (f)

(source http://www.colleurs-de-plastique.com)

Ceux qui restaurent ... une Voiture !

La Citroën Traction Avant Modèle 11B de 1940

par Jean Cotrez

Pour ce 4ème volet de la série « Ceux qui restaurent... », nous allons pour une fois, quitter l'univers du béton et des fortifications pour nous tourner vers celui de l'automobile. Et quand on pense automobile et seconde guerre mondiale, un modèle nous vient immédiatement à l'esprit : la traction avant. Eh bien c'est l'histoire de la restauration d'une de ces vénérables tractions, que nous vous proposons de découvrir. C'est Eric Skrzypcsak, président de l'association en charge de la restauration de ce véhicule mythique qui va nous parler de ce projet qui sort vraiment de l'ordinaire.

Arrivée de « Titine » le 25 mai 2011

Histomag - En premier lieu, pourriez-vous vous présenter, vous, votre groupe et votre association ?

Eric Skrzypcsak - Je suis Eric Skrzypcsak, président de l'association une traction pour Jean Moulin. Je travaille au collège Jean Moulin de Montceau-les-Mines (71300) en tant qu'adjoint technique de recherche et de formation. Mon rôle est d'assister les enseignants de Physique et de SVT dans leurs travaux.
Notre club associatif est composé de 12 élèves du collège, les plus âgés étant maintenant en quatrième. Il s'agit de :

Yannick Chaumont 6e, Sylvain Becquet 5e, Tobias Lauer 5e, Paul Wieczorek 5e, Simon Later 4e, Florentin Perrette 4e, Aurélie Brockly 4e, Alice Huang 4e, Valentin Laroze 4e, Philippe Cousin 4e, Matteo Sallami 4e, Juan Aymard 4e.

Ceux qui sont aujourd'hui en quatrième, nous suivent depuis deux ans.
Je suis le seul membre adulte du collège qui participe encore à ce projet exigeant et ambitieux. Un groupe d'une dizaine d'adultes plus ou moins impliqués complète celui-ci, dont deux qui possèdent une Citroën traction avant, Eric et Robert.
J'ai été pendant presque dix années maître auxiliaire en construction mécanique, mathématique et sciences physiques (jusqu'en 1995).

HM - Comment vous est venue cette idée originale ?

ES - Lors de la rentrée 2010 j'ai éprouvé le besoin d'avoir à nouveau un contact direct entre les élèves et un projet. Quoi de mieux que de créer un club au sein du collège.
A partir de ce moment, une réflexion est née. Je devais trouver un lien entre mes passions, mes convictions et le collège Jean Moulin.
Jean Moulin était un résistant célèbre, mon grand père (mineur cafetier) et mon oncle ont été arrêtés par la police française puis déportés et ont connu la même fin tragique et de souffrance que celui-ci. J'aime les objets anciens dont les motos et les véhicules (j'ai restauré de A à Z un scooter Terrot de 1953).
Et c'est tout naturellement qu'est venu l'idée de restaurer le véhicule préféré des résistants, la traction qui a été produite de 1934 à 1957, pour en faire un véritable mémorial roulant en l'honneur de Jean Moulin et de la résistance française.
Dès lors, sans aucun moyen et avec comme seul atout la foi de nos convictions, la jeunesse de nos membres, ce projet et cette quête folle sont nés avec pour seul fil conducteur de permettre à nos jeunes collégiens une ouverture originale sur le devoir de mémoire. Ainsi est né le groupe Cervantès (nous n'avons pas, par respect, voulu prendre un vrai nom de groupe de résistants), le surnom des petits Don Quichotte de la traction a suivi tout naturellement. Chacun des jeunes qui ont commencé l'aventure a reçu le nom d'un membre de la distribution de l'homme de la Manche, comédie musicale de Jacques Brel : Simon Don Quichotte, Aurélie Dulcinéa, Sancho, le docteur Carrasco, le barbier, l'aubergiste, etc.
D'ailleurs le grand Jacques est sans doute un peu à l'origine du nom de Titine, surnom de notre traction 11B sortie d'usine le 17 janvier 1940 ; car on l'a cherché longtemps aussi derrière nos écrans d'ordinateurs.

Eric Skrzypcsak

Restauration

HM - Comment avez-vous réussi à intéresser puis à impliquer des élèves de 12 ans dans un tel projet, y compris des jeunes filles?

ES - Jje me suis déplacé dans toutes les classes de sixième du collège et j'ai expliqué les multiples facettes de ce projet unique : l'histoire, le journalisme, les visites liées, les liens intergénérationnels importants, l'ouverture au monde réel et sur l'entreprise, la gestion et le sponsoring.....et la mécanique.
Le but du jeu sera de faire le maximum en toute sécurité avec les élèves et de suivre tous ensemble l'évolution des autres travaux. Quoi qu'il arrive, ce serait une expérience très enrichissante et un parcours qui devrait trouver une bonne place dans leurs futurs CV.
Dix élèves ont répondu à cet appel et la plupart sont toujours avec Titine en ce moment. Malheureusement notre projet navigue à vue dans un contexte économique morose et difficile et toutes nos démarches en sont affectées ; ce qui d'une certaine façon donne encore plus de mérite à tous nos jeunes qui s'accrochent à leurs rêves et qui redoutent pourtant de ne plus être présents lorsque Titine retrouvera de sa superbe d'antan

HM - Comment avez-vous trouvé la perle rare (Titine) ?

ES - Comme je l'ai dit, nous sommes parti de rien et donc sans un sou. Le pari semblait être impossible pour beaucoup, le doute est apparu.
Nous avons passé la première année scolaire, à partir de novembre 2010 à travailler uniquement derrière les écrans de PC.
L'objectif de nos jeunes était de nouer des contacts avec les clubs de possesseurs de tractions et d'essayer de trouver un véhicule authentique ayant circulé pendant la Deuxième Guerre mondiale. Au fur et à mesure de nos recherches, 7 forums spécialisés sur Citroën et sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ont été contactés dont celui du « monde en guerre ».
C'est là qu'un habitant de Châteauroux s'est déclaré prêt à nous donner une Citroën traction avant de 1940 et en plus la version 11B la moins courante. Sa seule exigence était de garantir la vie future du véhicule. Nous nous sommes donc transformés en association avec un statut garantissant celle-ci en cas de dissolution. L'avenir de Titine ne sera plus auprès d'un privé quoi qu'il arrive mais dans un musée....
Le 25 mai 2011, Titine arrivait au collège sur un plateau, accompagnée par une escorte de tractions de la traction universelle du centre dont le président est J.P.Jodeau.
L'aventure n'était plus un rêve inaccessible. Titine de couleur rouille est un véhicule totalement d'origine avec son moteur (marquage de fonderie du 9/01/40) et sa robe de dentelle. Elle est sortie de l'usine le 17/01/1940 comme l'atteste le conservatoire Citroën mais elle a besoin d'être entièrement restaurée...

Le groupe de restaurateurs

HM - Quels sont vos principaux soutiens, tant techniques (connaissances en mécanique) que logistiques et financiers pour trouver des pièces détachées et ensuite les acheter ?

ES - La mairie de Montceau-les-Mines nous aide. C'est une des rares villes médaillées de la Résistance.

L'agence locale Citroën est l'un de nos partenaires, son directeur est monsieur Pierre Rodriguez.
Quelques autres partenaires nous aident mais il nous faudrait presque deux décennies pour atteindre le budget espéré.

La société RESTOM de Louhans spécialisée en produits de restauration pour véhicules anciens a accepté de nous fournir gracieusement ; bravo.

Notre projet a été validé par la Fondation du Patrimoine de Bourgogne et nous espérons beaucoup sur cette souscription et les aides fiscales liées.
Une subvention vient de nous être accordée par la Direction de la mémoire, du patrimoine et de l'action éducative du ministère de la Défense; c'est aussi une certaine reconnaissance de la valeur de notre projet.
Coté technique, je possède moi même un DUT de génie mécanique et je peux donc maîtriser certains problèmes techniques. Deux de nos membres adultes possèdent une traction et ont de bonnes notions pratiques.

Nous pouvons aussi compter sur les renseignements et l'aide ponctuelle de nos amis de la traction du centre et sur le réseau des forums. Nous possédons aussi sur CD le dictionnaire de la réparation de la 11B où chaque réparation est parfaitement détaillée.
Ce qui nous manque le plus, ce sont les outils spécifiques d'époque. Nous avons l'intention de demander l'aide technique de l'IUT du Creusot, section mécanique, pour nous refaire certain outillage «d'origine».

HM – Parlez-nous du déroulement de la restauration de « Titine ».

ES : à partir de septembre 2011, nous avons procédé avec les élèves au démontage complet du véhicule et commencé le traitement de certaines pièces. A la rentrée 2012, chaque jeune membre a reçu une pièce qu'il devra entièrement restaurer, dégraissage, désoxydation et jusqu'à la peinture finale au pinceau. Ce sont des pièces internes au véhicule.
La carrosserie mise à nue est en attente des fonds nécessaires car c'est évidemment la base et le support de tous futurs avancements. Nous sommes donc face à un dilemme, commencer la restauration de la carrosserie et ne plus avoir de ressources pour le reste et les autres achats nécessaires ou attendre et risquer le "chômage technique".

« Titine » sur cales avec une partie de l'équipe

HM - Quand votre projet sera arrivé à son terme, que deviendra « Titine » ?

ES - L'avenir de Titine est de devenir un véritable mémorial roulant et une ambassadrice du devoir de mémoire auprès de la jeunesse. Elle participera à des cérémonies symboliques et de commémoration avec, si l'avenir nous l'accorde encore, quelques anciens de l'époque à l'intérieur. Des projets ont été déjà évoqués par les jeunes, se rendre dans les autres villes médaillées de la Résistance, faire certains tronçons de la ligne de démarcation.....
On peut imaginer les membres du club habillés en résistants prendre le relais des anciens résistants, grâce aux témoignages recueillis, et la curiosité suscitée par l'arrivée tonitruante d'une belle traction FFI dans leur école. Il n'y a pas photo comme dirait Valentin, bientôt 13 ans.

HM - Quelles ont été les réactions des parents d'élèves à votre projet ?

ES - Favorable, d'autant que plusieurs des parents de nos jeunes ont eux-mêmes adhéré à l'association. Les enfants, afin de les responsabiliser et de cimenter le groupe, cotisent symboliquement à l'association : 3,50 euros. Les parents, je le pense vraiment, observent les bienfaits du club sur la sociabilité de leurs enfants au collège et en général. Nos jeunes n'ont pas de problème d'adolescence particulier et ne sont pas en échec scolaire, bien au contraire.

HM - Avez-vous eu le soutien de l'éducation nationale dans votre projet ? Si oui, sous quelle forme ?

ES - Le soutien est limité pour l'instant à l'hébergement, ce qui à la vue du projet n'est pas rien ! Nous avons donc un local à disposition dans le collège où nous réalisons nos travaux. Madame Bonnard, Principale du collège, a eu l'audace d'accepter l'idée de notre projet et nous lui devons donc réellement notre existence et la liberté dont nous disposons. Nous la remercions vivement.
Des subventions sont demandées par elle-même pour permettre au club traction de faire une sortie pédagogique par an (exemple déplacement au mémorial de Caluire, au musée Berliet,...).
Sinon question budget, financement propre à l'activité de notre club, rien n'est planifié ni voté au sein du collège. Nous nous débrouillons donc seuls, en particulier pour les achats de marchandise.
Aucune prime, heures supplémentaires, ... ne sont accordées aux adultes encadrant ce projet, donc tous sont entièrement bénévoles, moi compris. Si ce n'est que je m'occupe seul de ces jeunes pendant mon temps de travail deux fois une heure par semaine.

Une salle de classe pas comme les autres

HM - Dans quel cadre effectuez-vous la restauration ?

ES - Nous nous réunissons tous les lundis et jeudis de 12h30 à 13h30 dans une ancienne salle de technologie du collège qui possède des boutons d'arrêt d'urgence du courant, une trappe d'aération ainsi qu'un ancienne hotte allongée type forgeron. La place est suffisante et le local est sous alarme.
Pour les plus assidus de nos jeunes et ceux qui peuvent se déplacer, nous proposons aussi une séance le vendredi de 17h30 à 19h30 avec tous les adultes disponibles

HM - Il semble que votre projet commence à être connu et reconnu. En suivant le fil de la restauration que vous entretenez sur le forum « le monde en guerre », on vous voit côtoyer des hommes politiques, on vous voit dans les journaux, et maintenant votre projet est recensé sur le site de la délégation du patrimoine de Bourgogne apte à recueillir des fonds pour vous. Parlez-nous de ces différents évènements et comment fonctionne le système de dons.
Cela vous met à vos élèves et à vous, une certaine pression non ? Vous n'avez plus le choix, vous devez aller au bout du projet ?

ES - Un tel projet a besoin d'être reconnu et soutenu par la classe politique locale, c'est un catalyseur essentiel et nécessaire à notre réussite. Dès le début, nous avons essayé de faire connaître notre projet via Internet à un maximum de personnes. La Fondation du Patrimoine a répondu favorablement à notre contact puisqu'elle a par la suite retenu notre projet et l'accompagne maintenant avec une souscription nationale ouverte à tous.
Ceci prouve par ailleurs l'intérêt et la valeur du projet en lui même qui bénéficie en quelque sorte d'une reconnaissance et d'un label indirect de l'Etat.
La Fondation du Patrimoine est reconnue d'utilité publique et elle procure aux donateurs certains avantages. Le premier est une garantie et une assurance sur le résultat et sur l'affectation des dons ; l'argent n'est reversé au projet que lorsque les travaux ont été réalisés (cahier des charges) et vérifiés.
En second, l'état accorde un coup de pouce fiscal par le biais d'une déduction fiscale (voir tous les détails sur le site de la Fondation). Nous espérons un réel élan de soutien sur ce projet innovant. Les temps sont difficiles et nous comptons sur chacun d'entre vous !
Cette quête nous procure depuis le début une pression importante et notre moral est parfois chahuté mais nous n'avons pas le droit au renoncement sur un tel projet. Nous devons le réussir pour nos aïeux, nos jeunes, Titine et l'image d'un certain monde que l'on espère encore.
Nos jeunes ont d'ailleurs beaucoup de mérite à continuer sans faiblesse cette aventure car les sollicitations internes au collège sont nombreuses, foyer convivial avec baby-foot, football dans la cour de récréation,....Quand je les vois gratter ces pièces encrassées, je suis souvent admiratif et fier d'eux. Je profite donc de cette occasion pour le dire haut et fort.

Avec monsieur le député-maire Mr Mathus le 13 décembre 2011

HM - Des anecdotes à relater ?

ES: Simon : « La personne, devenue depuis un ami qui nous a donné cette traction a une longue barbe. Nous lui avons donc donné le surnom affectueux de « père Noël ». Par moment, ce n'est pas facile de nettoyer les pièces, plus on en enlève et plus il en reste ! »

Valentin : « Je ne pensais pas qu'une traction pouvait être aussi confortable et aussi rapide. Nous avons fait presque 200 km dans une traction 15H et Eric en Xantia HDi n'a pu nous suivre dans une zone à virages. Il faut dire aussi que le conducteur était un pilote suisse du rallye de Monte Carlo historique, en traction 15/six d'époque. »

Philippe : « Nous avons eu l'occasion de parler devant une assemblée de 100 personnes. Maintenant le contact avec les adultes me fait moins peur et les personnes âgées sont souvent les plus sympathiques. »

Florentin : « Nous avons déplacé pour une journée la carrosserie de Titine à une manifestation locale. Ce fut une sacrée expédition. Souvent, nous retournons en cours avec des traces noires sur le visage et cela fait rigoler Juan : « Parfois des hommes genre Men in black, sans les lunettes, viennent nous voir alors lorsqu'on se déplace, nous aussi on sort les costumes et Simon sa belle cravate. J'ai eu l'occasion de monter dans une traction FFI à gazogène (copie) et j'ai pu manier les mitraillettes factices. »

Mattéo : « J'adore monter dans une traction et on rigole bien ensemble. Une fois, on avait tellement bu d'eau l'après midi que pendant le retour, on a été obligé de s'arrêter très souvent, les moteurs et adultes chauffaient en cœur, trop drôle ! »

Alice : « Eric est dégoûté, pour un rien, il se salit et moi pas ! »

HM - Quelle est la bonne question que je ne vous ai pas posée ?

ES - Peut-être celle de savoir si nous ne voulons pas aller trop vite ?
En effet, un particulier peut remettre ses travaux à plus tard, une association n'en a pas la possibilité. Il faut que cela bouge sans discontinuité sinon l'intérêt des membres diminue et l'association risque la dislocation.
Nous savons que nos jeunes grandissent et qu'ils ne resteront pas indéfiniment au collège. Nous devons donc essayer d'aller le plus rapidement possible car nous avons tellement envie de leur faire ce plaisir de participer à l'aboutissement du projet. Nos problèmes de trésorerie sont un frein à l'avancement idéal du projet. La souscription est donc pour nous importante.
Merci d'y participer et de la faire connaître suivant vos possibilités. Tous ensemble, sauvons Titine !

Liens :

Vers le blog : http://une.traction.pour.jean.moulin.over-blog.com/
Pour contacter l'association : une-traction-pour-jean-moulin@gmx.fr
Pour faire un don : http://www.fondation-patrimoine.org/fr/bourgogne-5/tous-les-projets-292/detail-traction-avant-citroen-13125

Le 25 mai 2012, commémoration de la création du CNR

Le coin des lecteurs

par Vincent Dupont

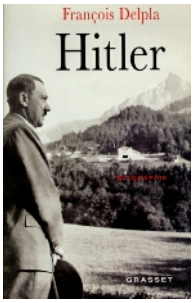
Bonjour à toutes et à tous,

Comme de coutume nous souhaitons vous recommander quelques ouvrages en rapport avec la thématique du dossier spécial de ce numéro, puis nous vous présenterons plusieurs ouvrages sortis (ou sur le point de sortir) qui ont retenu l'attention de la rédaction. Nous allons vous les présenter en espérant qu'ils vous plairont tout autant !

Le coin lecteurs

Commençons d'ailleurs avec l'ouvrage publié en 1999 mais qui reste une référence biographique sur la vie d'Adolf Hitler, différant de l'analyse que les autres historiens nous proposent traditionnellement :

Hitler
par François Delpla
Editions Grasset
541 pages – 27 euros

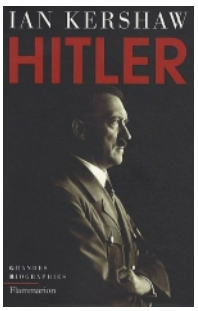


En effet une multitude d'ouvrages ont déjà été consacrés à Hitler, mais la démarche qu'a entreprise François Delpla depuis plusieurs années diffère tant par sa méthode que par ses sources. Jusqu'alors, en effet, la personnalité de Hitler n'était rattachée qu'à l'horreur des crimes commis par son régime, sans chercher à comprendre le caractère réfléchi de l'appareil nazi et de son chef. Seules ses perversions étaient mises en avant éludant le but précis recherché par l'individu dès 1919 et mis en œuvre avec persévérance et habileté. En résumé cette biographie prend Hitler au sérieux, non comme un fou dont on ne peut (ou on ne veut) pas comprendre la logique. Un excellent ouvrage qui renouvelle la perception que l'on peut avoir du « Führer ».

Il est à noter que le 25 janvier prochain, François Delpla, en écho au dossier présenté dans ce numéro, publiera aux éditions Pascal Galodé un nouvel ouvrage intitulé « 30 janvier 1933 : Hitler, la véritable histoire », reprenant et complétant l'étude réalisée ici.

Une autre excellente biographie de référence sur Adolf Hitler est incontestablement :

Hitler
par Ian Kershaw
Editions Flammarion – Collection "Grandes biographies"
1200 pages – 30 euros



Comment Hitler a-t-il été possible ? Comment un désaxé aussi bizarre a-t-il pu prendre le pouvoir en Allemagne, pays moderne, complexe, développé et culturellement avancé ? Comment a-t-il pu, à partir de 1933, s'imposer à des cercles habitués à diriger, bien éloignés des brutes nazies ? Comment a-t-il réussi à entraîner l'Allemagne dans le pari catastrophique visant à établir la domination de son pays en Europe, avec, en son cœur, un programme génocidaire terrible et sans précédent ? La réponse à ces questions, je ne l'ai trouvée qu'en partie dans la personnalité de l'étrange individu qui présida aux destinées de l'Allemagne au cours de douze longues années. Hitler, ceux qui l'admiraient comme ceux qui le dénigraient en convenaient, était une personnalité extraordinaire. Il avait de grands talents de démagogue, ainsi qu'un œil sûr, qui lui permettait d'exploiter implacablement la faiblesse de ses adversaires. On peut l'affirmer avec certitude: sans Hitler, l'histoire eût été différente. Avant 1918, pourtant, rien n'atteste l'exceptionnel magnétisme qu'on lui reconnut par la suite. Les membres de son entourage voyaient en lui un personnage un brin méprisable ou ridicule, certainement pas un homme promettant de devenir le futur chef de la nation. Tout changea à compter de 1919. Il devint l'objet de l'adulation croissante et, peu à peu, presque illimitée des masses, tout en suscitant une haine intense chez ses ennemis. Cela donne à penser que la clé de l'énigme est à chercher moins dans la personnalité de Hitler que dans les changements vécus par la société allemande elle-même, traumatisée par une guerre perdue, l'instabilité politique, la misère économique et une crise culturelle. A toute autre époque, Hitler serait certainement resté un néant.

Source : Présentation de l'éditeur

Le coin lecteurs

Bien que datant un peu nous ne pouvions présenter les ouvrages en rapport avec notre dossier en oubliant ce qui fut longtemps une référence vu le peu de référence en français sur le sujet, présentant bien la trame de fond des évènements :

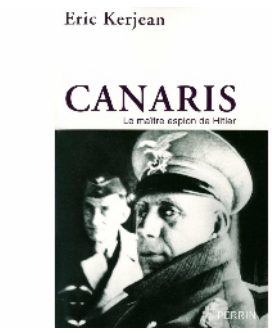
La prise du pouvoir par Hitler 1928-1933
par Paul-Marie de la Gorce
Editions Plon
392 pages – On peut le trouver facilement et à peu de frais chez des bouquinistes ;-)

Le 30 janvier 1933, Hitler devenait chancelier du Reich. Ainsi commençait la tragédie qui ne s'acheva que douze ans plus tard. Tragédie pour l'Europe et pour le monde mais, d'abord, pour l'Allemagne elle-même. Cinquante ans ont passé. Après tant d'interprétations inspirées par les préjugés nationaux ou les schémas des idéologies, le moment est venu de répondre aux questions que, dans l'Europe réconciliée où nous vivons et parmi les générations les plus jeunes, on se pose sur la prise du pouvoir par Hitler : comment le peuple allemand, l'un des plus civilisés du monde, a-t-il pu laisser s'accomplir l'évènement le plus désastreux de son Histoire ? Comment la République de Weimar, qui connut l'une des phases les plus brillantes de la culture allemande et européenne, a-t-elle pu céder la place au régime nazi, totalitaire et raciste ? Ce livre reconstitue minutieusement les faits et décrit, à chaque étape, le comportement des acteurs de cette Histoire : les politiques, les dirigeants et les militants des partis, les journalistes, les écrivains, les banquiers et les industriels, le Parlement, l'armée, les communautés protestante, catholique et israélite, enfin les hommes et les femmes d'Allemagne qui votèrent pour ou contre Hitler.
Cette enquête historique renverse bien des clichés sur l'Allemagne des années 1928-1933. Elle montre ce que fut l'engrenage qui conduisit un pays libre, démocratique et moderne à la plus sombre des dictatures. Elle suggère aussi comment une crise économique exceptionnelle peut déboucher sur une catastrophe politique – et, par-là, elle prend une singulière actualité.

Source : Quatrième de couverture (1983)

Enfin, personnage important de cette période, la personnalité de l'amiral Canaris, abordée dans ce dossier, peut être approfondie grâce à cet ouvrage très complet :

Canaris, le maître espion de Hitler
par Eric Kerjean
Librairie Académique Perrin
224 pages – 20 euros



Rares sont les hommes dont le parcours semble aussi ambigu que celui de l'amiral Canaris. Incontestablement, cet ami intime de Heydrich a fait de l'Abwehr, les services secrets militaires de Hitler, une redoutable machine de domination au service du IIIème Reich. Et pourtant, dès 1938, Canaris réussit à s'imposer comme la figure tutélaire de la résistance au sein de la Wehrmacht. Il est vrai que, sans jamais intervenir directement dans les projets de l'opposition, le chef de l'Abwehr a toujours eu connaissance de son existence et de ses objectifs. C'est pourquoi, de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, journalistes et historiens le présentèrent comme le chef de file de la résistance allemande au Führer. Faux, rétorque Eric Kerjean : il est le parfait nazi, convaincu, déterminé et loyal. La "résistance" de Canaris est un mythe. Grâce à une relecture complète des archives et à travers un récit digne d'un roman d'espionnage, l'auteur démontre que ce maître du double jeu laissa en réalité son service de renseignements se transformer en haut lieu de la résistance pour mieux la contrôler. Génie du contre-espionnage, il l'intégra comme un espion infiltre un groupe ennemi : pour le manipuler et l'empêcher d'agir. Contrairement à la vulgate qui fait de Canaris un traître à Hitler, il fut son meilleur serviteur et son plus grand protecteur.

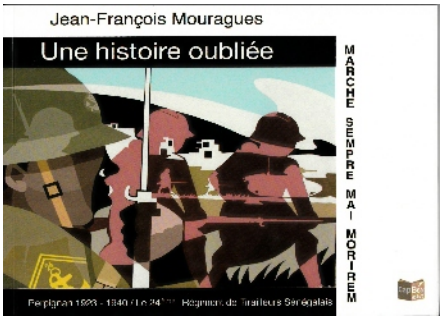
Source : Présentation de l'éditeur

Le coin lecteurs

Passons maintenant aux ouvrages qui ont suscité notre intérêt et qu'il convient de présenter.
Tout d'abord un ouvrage consacré aux tirailleurs sénégalais dans la catégorie « beaux livres » richement illustré certes, mais très bien fait, et qui devrait sortir prochainement :

Une histoire oubliée – Perpignan 1923-1940 / Le 24ème Régiment de Tirailleurs Sénégalais par Jean-François Mouragues

Cap Bear Editions
23 euros



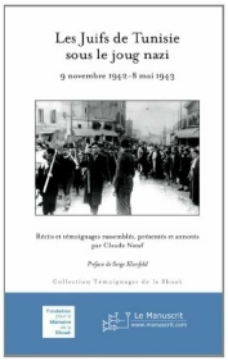
Cette « histoire oubliée » du 24ème Régiment de Tirailleurs Sénégalais sort d'un oubli opportun et pesant, une page ambiguë de notre histoire de France. Qui étaient, depuis les guerres coloniales jusqu'à l'Empire et la décolonisation, tous ces français aux origines lointaines et multiples venus mourir en terre de France ?
Les tirailleurs sénégalais qui furent en garnison à Perpignan en sont un exemple notoire. Ces hommes venus du continent africain sont morts sur le sol de France pour la France. Le lecteur voyage dans « l'amnésie de l'histoire » pour découvrir ces soldats qui durant dix-sept années constituèrent les troupes du 24ème Régiment de Tirailleurs Sénégalais. Héros de la Grande Guerre participant aux combats meurtriers de Verdun et de Reims en 1916 et 1918, acteurs sans gloire face aux républicains espagnols, héros perdus et sacrifiés de la débâcle de 1940, ils seront les premiers combattants de la France Libre. Gratifiés des attributs de « chair à canons », « d'indigènes » et même plus récemment de « mercenaires », ces hommes serviteurs de la France jusqu'à l'ultime don de soi, s'imposent en acteurs légitimes de ce travail de mémoire. Ce travail, documenté et précis, de Jean-François révèle et démontre au-delà d'une histoire exhumée de l'oubli, la somme de ces différences qui construisent l'idée universaliste et lui donne du sens.

Source : Quatrième de couverture

On les connait peu, on pense souvent que les Juifs furent persécutés uniquement en Europe mais malheureusement quand les forces de l'Axe occupèrent la Tunisie de novembre 1942 à mai 1943, ils furent aussi touchés par la barbarie nazie :

Les Juifs de Tunisie sous le joug nazi
Récits et témoignages rassemblés, présentés et annotés par Claude Nataf

Editions Le Manuscrit
358 pages – 25,90 euros



A la veille de la Seconde Guerre mondiale, 90 000 Juifs vivaient en Tunisie. Entre novembre 1942 et mai 1943, le pays fut occupé par les forces de l'Axe. Les Juifs connurent alors « l'angoisse, les rançons, les pillages, les souffrances du travail forcé et des dizaines de morts » (Serge Klarsfeld).
L'action anti-juive était dirigée par le colonel SS Walter Rauff. Ce dernier avait été responsable de la mort de centaines de milliers de Juifs, assassinés dans des camions à gaz (ancêtre des chambres à gaz) des pays baltes à la Yougoslavie.
En Tunisie, l'objectif était également de mettre en œuvre la « Solution finale ». Quelques personnes furent ainsi déportées vers l'Europe. L'avancée des Alliés et leur domination militaire ont heureusement contrarié les plans nazis.
Cet ouvrage regroupe plusieurs témoignages, dont celui de Maximilien Trenner, interprète en charge des relations avec les Allemands et celui de Georges Krief, jeune avocat. Il présente des récits sur les camps de travail comme celui de Bizerte, directement géré par les SS, ou ceux qui dépendaient de l'armée italienne. Le sort des Juifs de Sousse et de Sfax y est également évoqué.

Source : Communiqué de presse

Le coin lecteurs

Notre précédent numéro consacré à la France Libre ayant à peine quitté les mains de la rédaction que sortait un ouvrage portant sur les cinq communes compagnon de la Libération qui auront désormais à charge de faire perdurer l'âme de cet ordre, nous nous devions de vous le présenter :

La Flamme de la Résistance (Collectif sous la direction de Vladimir Trouplin)

Editions du Cherche Midi
320 pages – 14,50 euros

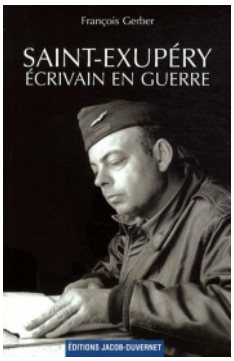
Qu'ont donc en commun la capitale de la France, celle du Dauphiné, un village du Vercors, la plus grande métropole de Bretagne et une petite île du Finistère ? Avoir été honorés par la plus rare et la plus prestigieuse décoration française de la Seconde Guerre mondiale : la croix de la Libération.
Aujourd'hui, ces communes portent témoignage pour les générations futures de leur combat, des crimes commis par l'occupant nazi et le régime de Vichy et des hauts faits qui leur ont valu d'être nommées compagnon de la Libération ainsi que 1 038 hommes et femmes et 18 unités combattantes.
De l'exécution des « 50 otages » à Nantes à la libération de Paris, du ralliement collectif des Sénans au général de Gaulle, des coups d'éclat des combattants de l'ombre à Grenoble au drame du Vercors, huit historiens, spécialistes de ces années sombres, nous livrent des synthèses historiques de haut niveau.
Leur récit, émaillé de plus de 200 illustrations, dont plusieurs inédites, porte aussi sur la mémoire de cette époque dramatique qui s'est construite dès la fin de l'Occupation, à Nantes, Grenoble, Paris, Vassieux-en-Vercors et sur l'île de Sein.
Au moment où les derniers Compagnons disparaissent, les uns après les autres, l'oubli serait une seconde mort, encore plus cruelle. C'est pourquoi, à partir du 16 novembre 2012, le Conseil national des communes Compagnon assurera la pérennité de la mémoire de l'ordre de la Libération.
Ce livre officiel rend hommage aux Compagnons de la Libération et à tous ceux, résistants, déportés et combattants de la Seconde Guerre mondiale qui ont participé à la Libération de la France.
Ce livre adresse un message d'espoir et de paix à notre jeunesse, mais aussi au monde, pour que ne s'éteigne pas « la flamme de la Résistance ».

Source : Communiqué de presse

Venant d'achever à titre personnel un ouvrage sorti cet été sur Antoine de Saint-Exupéry, je me permets de le recommander tant y est rare de voir un ouvrage sur l'engagement de cet écrivain dans la guerre, analysant en particulier le récit qu'il produisit dans ses écrits de guerre :

Saint-Exupéry, écrivain en guerre par François Gerber

Editions Jacob-Duvernet
300 pages – 18 euros



Antoine de Saint-Exupéry n'est pas reconnu comme un intellectuel engagé dans les grands combats du XXe siècle. Certes, il a été tué en service commandé, mais, soixante-dix ans plus tard, l'engagement se mesure à l'aune de la pensée de Jean-Paul Sartre qui écrase le monde littéraire et l'enseignement. Pourquoi trahir ainsi Saint-Exupéry ? Dans les années 1950, les intellectuels qui n'ont pas été adoubés par le général De Gaulle ou qui ne sont pas proches du « parti des 70 000 fusillés » sont derechef rejetés dans les limbes. Mais Saint-Exupéry reste présent dans tous les esprits grâce au *Petit Prince*, l'ouvrage le plus lu dans le monde après la *Bible*, et qui éveille chaque jour de nouvelles consciences à la connaissance et à la sensibilité.
L'auteur de *Pilote de guerre* peut légitimement revendiquer une place au rang des intellectuels qui ont fait un choix sans équivoque lorsque l'homme était menacé par la barbarie nazie. L'exemplarité de ce livre est unique dans cette période.

Le coin lecteurs

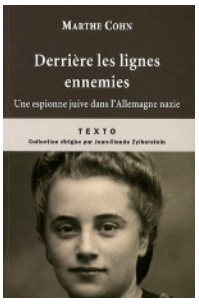
En pleine Occupation, alors que la Résistance est encore en gestation, Saint-Exupéry évoque la nécessaire continuation du combat. Il ose des phrases uniques dans la littérature de 1939-45. L'engagement patriotique et la puissance de l'appel sont décuplés. Saint-Exupéry est porté par la force que donne aux survivants du *Blitzkrieg* la confrontation avec la première armée du monde, animée d'une volonté de guerre totale. Ses personnages passent de l'anonymat au rang de héros en acceptant la mort. Saint-Exupéry aborde toutes les questions qui se posent alors à la société française, à ce monde de vaincus, réalisant ainsi la plus grande provocation littéraire de la guerre.

Source : Communiqué de presse

Pour terminer nous avons retenu un ouvrage publié il y a quelque temps mais qu'il importe de (re)présenter à ceux qui ne le connaîtrait pas tant l'histoire qu'il évoque est épique :

Derrière les lignes ennemies
par Marthe Cohn

Editions Tallandier
344 pages – 10 euros



Qui est Marthe Hoffnung - alias Fräulein Ulrich - cette femme de l'ombre, au service des Résistants français et luttant contre les forces nazies ? Marthe, la blonde, qui maîtrise l'allemand comme personne d'autre, est une espionne juive qui a infiltré les lignes ennemies. Elle parvient à saboter les opérations allemandes de l'intérieur et brave ainsi tous les dangers de la guerre - le froid, la faim, les guets-apens - et de l'espionnage - les manipulations, les dénonciations, les machinations, l'attente de l'action, l'angoisse du danger qui rôde - jusqu'à transmettre aux forces alliées les renseignements décisifs qui permettront de détruire l'ennemi. Rédigés à la manière d'un récit épique, ces mémoires témoignent du destin singulier d'une femme hors du commun qui mena une lutte acharnée contre le mal.

Source : Présentation de l'éditeur

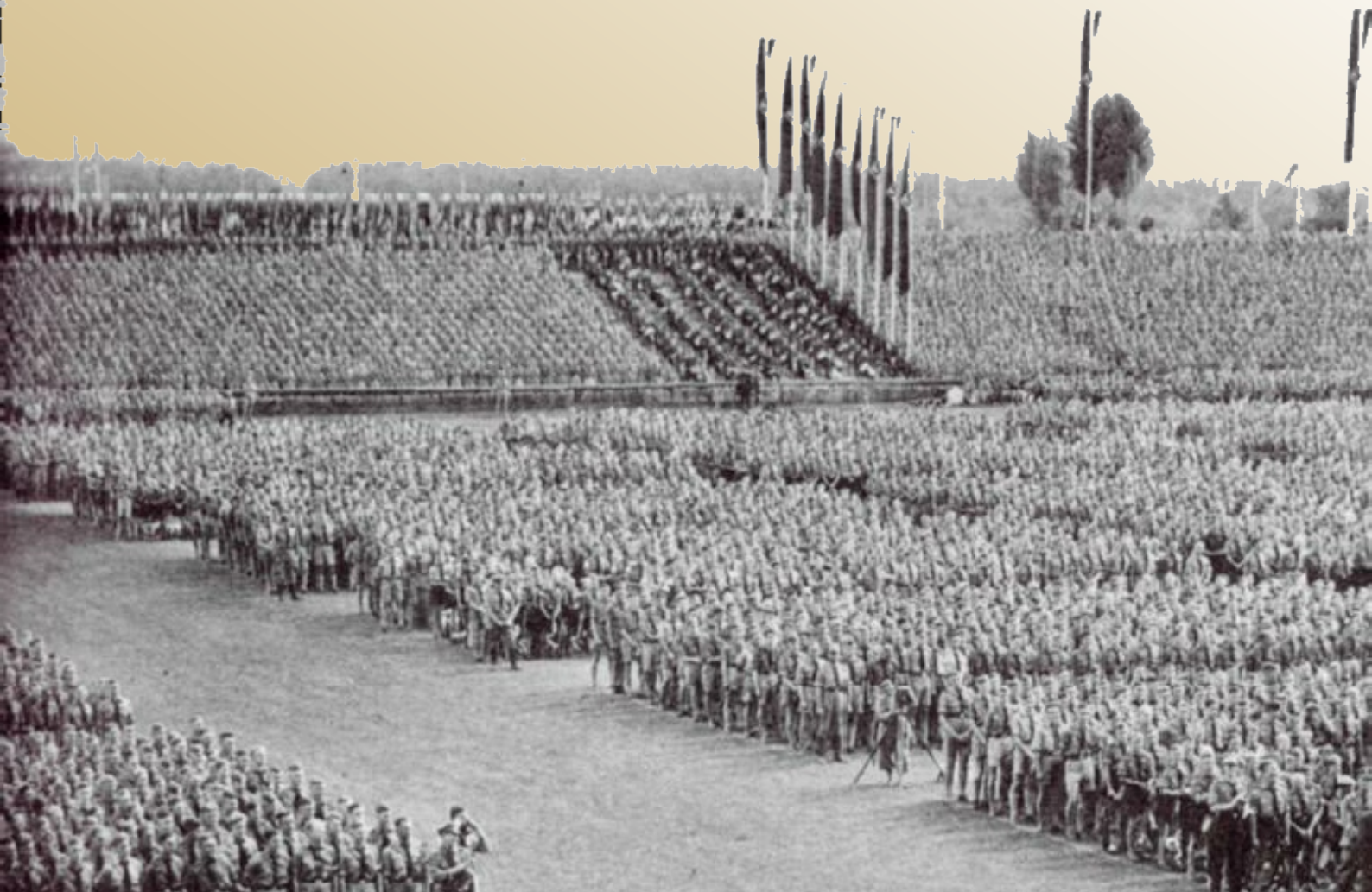
HISTOMAG'44

La Seconde Guerre Mondiale par des passionnés pour des passionnés !

Numéro 81 - Janvier Février 2013

Vous souhaitez Participer à L'Histomag?

Contactez la Rédaction :
histomag@39-45.org

Vous souhaitez commenter L'Histomag?

Rendez-vous ici :
courrierhistomag.39-45.org